

317.455

Subcommittee for Historical Demography of the Hungarian  
Academy of Sciences – Hungarian Central Statistical Office  
Library and Documentation Service

8  
1993

REVIEW OF HISTORICAL DEMOGRAPHY  
HISTORISCH - DEMOGRAPHISCHE MITTEILUNGEN

Regestum super Redemptionem  
porcorum Maiores etiam  
Auspanalum in partibus  
Magyar. 1576  
restand. in quod  
fieri maiores  
et dicitur singuly  
et dicitur in 4.

Regest

Luighe regora	16 per.	Köthen	9	7
Mirabelo Damatos	16 per.	Köthen	9	7
Beita Belfi Duffi	16 per.	Köthen	9	7
Gregorius Mas	16 per.	Köthen	9	7
Augustinus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Sigardus Brij	16 per.	Köthen	9	7
Blasius Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Martynus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Antonius Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Martinus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Bartholomaeus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Christophorus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7
Stephanus Gijandi	16 per.	Köthen	9	7

Luce per Joannes maiores  
et dicitur in 29







Subcommittee for Historical Demography of the  
Hungarian Academy of Sciences  
Hungarian Central Statistical Office Library and  
Documentation Service

REVIEW OF HISTORICAL DEMOGRAPHY  
HISTORISCH - DEMOGRAPHISCHE MITTEILUNGEN

Budapest, 1993.

No. 8.

MAGYAR  
TUDOMÁNYOS AKADÉMIA  
KÖNYVTÁRA

Editorial Committee

András KLINGER (Chair) - István CSAHÓK - József KOVACSICS

Editor/Rédacteur

J ó z s e f   K O V A C S I C S

ISSN 0238 1613

Készült a KSH Könyvtár és Dokumentációs Szolgálat  
házi sokszorosító műhelyében

## CONTENTS

### STUDIES

- KOVACSICS, József: Migrations in Hungary between 1500 and 1800 ... 9
- EBERL, Immo: The German from Hungary in the German Federal Republic. Impacts of the banishment in policy, economy and culture ... 38
- MIRNICS, Károly: Methodology problems in studying the identity of Hungarians in the Voivodeship ... 70
- POPÉLY, Gyula: Changes in the number, composition and settlement structure of the Hungarians in Slovakia ... 105
- BERTI, Béla: The position of Slovaks in Hungary in the interwar years ... 117
- BROŹEK, Andrzej: Ethnic features of statistical investigations in countries with Polish communities abroad ... 133

### PROCEEDINGS

- Conference on Nationality Statistics: An Account ... 152  
Conclusions of the Conference on the Statistics of Ethnic and Linguistic Groups
- The 1942 data collection of the communes of Székely land ... 177

### BOOK REVIEWS

- GYÖNYÖR, József: State-creating nationalities  
Bratislava, 1989.
- POPÉLY, Gyula: Decrease of the people (The Hungarians in Czechoslovakia on basis of the population censuses of 1918-1945.) Budapest, 1991. (DÁVID, Zoltán) ... 183
- SRB, Vladimír-  
RŮŽKOVÁ, Jiřina: Distribution of the population by native language and nationalities in Czechslovakia on basis of the 1991 population census (KÁPOLNAI, Iván) ... 189

## INHALT

### STUDIEN

KOVACSICS, József:	Wanderungen in Ungarn zwischen 1500 und 1800 ..	9
EBERL, Immo:	Die Deutschen aus Ungarn in der Bundesrepublik Deutschland. Auswirkungen der Vertreibung in Politik, Wirtschaft und Kultur .....	38
MIRNICS, Károly:	Methodologische Schwierigkeiten im Studium der Identität des Ungartums der Woiwodschaft ..	70
POPÉLY, Gyula:	Die Änderung der Zahl, Struktur und Siedlungsgebiete des Ungartums in der Slowakei .....	105
BERTI, Béla:	Die Lage der Slowaken in Ungarn in den Jahren zwischen den zwei Weltkriegen .....	117
BROŹEK, Andrzej:	Die ethnischen Charakteristiken der statistischen Erhebungen in den Ländern mit polnischen Gemeinschaften im Ausland .....	133

### MITTEILUNGEN

- Bericht über die Konferenz der ethnischen Statistik .....	152-176
Entscheidungen der Konferenz über die Statistik der ethnischen Gruppen und Sprachgruppen	
- Datensammlung des Jahres 1942 über die Gemeinden des Székelylandes (Tabelle) .....	177

### BUCHBESPRECHUNGEN

GYÖNYÖR, József:	Staatenbildende Nationalitäten Bratislava, 1989.	
POPÉLY, Gyula:	Abnahme des Volkes (Die Ungarn der Tschechoslowakei auf Grund der Volkszählungen von 1918-1945.) Budapest, 1991. (DÁVID, Zoltán) .....	183
SRB, Vladimír,- RŮŹKOVÁ, Jiřina:	Die Verteilung der Bevölkerung nach Muttersprache und Nationalitäten in der Tschechoslowakei auf Grund der Angaben der Volkszählung des Jahres 1991 (KÁPOLNAI, Iván) ..	189



## TABLES DES MATIERES

### ÉTUDES

KOVACSICS, József:	Migrations en Hongrie entre 1500 et 1800 . . . . .	9
EBERL, Immo:	Les Allemands de la Hongrie dans la République Fédérale Allemande. Effets du bannissement dans la politique, économie et culture. . . . .	38
MIRNICS, Károly:	Difficultés méthodologiques à l'étude de l'identité des Hongrois vivant dans la Voïvodine . . . . .	70
POPÉLY, Gyula:	Le changement du nombre, de la composition et des territoires de peuplement des Hongrois. . . . .	105
BERTI, Béla:	La position des Slovaques en Hongrie entre les deux guerres mondiales . . . . .	117
BROŹEK, Andrzej:	Caractéristiques ethniques des enquêtes statistiques dans les pays avec des communautés polonaises à l'étranger . . . . .	133

### COMMUNICATIONS

-	Compte rendu de la Conférence sur la Statistique Ethnique . . . . .	160
	Décisions de la Conférence sur la Statistique des Groupes Ethniques et Linguistiques	
-	Données de 1942 des communes rurales de la terre des Székely (Tableau) . . . . .	177

### COMPTE RENDU DES LIVRES

GYÖNYÖR, József:	Des nationalités formant un état Bratislava, 1989.	
POPÉLY, Gyula:	La diminution du peuple. (Les Hongrois de la Tchécoslovaquie sur la base des recensements de la population de 1918-1945), Budapest, 1991. (DÁVID, Zoltán) . . . . .	183
SRB, Vladimír- RŮŽKOVÁ, Jiřina:	La distribution de la population par langue maternelle et nationalités dans la Tchécoslovaquie sur la base des données du recensement de la population de 1991. (KÁPOLNAI, Iván) . . . . .	189



STUDIES

STUDIEN

ÉTUDES



József Kovacsics

## MIGRATIONS EN HONGRIE ENTRE 1500 ET 1800\*

### Introduction

Le mouvement démographique étudie séparément la natalité et la mortalité qui influencent directement le nombre de la population, il examine pareillement les migrations.

Par la *migration interne* on entend les déplacements a l'intérieur des frontières d'un pays, tandis que par la *migration externe* il faut entendre les déplacements a travers les frontières, soit vers l'intérieur, soit vers l'extérieur.

Toutes les deux sortes de déplacement engendrent des décalages spécifiques dans la disposition géographique de la population. La migration interne transforme la population des agglomérations autant que la migration externe. Les raisons en sont différentes. En des circonstances de paix la migration interne a surtout des raisons économiques. Les migrations externes traversant les frontières étaient motivées, jusqu'au XVIII-e siècle en Hongrie, par les fuites ayant comme but la protection de la vie.

Dans cette étude nous avons essayé de mettre en lumière tout les deux types de migration. L'étude exactement séparable des migrations internes ne suit - en raison de la situation précaire causée par la domination turque et a cause des circonstances culturelles et de communication de l'époque - que les migrations des serfs, leurs fuites des seigneurs et les migrations des peuples pasteurs.

---

\* L'étude était élaboré pour la séance du Comité international de démographie historique, qui avait lieu du 22 au 25 septembre 1993 a Santiago de Compostela. La participation de l'auteur a été rendu possible par la subvention de la "Fondation pour les minorités nationalitaires et ethniques de Hongrie".

## I. ASPECT DEMOGRAPHIQUE EN HONGRIE APRÈS MOHÁCS

La proportion prépondérante des déplacements en Hongrie au XVI-e et au XVII-e siècles était de toute façon formé par la migration externe. Les influences de cette dernière engendraient des changements déterminants non seulement dans le nombre de la population et dans sa répartition territoriale, mais également dans les facteurs qualificatifs qui déterminent le développement postérieur de la population, c'est à dire dans la structure familiale, dans le nombre des enfants et de la population féminine apte à l'enfantement.

Dans mon étude, j'ai fait une expérience de suivre les migrations des différentes ethnies à partir de la catastrophe de Mohács jusqu'au XIX-e siècle, tout en utilisant les sources contenant des données exprimées en chiffres.

Je n'ai fait d'exception de ces restrictions que dans le cas des Juifs.

L'explication est l'accroissement de plus d'un demi million de personnes de leur nombre entre 1840 et 1910, essentiellement en raison de leur fuites devant les pogroms. Les Juifs ont joué un rôle bien important dans l'avancement du développement capitaliste, dans la vie commerciale et financière en Hongrie, surtout dans les villes. De nombreux savants et artistes excellents se recrutaient parmi eux.

L'établissement de la population bouleversée lors des guerres turques s'est achevé un peu partout pour la fin du XVIII-e siècle, mais des déplacements moins importants étaient observables dans la première partie du XIX-e siècle aussi, ainsi en raison des causes citées dans les comitats Ugocsa et Máramaros.

D'une part à cause de cela, et d'autre part en raison de la limite fixée par l'ampleur je n'ai pas élaboré dans cette étude l'émigration de la deuxième partie du XIX-e siècle, essentiellement en direction de l'Amérique. (Cet ensemble de question est résumé dans mon étude intitulée "Les émigrés et les immigrés en Hongrie 1720-1915", Budapest, 1976.)

Je n'ai pas élaboré non plus les questions démographiques des migrations internes du XIX-e siècle.

Les descriptions que nous ont laissées les observateurs de l'époque sur les campagnes turques du XVI-e et XVII-e siècles nous donnent une image

bouleversante sur des villages pillés, incendiés et démolis à la centaine, des milliers de hongrois mis à la chaîne sur le chemin qui conduit en Turquie. Une perte particulièrement grosse se manifestait par le transport des garçons comme esclaves, qui devaient être élevés pour devenir les guerriers fanatiques de l'agrandissement de la domination turque: les janissaires.

Après le siège de Vienne de l'an 1683 le turc à emmené de force 6040 hommes, 11215 femmes, 14992 filles et 26093 garçons du pays.

On peut estimer, que 30-40% des habitants sur les territoires sous domination turques étaient obligé de quitter leur villages. Jusque à la fine du XVII. siècle plus de 800 villages étaient devasté, ou étaient delaissers. Dans le comitat Bács-Bodrog 500, dans le comitat Csanád 283, dans le comitat Pest sur la base de la conscription faite en 1650, étaient détruits 268 village. En comitat Csongrád 180, en Békés et dans le comitat Szabolcs plus de cent village étaient inhabités. Parmi les comitat de la Transdanubie dans le comitat Veszprém an 1609 79 villages étaient habités. Parmi les comitat de la Transdanubie dans le comitat Veszprém an 1609 79 villages étaient habités et 249 inhabités. Il faut noter à propos des conscriptions que les villagois ont quitters leurs villages en apprenant des contributeurs. Quand les percepteurs sont partis, la population est retournée dans sa domicile. Ce signifie, que les dates sont parfois défectueuses. En outre des catastrophes causées par la guerre, ill est necesser noter des epidemies.

Nous sommes également au courant des épidémies de peste qui faisaient des victimes en Trencsén en 1541 et 1533; dans les comitats de Vas, Veszprém, Pozsony, Hont, Borsod, Máramaros entre 1552 et 1555 ; en Szepes, en 1622 en Nyitra et de la fuite de la population ayant peur de la mort. Des épidémies de peste ont été enregistrées dans chaque décennie au cours du XVIII-e siècle.

## II. LES PEUPLES MIGRANTS.

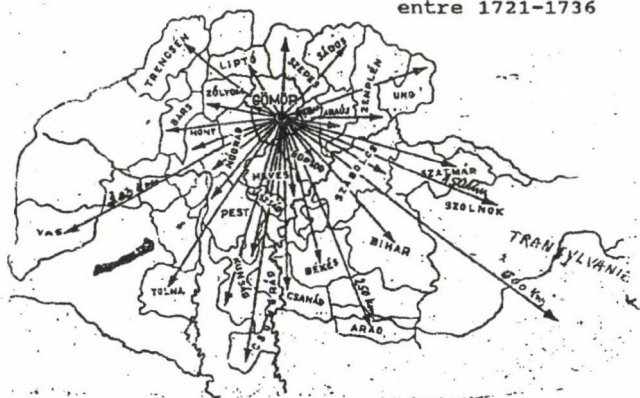
### 1. Les fuites des serfs

Le mouvement de migration des deux siècles suivants la bataille de Mohács de l'an 1526 et la domination turque de 150 ans touchait, en Hongrie, les parties de la population qui étaient obligées de *quitter leur habitat par faits de guerre*. Parmi les raisons, on peut également citer la situation précaire, la

protection de la vie, souvent *l'intérêt matériel* et d'autres motifs aussi tels que le vouloir d'apprendre, *l'ambition de l'acquisition du savoir chez les étudiants*. Les serfs Hongrois de la population autochtone quittaient leur demeure et cherchaient un nouveau seigneur ou sécurité et protection en raison de la situation précaire, des actes frustratoires, le despotisme et l'exploitation seigneuriaux. A cause des fardeaux insupportables, les fuites des serfs étaient à l'ordre du jour, et prenaient des proportions énormes surtout au cours du XVII-e et du XVIII-e siècles. Cette forme forcée de la migration pourrait être présentée d'une façon synthétique par le dépouillement des livres terriers. En raison du manque de ce dernier, nous allons mettre en lumière ce phénomène à l'aide de quelques exemples:

Du domaine seigneurial de Adorjánvár 354 serfs ont pris la fuite en 1625, le livre terrier énumère les serfs par nom. 48 serfs ont pris la fuite du domaine seigneurial de Gyalu en 1690, 91 serfs de Endrőd en 1712, et 519 serfs du comitat de Békés en 1724/25. Le comitat de Gömör a fait en 1736 le recensement des serfs ayant pris fuite entre 1721-36, au total 1200 serfs ont quitté le comitat. Je représente les nouveaux domiciles des serfs fugitifs sur le schéma ci-dessous.(13)

Les fuites des serfs du comitat Gömör  
entre 1721-1736



Les serfs fugitifs se recrutaient essentiellement de la classe des jeunes, car la tenure servile en éparpillement ne promettait pas une subsistance assurée. Ca veut également dire que les errants du XVI-e et XVII-e siècles diffèrent foncièrement de ceux du XVIII-e qui cherchaient une meilleure subsistance dans



les villages dévastés par les Turcs, sur la Grande Pleine hongroise ou sur autres parties assujetties au Croissant, abandonnées et incultivées après la domination turque.(31)

La migration était favorisée par le fait qu'au cours du XV-e et XVI-e siècles les villes des territoires occupés par les Turcs ne payaient pas d'impôts aux beys mais étaient exceptées de l'autorité de ces derniers. La population des villages de la Grande Pleine pérégrinait en masse dans les villes dans l'espoir d'une protection plus assurée. C'était l'époque de la dépopulation des villes a grand territoire de la Grande Pleine et de l'accroissement de la population des villes: Debrecen, Kecskemét, Szeged. Debrecen allait particulièrement de l'avant en faisant attribuer des privilèges aux serfs pour leur établissement libre dans la ville. Le roi Jean Sigismund a ordonné en 1563 que nul ne doit oser d'empêcher l'établissement des serfs à Debrecen.(44)

L'entrée des serfs exogènes était également libre dans les villes de Munkács et Beregszász (aujourd'hui en Ukraine) et la ville n'autorisait pas la restitution des serfs aux seigneurs anciens.

C'est l'augmentation du cours de la migration qui a formé en outre de la notion de la servitude perpétuelle le statut du serf à la liberté de changer de séjour (a liberae migrationis en latin). Ça signale également que les serfs Hongrois même à l'époque où ils étaient rigoureusement attachés à la glèbe ne formaient pas une classe sociale autant interchangeable comme le marxisme nous l'a enseigné.

A côté de la situation économique sans issue et en raison des abus de pouvoir, des lourdes redevances seigneuriales, l'espoir d'une vie militaire plus libre et des luttes religieuses (la principe du cuius regio, eius religio) on peut affirmer qu'une partie bien considérable, environ 10-15% des serfs et les colons Hongrois pérégrinait en permanence au cours du XVI-e et XVII-e siècles.

Parmi les serfs et les colons d'origine non-hongrois nous devons particulièrement mentionner les Palóc qui avaient immigré dans la région Jászság au cours du XVI. et XVII.-e siècle.

### III. LES PEUPLES IMMIGRANTS

#### 1/a. Les Serbes

Les Serbes ont été appelés jusqu'au milieu du XIX-e siècle des Rasciens en langues hongroise, allemande et latine également.

Plusieurs sources appellent les Rasciens et les Valaques sous un nom collectif Valaques. Pendant leurs migrations beaucoup d'entre eux devenaient des soldats irréguliers maniant d'armes. De place en place des peuples pasteurs valaques se mélangaient avec les Rasciens tout en menant le même mode de vie nomade, le peuple était soutenu par la religion commune, l'orthodoxie.

Les sources tiennent à jour huit périodes d'immigration dans la migration des Serbes de la péninsule Balkanique. Les trois premières et la quatrième étaient des immigrations antérieures au règne du roi Mathias, la quatrième se faisait par Pál Kinizsi qui amenait 50 mille prisonniers serbes (rasciens) en Hongrie la cinquième était en 1549,. La sixième était en 1609 sous la direction de l'évêque Maxim et la septième était dirigée par Miklós Jurisics. La suivante était la plus grande des immigrations, dirigée par Arzén Schakabent Joanovics, le patriarche de Ipek en 1690, et laquelle touchait 30 mille familles soit environ 150 milles personnes. D'autres sources mentionnent 200 mille personnes. Une partie de ces immigrés est retournée lorsque les troupes de Rákóczi les attaquaient à Szeged.(39)

Les recensements de sandjak des ans 1570, 1578 et 1579 nous montrent que la rive droite du Maros était déjà habitée également par les Serbes. Il y a un tahrir defter du sandjak de Mohács qui nomme des agglomérations serbes en Somogy, en Baranya, en Tolna.(10) Au sud du Danube, dans le Bácska, en 1579 on trouve 412 agglomérations essentiellement serbes. En 1632, Verancsics, archevêque de Eger trouve 400 agglomérations des slaves du sud, où, pour le milieu du XVI-e siècle il estime a 70 mille le nombre des habitants. Pour 1664, il estime a 150 mille personnes le nombre des slaves du sud peuplant Temesvár et ses environs en cohabitation avec les Roumains. Selon Szakály 200 mille Serbes auraient vécu en Hongrie avant 1526, soit 5-10% de la population de 4 millions de l'époque.(25)

Les immigrants étaient des bergers, surtout des éleveurs de bétail. Ils étaient soutenus par l'armée étant donné qu'ils contribuaient à son alimentation et beaucoup de ceux qui s'occupaient de l'élevage des chevaux trouvaient sécurité et subsistance en des troupes de cavalerie de cette dernière.

En 1580, dans le sandjak de Koppány, la région qui va du fleuve Kapos jusqu'au lac Balaton on a enregistré une population Valaque en 84 villages qui pourrait être considérée comme Serbe d'après leur langue.

L'immigration des Serbes commençait vers 1669 dans le comitat Fehér. Dans le sandjak de Gyula en 1579 24 agglomérations étaient peuplées uniquement par des Serbes.

En 1690 le roi Léopold I-er engageait les Serbes de s'établir en Hongrie ( la bulle du roi énumère les noms des lieux de l'établissement), de participer aux luttes contre les Turcs. En échange il leur a donné des exclusivités et des privilèges. Il leur a promis que si l'expulsion des Turcs aura réussi, il les rapatriera et il pourront vivre sous la direction de leurs propres voïvodes, sous le pavillon autrichien.

En 1711, époque de la paix de Szatmár, Gyula Szekfü estime la population du banat de Temes à 25 mille personnes, qui a déjà 300 mille habitants en 1780. Ca ne peut être expliqué que par les établissements.(35) Voici la population de la grande Voïvodine serbe dans l'ère Bach en 1859:

Nationalité	Nombre	%
Serbes	407 000	29,8
Roumains	395 000	28,8
Allemands	325 000	23,8
Hongrois	241 000	17,6
Au total	1 368 000	100,0

Le premier recensement de la Voïvodine serbe était de 1850, ou la composition ethnique de la population était également représentée. Un nouveau recensement se préparait en 1857 mais sans donner des informations sur les ethnies. Je vais représenter ci-dessous la composition ethnique de la Voïvodine d'après le recensement de 1860 du Conseil de Lieutenance de Temesvár. C'est ce recensement dont on a servi comme base au congrès de Karlóca de 1861 pour déterminer les frontières de la Voïvodine Serbe et pour la préparation de

l'élection du délégué. Le nombre total de la population était de 1.513.043 personnes, dont:

Ethnies	Nombre (en pers.)	%
Hongrois	256 164	16,9
Allemands	396 156	26,2
Serbes, Croates, Sokác	309 885	20,5
Bunyevac	73 642	4,9
Bulgares	23 017	1,5
Slovaques	25 982	1,7
Roumaines	414 947	27,4
Juifs	12 596	0,8
Tziganes	657	0,1
Au total	1 513 043	100,0

donc d'après le recensement 1.214.329 habitants non-serbes peuplaient la Voïvodine contre 309.885 serbes.(27)

En 1900 le nombre des habitants serbes selon la langue maternelle était de 1.048.645 personnes, y compris les territoires de la Croatie et de Fiume, 437.682 personnes sans ces deux derniers.

Les institutions secondaires et supérieures serbes se formaient des donations des riches familles serbes. La matica Srpska était l'internat des étudiants serbes, et l'Angelikánium celle des filles de secondaire. La première école normale d'instituteurs

s'est formée à Szentendre en 1812. Quand la Serbie se libérait de l'occupation turque, une grande partie des dirigeants du nouvel état se recrutait de la Hongrie. A Buda on a construit un palais et une église épiscopaux.

#### 1/b. Les Rasciens et les Sokác

Leur établissement en Hongrie commence après la catastrophe de Mohács. Ils arrivaient en masse vers 1686 de la Bosnie-Herzégovine, des environs de Dolnja et de Tuzla. D'autres sources mentionnent les environs de

Sinj et de Cetina en Dalmatie qu'ils ont quitté pour des raisons religieuses. L'organisateur principal de la migration était le provincial des franciscains de Bosnie, Mihály P.Radnich, lui-même originaire de Bácska. Il agitait avec enthousiasme pour l'émigration en raison de l'oppression des chrétiens. Les Sokács habitaient en masse les municipalités de Bács, Bereg, Bogyán, Hercegszántó (Szantova), Monostorszeg, Polona (Plávna), Szond (Szánta) et Vajszka, et sporadiquement a Dunabökény et Bácsújlak.

Les sources estiment un nombre de 36 mille Rasciens immigrés en Hongrie à Szeged, à Székesfehérvár, à Buda, à Szentendre. Miklós Pálffy établissait des Rasciens a Buda et aux environs en 1596-98. Le recensement trouvait des Rasciens a Esztergom aussi, en 1663. Après le Turc, des Rasciens de Dalmatie et de Serbie immigraient dans plusieurs agglomérations de l'île de Csepel, à Ráckeve entre autres, et à Tököl pareillement.

### 1/c. Les Bunyevács

Les Bunyevács sont originaires du nord-ouest de Raguse (Dubrovnik), de la région de Mostar, de la Bosnie-Herzégovine, de la région du Buna, d'où vient leur dénomination aussi:

Buna-vác = bunyevác. Le nom bosniaque signale l'origine de la Bosnie.

Les premiers immigrants des bunyevács arrivaient en 1580. A partir de 1687 à Szabadka on peut trouver des registres de l'État-Civil dans lesquels figurent des noms bunyevács.

En raison de l'origine de la Dalmatie, en 1699 ils figuraient aussi sous le nom dalmate, on les appelait aussi "de langue illyrienne". En Hongrie, en outre le Bácska et le Banat, des agglomérations bunyevács se formaient dans les comitats de Csongrád, de Torontál et de Pest.

Selon les données des Archives de Vienne, leur dirigeants nommés Markovics et Vidákovics ont demandé du prince électeur bavarois Miksa qu'ils puissent s'établir avec leur armée bunyevác de 5000 soldats dans les villes libérées des Turcs: à Szeged, à Szabadka, à Baja, à Bács et qu'ils puissent accomplir des services de garnison. Cet établissement se faisait bel et bien, après la capitulation de Belgrade (1717) un grand nombre de bunyevác et de serbe immigrait en Hongrie.

Aux XVIII-e et XIX-e siècles ils vivaient dans les villages du Bácska en coexistence avec les allemands. Il n'y avait plus d'agglomération purement bunyevác au XIX-e siècle. En 1890, 4000 bunyevács habitait à Baja et 24.000 à Szabadka, dont une partie était originaire. A l'époque de la domination turque le comitat n'était peuplé que par les bunyevács.

## 2. Les Valaques

La vie d'état indépendant de la Transylvanie commençait après 1526, nous n'avons pas de sources sûres sur la population du XV-e siècle. L'accroissement de la population jusqu'à la fin du XVIII-e siècle était négatif au centre du pays, tandis que c'est positif ailleurs jusqu'à la guerre de 15 ans (1593-1606), en raison de l'expansion des Valaques qui s'accroissaient rapidement et qui menaient un mode de vie nomade.

Voici les données que nous connaissons à propos des ethnies de la Transylvanie avant la catastrophe de Mohács, à la fin du XV-e siècle (27):

Hongrois	200 000	47%
Roumains	100 000	24%
Saxons	70 000	16%
Székely	55 000	13%

---

Au total: 425 000 100%

En faisant des recherches sur l'immigration des Roumains il est à remarquer que le voïvode Mihály a voulu établir les Roumains à la fin du XVI-e siècle, mais il n'a pas réussi. Les Roumains de la Valachie résistaient et trouvaient un nouveau demeure dans la région montagneuse de la Transylvanie. Les recensements transylvaniens de l'époque soulignent l'accroissement important des villages de montagne. Il est vraisemblable que la population de ce territoire était de 7-800 mille personnes, supérieur donc à la valeur estimée par Elemér Mályusz. Le recensement des bergers valaques qui n'étaient pas localisés n'était pas réalisable.

La seconde vague d'immigration des roumains se faisait à partir du milieu du XVII-e siècle. L'écrivain turc, Evlia Cselebi nous en témoigne qu'un nombre important de population immigré au cours de ces décennies dans les régions montagneuses de la Transylvanie, de même comme dans la région plate après la population des montagnes vers la fin du siècle.(8)

Au cours du XVIII-e siècle les phanariotes, les régents grecs délégués de Constantinople à Bucarest et à Jassy exploitaient avec intempérance la nation roumaine, l'immigration des foules des serfs valaques dans le Banat et en Transylvanie est donc compréhensible. A la fin du règne de Marie-Thérèse des 318.000 habitants du Banat 181 milles étaient déjà des Valaques, 78 milles des Rasciens, 43 milles des allemands, des français et des italiens.

En 1700, B. Jancsó a estimé 250 mille personnes le nombre des roumains. C'est dans cette époque que les Roumains transmigraient de la Transylvanie dans le comitat de Békés, dans le domaine Harrucken (1713-16). Sur la base du dépouillement du recensement des serfs de 1715-20 et de l'analyse des noms y figurants Ignác Acsódy a constaté que la population de la Transylvanie était de 806.221 personnes en 1720.(1)

Lors du recensement de l'an 1785 la population de la Transylvanie était de 1.471.900 personnes, le nombre des roumains pouvait être un million.(26)

On peut estimer entre 400-500 mille le nombre des roumains immigrés en Hongrie et en Transylvanie jusqu'en 1785.

En Transylvanie, lors du recensement 1850 on a fait obligation de placarder le numéro de maison et de dresser des poteaux de bois ou des colonnes de pierre à la première et à la dernière maison, portant le nom de la municipalité dans les langues qui étaient à la mode dans le pays.

Les sobriquets devaient être également enregistrés. Si quelqu'un ne possédait pas de nom de famille, on lui en choisissait ou on en donnait un. On a recensé avec le sexe, l'âge et la profession les relations familiales, la religion et l'ethnie aussi.(30,36,17) En Transylvanie, en 1850, sur 2.061.645 habitants:

Ethnie	nombre	%	d'après Wagner(42)
Roumain	1.225.618	59,4	(57,5)
Hongrois et Székely	536.803	26,0	(26,9)
Allemand et Saxon	192.270	9,3	(11,0)
Tzigane	78.885	3,9	.
Arménien	7.687	0,4	.
Juif	15.606	0,8	.
Autres	4.776	0,2	(4,6)

Natalia Giurgiu estime le nombre des Roumains a 63,5%, celui des Hongrois a 24,1% et les Allemands a 12,4%.(24)

En 1900 la population roumaine était en Hongrie de 2.798.536 personnes, selon la langue maternelle (16,7%).

### 3. Les Allemands

Les Allemands constituent avec les Slovaques les ethnies les plus anciennes de la Hongrie. Ils se sont établis au XII-e siècle en Transylvanie, venant de la région du Rhin moyen et de la Moselle. La lettre de privilège des Saxons de Szepes date de 1271. Les établissements d'une proportion plus grande commençaient après l'expulsion des Turcs, de la Bavière et des environs de Württemberg dans les comitats de Temes, Torontál et Krassó-Szörény (dans le Banat) et pareillement dans les comitats de Bács-Bodrog (Bácska), Békés, Baranya, Tolna, Somogy et Vas, et en plus aux environs de Buda .Au cours du XV-e siècle, quand les aristocrates autrichiens et allemands prenaient possession de la partie occidentale du pays, ils y établissaient également des serfs allemands.

Les premières familles qui s'établissaient sont arrivées en 1698, les dernières en 1811. Parmi les aristocrates colonisateurs les plus remarquables étaient Eugène de Savoie, les Eszterházy, les Zichy, les Károlyi, etc.

Après la paix de Karlovic et de Pozsarevác (Paszarovic) de 1718 l'immigration des Allemands commence dans le comitat de Bács également. Ils s'établissent en Csátalja en 1726, en Ujvidék (Novi Sad) en 1739. a Hódság, a Küllöd (Kolluth), a Csák (Csákova), a Bács-Szentiván (Priglevica-Szentiván), a Palánk (Banat Palank) ils s'établissent en 1748, et en 1780 a Apatin. Une colonisation plus large commençait en 1763, quand on établissait des anciens soldats de la région du Rhin avec leurs familles dans le Bácska. Pour les immigrés, Marie-Thérèse ne donnait la terre qu'en usage, avec jouissance. Par les commissaires de colonisation qu'elle a mis a Ulm, a Cologne, a Francfort-sur-le-Main, a Schweinfurth et a Regensburg, elle a établi 50 mille familles en Hongrie. Les lettres patentes du 24.septembre 1782 de Joseph II leur garantissaient une migration libre, une liberté religieuse, voyage gratuit, nouvelle maison, ameublement complet, la terre en propriété, des ustensiles pour la cultiver, des betes de travail et dix ans de faveur fiscale.



Au début de l'établissement, les colons ont rencontré beaucoup de difficultés à cause des incommodations ethniques (surtout serbes) mais aussi en raison de la malaria, faisant son apparition à cause des mauvaises conditions hygiéniques.

La migration des Allemands continuait au cours du XIX-e siècle vers l'intérieur du pays: c'est l'époque de l'apparition des Allemands en multitude à Vaskút, à Bácsalmás. Gyula Szekfü définit le nombre des colons du Banat en 200 mille personnes pour 1753. En 1784-85 on a établi 26 mille personnes rien que dans les domaines de Kamara (35), le nombre des Allemands en Hongrie était de 1.273.677 personnes (9,9%) en 1840. (22)

Les Allemands jouaient un rôle important dans le développement urbain de la Hongrie. Les bourgeois fondateurs de nos villes se recrutaient souvent parmi les colons immigrés allemands en Transylvanie comme dans la mère patrie. Les Saxons de Brassó, de Nagyszeben, les Allemands de Buda, de Sopron, de Pécs vivaient selon leurs us et coutûmes, ils choisissaient leurs magistrats parmi eux-mêmes.

La bourgeoisie allemande avait un rôle particulier dans la réformation également, que l'on peut vérifier à partir l'exemple des villes de Pápa, Sopron, Brassó, Késmárk, mais l'effet de la réformation peut être mesuré au mieux par l'intermédiaire du développement de l'enseignement et de l'imprimerie. L'arme la plus efficace des protestants était la presse et l'école. Leurs instituteurs et pasteurs étaient formés pour la plupart aux universités et aux écoles supérieures allemandes. Au XVI-e siècle il y avait 132 écoles protestantes contre 34 catholiques. Dans les écoles secondaires on enseignait en latin, la langue nationale n'était utilisée que dans les écoles primaires.

Le domaine seigneurial Hochburg commençait les établissements en 1698, les colons allemands, 34 familles, s'installaient à Mór en 1720. Les Hochburg établissaient à Bodajk aussi. 52 familles allemandes étaient établies à Szár non de l'Allemagne mais de Rothenberg (Werischwár). Balinka et Gut puszta étaient établis par Esterházy en 1757, en 1762 il amenait des colons allemands de Württemberg à Vértesboglár. Après un séjour de 15 ans ils transmigraient dans le Banat en raison des conditions de production défavorables, puis ils étaient remplacés par des bavarois. 123 familles allemandes arrivaient à Székesfehérvár de 1688 jusqu'à 1703. Entre 1713 et 23 la famille Harrucken établissait des Allemands dans le comitat de Békés, en premier lieu à Szarvas et à Gyula. A la fin des années 1720 c'était le domaine seigneurial Szapáry qui établissait des Allemands dans le comitat de Zala. Les Souabes de Isztimér

étaient établis en 1722 mais ils transmigraient eux aussi. István Zichi a effectué un établissement réussi avec 68 familles allemandes en 1750. On y recrutait alors des colons allemands des différentes municipalités de la Hongrie. Zichy a établi des Allemands à Vajta aussi, mais ils avaient des tiraillements avec les Hongrois et ils ont quitté le village. Etyek, ce qui était un domaine des jésuites, fut peuplé avec des Allemands en 1720. En 1768, le 70% du village était déjà allemand, alors qu'une partie des colons a transmigré.

Les établissements dans le Banat de Temes ont été effectués par un officier de la Lotharingie, le général comte Claudius Mercy, qui établissait 53 villages allemands. Les 300 premiers colons étaient des artisans.

L'établissement des colons allemands à Buda et à Pest mérite quelques compléments ultérieurs. Les dignitaires et les officiers impériaux haut gradés s'établissaient dans le Château de Buda. La rue Uri s'appelait alors Herrengasse, tandis que la partie de la rue de la Sainte-Trinité se trouvant entre le cours Bástyá et la rue Uri s'appelait Schwabengasse et la rue Curia rue Basse-Bavière à Pest. D'ailleurs les allemands vivant en des conditions moins favorables s'établissaient à Pest.

Pour avoir un aperçu plus statistique sur la composition ethnique de Buda et Pest, je fais connaître la répartition ethnique calculée d'après les données d'Acsády, tout en tenant compte des foyers contribuables:

1715				1720		
Totalité des	Allem. foyers	Total. des Nombre	%	Allem. foyers	Nombre	%
Buda	1 539	701*	45,5	1 486	851	57,2
Pest	184	150	81,5	376	244	64,8
		Serbo-croates			Serbo-croates	
* à Buda		769			549	

Cela signifie qu'avec les Serbes, les Rasciens et les Croates, les Allemands constituaient 95,5% de la population de Buda en 1715: il n'y avait que 69 personnes (4,5%) d'ethnie différente de celles. D'après Acsády il n'y avait que 2 personnes contribuables hongrois.1/.

A l'analyse de nom d'Acsády il faut ajouter qu'un grand nombre de Rasciens de religion orthodoxe avaient des noms de famille hongrois.

En 1850 le nombre de la population de langue maternelle allemande était de 1.356.000, que augmentait de 600 mille à 1880. Les immigrants de cette période arrivaient essentiellement de l'Autriche, de la Tchéquie et de la Moravie.

En 1900 le nombre de la population de langue allemande était de 2.135.181 personnes (11,1%), y compris les territoires de la Croatie et de Fiume, et 1.997.115 (11,9%) sans ces deux derniers.

#### 4. Les Csángós (Tchango)

Certaines sources estiment le nombre des Hongrois Tchango émigrés en Moldavie et en Bukovine à 100 mille personnes (László Mikecs: Romania Bucarest 1940). Quand János Zsigmond (Jean Sigismund) a obligé les Székelys de payer l'impôt en 1560, leurs villages suppléaient la population des villages Csángó.

Les Csángós vivaient essentiellement dans la région des sources du fleuve Tatos. D'après l'historien Kálmán Benda, le nombre des émigrés était:

Année	Nombre	Année	Nombre
en 1580	20.000	en 1640	3.700
en 1599	10.700	en 1646	5.577
en 1623	4.500	en 1696	2.800
en 1631	3.950		

donc il fixe le nombre des Csángós émigrés au cours d'un siècle à 51.177 personnes.(4)

Des nouvelles foules ont émigrés vers 1780, leur majorité s'était assimilée. Ils n'ont ni d'écoles, ni de prêtres Hongrois.

#### 5. Les Juifs

Avant 1526 environ 3-4 mille Juifs habitaient dans la Hongrie de l'époque. Après Mohács, ils étaient expulsés de plusieurs villes du Pays. La situation des Juifs était instable sur les territoires étant sous domination Habsbourg, ce n'étaient que quelques aristocrates qui ont autorisé leur

établissement dans leurs domaines. Par exemple, ils étaient expulsés de Buda en 1746 et ils s'établissaient à Obuda ou ils trouvaient de refuge chez la famille Zichy. Le conseil de la ville de Sopron a également interdit l'établissement des Juifs et ce n'était que sous le règne de Joseph II que leur établissement a été permis de nouveau.

Leur élément de subsistance principal était le commerce. Ils pouvaient faire le commerce librement sur les territoires sous domination, les Turcs ne les dérangeaient pas, ce qui impliquait l'établissement d'un grand nombre de Juifs dans les régions dominées par les Turcs. Dans cette époque, un quart du château de Buda était habité par des Juifs.

En Transylvanie, ils ne s'établissaient pas jusqu'au XVI-e siècle. Le régent Gábor Bethlen autorisait leur établissement dans la ville de Gyulaféhérvár. Les communautés juives de la partie unitairienne de la Transylvanie se formaient aux XVI-e et XVII-e siècles. On a recensé 2092 Juifs en Transylvanie à la fin du XVIII-e siècle, dont 660 personnes habitaient le comitat Szolnok-Intérieur et 615 celui de Szolnok-Extérieur.(28) Après l'expulsion des Turcs ils devaient migrer de nouveau dont la cause était spécifiée par le fait qu'ils luttèrent aux côtés des Turcs.

D'après le recensement des Juifs de 1735-38 leur nombre était de 11.621 personnes, dont seulement 35% étaient originaires de Hongrie, les autres étaient des immigrants.(45)

Le règne de Marie-Thérèse n'était pas avantageux pour leur situation, mais Joseph II leur garantissait déjà la liberté de s'établir, excepté dans les villes minières. C'était à cette époque que les Juifs de la Galicie commençaient d'immigrer sur les territoires nord-est du pays. Le nombre estimé des Juifs en 1787 pouvait être 80 mille.(27, 28)

Vers 1840, il y avait déjà 216.324 personnes de religion israélite. Leur nombre grossissait, surtout en raison des pérégrinations, à 624.737 pour 1890 et à 909.531 pour 1910.(46)

La cause principale des pérégrinations était la fuite devant les pogroms de l'Europe orientale. Les immigrations importantes des Juifs au premier tiers du XIX-e siècle se faisaient de la Russie et de la Pologne, d'où ils pérégrinaient vers l'ouest et le sud-ouest en raison de la persécution. Les directions principales des pérégrinations étaient la Galicie, la Subcarpathie et la Grande Plaine hongroise. Les Juifs immigrants de l'ouest (de l'empire allemand et de la

province héréditaire autrichienne surtout) s'établissaient plus tard en Hongrie et déjà dans les villes. Le peuple juif immigré dans le Bassin des Carpathes et en Europe centrale se mélangeait fortement avec les nations dominantes: il abandonnait ses habits traditionnels, son mode de vie, sa langue et s'assimilait.

La répartition territoriale des Juifs à la fin du XVIII-e et au début du XIX-e siècles se concentrait plutôt dans les villages.

Ils étaient les plus nombreux dans les comitats du nord et du nord-est du pays; en Zemplén, en 1805 ils étaient plus de 10 milles. Leur nombre grossissait de 10.266 en 1840 à 70.879 pour 1880 et à 203.687 pour 1910. A Miskolc de 1105 à 10.291, à Pécs dans la même période de 27 à 4026, à Pozsony de 3 à 6723, à Nagyvárad de 817 à 15.515. En tenant compte de l'accroissement de 70 ans de la population urbaine, l'accroissement des Juifs était de 482% dans les communes à pleine exercice, et de 812% dans les villes départementales sur les territoires appartenant à la Hongrie en 1910.

## 6. Les Grecs et les Turcs

La pérégrination des Grecs était motivée par la persécution des chrétiens et les atrocités des turcs. Les centres de la dispersion grèque étaient Vienne et Pest au XVIII-e siècle. Parmi les immigrés de langue grèque il y avait également des Rasciens, des Bosniaques, des Bulgares, des Valaques et des Arméniens.

La plupart des Grecs immigrés en Hongrie était originaire des régions de la Macédoine et de l'Andrinople (leur sobriquet était cincár). D'après leur langue, ils étaient aussi nommés des Roumains macédoniens hellénisés.(29)

Léopold Ier leur a autorisé le commerce en gros et le commerce en tentes à l'exception de l'exportation de l'or et du salpêtre. Il leur a autorisé d'élire eux-même leur magistrats, l'exercice de la religion, mais il les a obligé de payer l'impôt. On peut considérer les commerçants grecs comme les premiers pionniers du capitalisme en Hongrie en raison du rôle bien important qu'ils avaient dans le commerce est-ouest.

A la fin du XVII-e siècle ils faisaient apparition à Miskolc aussi. La communauté grèque a fait construire sa première église entre 1710-1720. A la fin du XVIII-e siècle on trouvait 18 églises ou chapelles grèques dans le pays et des écoles grèques fonctionnaient dans 16 villes.

En 1748, 10 compagnies existaient en Hongrie, dans les agglomérations de Tokaj, Diósgyőr, Eger, Eszék, Gyöngyös, Miskolc, Kecskémét, Pest, Pétervárad (Petrovarasdin) et Világos (Siria). Les compagnies choisissaient leur magistrat d'entre eux-mêmes, en générale la personne la plus riche.

La politique des Habsburg visant le refoulement de l'empire Ottoman limitait de plus en plus, à partir des années 60 du XVIII-e siècle, l'activité des commerçants turcs et grecs. A Pest on a interdit le commerce en gros pour les commerçants grecs, serbes, arméniens, juifs et turcs. Dans certaines villes en 1741 on autorisait les immigrants de rester tandis qu'on obligeait les autres a partir.

En 1769 le souverain ordonna le recensement des commerçants grêcs. D'après cela il y en avait 560 à Pest, 1331 dans le comitat de Bács, 14 en Zala, 19 à Gyöngyös, 300 à Miskolc, sans compter les membres de leur familles, mais il se sont établis sporadiquement dans les comitats de Borsod, Békés, Heves, en Jászág et à Buda aussi. Ce recensement signale également la fréquence des voyages des commerçants grecs. Ainsi entre 1737 et 1776 ils faisaient le chemin entre la Macédoine et la Hongrie deux fois par an en général. Ce chemin signifiait dans les conditions de l'époque un voyage de 4-5 jours (800 kilometres) à cheval ou en chariot.

En 1774 les commerçants grecs ont été obligés de renoncer à la nationalité et de faire le serment de fidélité. En même temps ils ont reçu une permission pour exercer librement leur commerce.

La situation des Turcs qui restaient en Hongrie après l'évacuation des Turcs était semblable. Ils demeuraient en arrière surtout parmi le peuple des villes aupres des châteaux-forts turcs. Ils se sont faits baptiser, ils s'assimilaient, on estime que leur nombre n'excédait pas 10 mille personnes.

Les dispositions de Joseph II ont interdit le retour en Macédoine en liant a une obligation du passeport. Ainsi commençait l'assimilation qui voulait dire qu'à la fin du XVIII-e siècle la majorité des commerçants grecs parlaient déjà plus ou moins bien la langue hongroise. Plusieurs d'entre eux épousaient des femmes hongroises.

## 7. Les Iazyges, Comans, Heyduques, Espagnols, Français, Bulgares

Les Comans sont venus en 1086, les Iazyges en 1089 en Hongrie. La Petite-Cumanie était établi par László Kun en 1279. les parties comanes du pays des iazyges étaient hypothéquées par les ordres de chevalerie allemands et elles étaient dégagées sous Marie-Thérèse. Lors de l'avance des Turcs vers Buda 30 villages pétchenègues (comans) transmigraient de la Mezöföld. C'était alors que disparaissaient les villages de Ujszállás, Jakabszállás, Sárosd, Kajtor, Perkáta, Hatosegyháza, Karácsonyszállás et Előszállás. Les habitants quittaient leurs villages ancestraux pendant la guerre de 15 ans.

En 1788 la Grande-Cumanie avait déjà un excédant de main-d'oeuvre et ainsi commençait l'émigration de la population masculine en Bácska. Au cours du XVIII-e siècle la population qui restait a sa place s'établissait à Kiskundorozsma (1719), à Üllés (1736), à Kiskunmajsa (1742) et à Kiskunfélegyháza (1742).(33)

Le nom des Heyduques figure pour la première fois dans les lois de la Hongrie en 1514: dans les articles 60. et 61. du VII-e décret de Ulászló, où on les appelle bergers de bétail et on leur interdit de porter des armes.

István Bocskai établissait en 1605 9254 Heyduques dans ses propres domaines (a Kálló, Nánás, Dorog, Hadház, Vámospécs, Simánd et à Hajduvid). Les Heyduques étaient dispensés de toute sortes de redevances, par contre ils étaient obligés de servir comme soldats. Les 300 Heyduques servant au château-fort de Kereki ont reçu Kölesér, et il y avait 700 Heyduques cavaliers à Hajduszoboszló. Après la mort de Bocskai en 1607 les seigneurs chassaient les Heyduques de leurs domaines et les habitants des villes franches heyduques (Kálló, Hajduhadház, Hajdunánás, Hajduböszörmény), environ 15-20 mille personnes prenaient des armes sous la direction de András Nagy, leur capitaine suprême. Ils s'établissaient de nouveau en 1608 lorsque l'archiduc Mathias renforçait leurs privilèges.(41)

Les Espagnols étaient établis en 1738 par le comte Mercy à Nagybecskerek, à Mercyfalva et à Versec.

Les Français immigraient des régions de Metz, de Besançon, de Paris et du Luxembourg en Temesköz et s'établissaient surtout aux environs de Fehértemplom. Leur nombre devait être 10 mille, ELek Fényes estime ce même nombre a 6 mille pour 1840.

Les familles bulgares venaient dans le Temesköz en 1737 dirigées par l'évêque de Nicapolis. Des Bulgares s'établissaient également dans les environs de Pest, sur l'île Csepel et à Soroksár.

Les familles peu nombreuses espagnoles et françaises, établies en milieu allemand ou slave s'assimilaient rapidement. En 1840, la statistique ne relève que 6150 personnes de langue française, tandis que les Espagnols ne figurent plus. Les Bulgares s'assimilaient plus difficilement car ils se sont établis d'une manière plus fermée, la statistique relevait 12 mille familles bulgares en 1840 et 21.544 personnes seulement en 1900.

## 8. Les Croates et les Vindes

Une partie des Croates était autochtone dans les comitats de Zala et de Vas, une petite partie immigrait dans les régions du sud et de l'ouest de la Hongrie dans les années 1660, à l'époque des combats contre les Turcs (Kerecsényi: Collection de Zala 2.) en raison de la peste et des groupements étrangers. Au cours des guerres de libération (1687-1690) la population des environs de Kanizsa s'enfuyait totalement.

D'après les recensements effectués à partir de 1690 par l'Évêché de Zagreb et sur la base de la documentation nommée *Conscriptio Universalis* on peut déterminer qu'entre 1745 et 1826, 762 personnes demandaient d'être admis citoyens de Kanizsa, dont la composition était 73 de l'Autriche, 63 de la Croatie, 105 de la Hongrie et 83 inconnus.

En 1773 dans les comitats de Zala et de Vas la langue croate dominait dans 48 villages, et les langues slovène et vinde dominaient dans 121 villages.(23)

A la fin du XIX-e siècle le nombre des Croates du comitat de Zala était environ 20 mille qui se sont établis au cours des guerres turques jusqu'à la fin du XV-e et du XVI-e siècle. Les Croates du comitat de Vas étaient établis par la fa mille Batthyány, leur majorité habitait les domaines de ces derniers.

Les Vindes vivaient entre des villages hongrois et allemands, donc une forte assimilation pouvait être remarquée chez eux. Au XIX-e siècle des Vindes habitaient en 145 agglomérations et leur nombre était 41 mille, en 1900 ils étaient 70.912.



En 1900 la population croate comptait d'après la langue 1.682.104 personnes(8,7%), y compris la Croatie et Fiume aussi et 183.935 personnes (1,1%) sans ces deux derniers.

## 9. Les Tziganes

Les Tziganes constituent un goupement spécial de ceux qui pérégrinaient à l'intérieur du pays. Ils faisaient apparition au cours du XV-e siècle en Hongrie, dirigés par leur roi et leurs princes. Il est supposable que leur unité s'est dissoute et en peu de temps des groupes (tribus) indépendants voyageaient dans le pays sous la direction de leurs voivodes.

Au XVIII-e siècle Marie-Thérese a voulu les établir dans le Banat, mais elle n'a pas réussi. Les prétentions qui avaient en vue l'arrêt de leur mode de vie nomade, l'enseignements de leurs enfants restaient sans résultats. Leur établissement ne commençait qu'au XIX-e siècle.

Au début du XVI-e siècle, à l'époque des grandes guerres des paysans le style de vie relativement libre, le mode de vie nomade des Tziganes pouvait influencer dangereusement les serfs attachés à la glèbe, par conséquent ils étaient persécutés. On peut constater d'ailleurs que les Tziganes n'ont jamais été autant persécutés en Hongrie qu'a dans autre pays. Notre histoire témoigne plutôt de l'oppression des Tziganes que de leur persécution. C'est ce qui explique que les Tziganes de Hongrie s'établissaient relativement tôt et exerçaient un travail producteur. D'après un recensement des Tziganes de 1770-74 du comitat de Gömör les professions des 403 Tziganes du comitat étaient: 274 forgerons, 46 musiciens, 25 ouvriers, 20 bergers, 37 mendiants, 1 commerçant.

En 1893 on a recensé 280 mille Tziganes au total, mais les données n'indiquent pas la situation réelle.

## 10. Les Slovaques

Une partie des Slovaques autochtones du Bassin des Carpathes pérégrinait au cours du XV-e, XVI-e et XVII-e siècles, tout en absorbant le peuple pasteur Valaque, sur les territoires royaux étant restés sans serfs, en raison du manque de la main-d'oeuvre hongroise. L'extension vers le sud se faisait successivement, et après la libération de la domination turque des établissements

systematiques se poursuivaient. Dans le Bácska et le Jászság on établissait les Slovaques de la Haute-Hongrie en même temps que les Allemands. En 1773 le Lexicon Locorum mentionne 2563 villages avec des habitants de langue slovaque et 29 villages mixtes slovaquo-allemand, slovaquo-serbe et slovaquo-hongrois.(23)

L'identité des lieux d'origine et des noms des colons nous montrent une certaine régularité du train de la migration. Les slovaques de Szepes, de Árva, de Trencsén et de Zólyom se sont établis d'abord au nord. La première étape était la Vallée du Garam ou autre région montagneuse; éventuellement ce n'étaient que les descendants qui continuaient la migration. Une des routes de migration des Slovaques de l'ouest et des Polonais arrivant du nord menait à travers le comitat de Gömör. Si le Slovaque de Árva partait pour trouver une meilleure subsistance c'était par le comitat de Zólyom qu'il atteignait le comitat de Gömör et le quittait à Putnok ou à Kánó.

En ce qui concerne les établissements des Slovaques, le plus monumental était effectué par le baron János György Harruckern dans le comitat de Békés. Il a reçu de Charles III, pour ses mérites dans les guerres contre le Turc et dans la guerre de libération de Rákóczi, les propriétés qui ont été transmises au trésor après les guerres: les comitats de Békés, de Csongrád et de Zaránd. Il a peuplé ses domaines par des habitants slovaques, rasciens, roumains et allemands.

Dans le comitat de Békés, les colons slovaques arrivaient des comitats de Nógrád, Hont, Zólyom, Gömör, Liptó, Árva et Pest. En 1750 des catholiques du comitat de Nyitra se sont joints au Slovaques essentiellement luthériens auparavant, ainsi se peuplait Orosháza et Tótkomlós.(7)

En 1748 800 habitants de Szarvas transmigraient dans le comitat de Szabolcs où ils s'établissaient à Nyíregyháza.

Au regard du grosseur des ethnies, en 1840 les Slovaques suivaient les Hongrois, les Allemands et les Roumains. Leur nombre était 1.687.256 personnes, qui représentait 13,1% de la population du pays. A la fin du siècle, en 1900, le nombre de la population slovaque était 2.002.136 personnes selon la langue maternelle, sans compter la Croatie et Fiume.

## 11. Les Ruthenes

A la fin du XIX-e siècle un prolétariat agraire nombreux se formait en Hongrie. Les Ruthènes, qui n'avaient pas une subsistance assurée dans leur patrie, devaient pérégriner. En immigrant en Hongrie entre le XIV-e et XVII-e siècles, ils s'occupaient de l'élevage de bétail. Les montagnards vivaient de la bergerie. Dans la période des travaux de la moisson, du battage et de l'engrenement ils faisaient du travail saisonnier sur la Grande Plaine Hongroise.(25)

En 1773, il y avait 699 agglomérations ruthènes et 42 agglomérations bilingues: rutheno-hongrois, rutheno-allemands, rutheno-slovaques. On peut estimer à 75-80 mille le nombre des immigrés ruthenes jusqu'à la fin du XVIII-e siècle. En 1840 et vers la fin du XIX-e siècle l'émigration des comitats de Máramaros, Bereg, Zemplén, Ung et Ugocsa était importante. Selon les données de l'ambassade impériale et royale, 17.053 ruthènes immigraient seulement dans la période de quatre ans entre 1892 et 1902 de la Monarchie Austro-Hongroise au États-Unis; 9819 entre 1902 et 1903 dont 3000 personnes de territoires hongrois.

Les pertes en raison des émigrations n'étaient pas définitive car une partie des émigrés ruthènes, semblablement à d'autres émigrés d'Amérique rentrait chez eux avec les biens économisés au bout de quelques décennies pour y acheter de la terre et pour vivre dans la mère patrie.

Un nombre important des Ruthènes s'établissait dans le Bácska. Dans les arrondissements d'autrefois de Kulacs et de Zsablya dans le Bácska 9759 Ruthènes vivaient en 1890. Ils constituaient le 95% de la population de Bácskeresztúr (Ruski Krstur), mais ils habitaient également les municipalités de Bácskula, Overbász (Stari Vrbas) et Sajkigyörgye (Durdevo).

En 1900 le nombre de la population Ruthene était 424.774 personnes (2,5%).

## IV. ESTIMATION RELATIVE AU NOMBRE TOTAL DES IMMIGRÉS

Après la vue d'ensemble des ethnies immigrées en Hongrie aux XVI-e, XVII-e et XVIII-e siècles, on peut faire le point des peuples qui migraient dans cette période. Tout d'abord séparons les errants du pays et ceux des pays

étrangers. Parmi les errants intérieurs on distingue les errants temporaires et permanents. Finalement il nous faut distinguer deux catégories selon la direction de la migration, c'est à dire les immigrés et les émigrés.

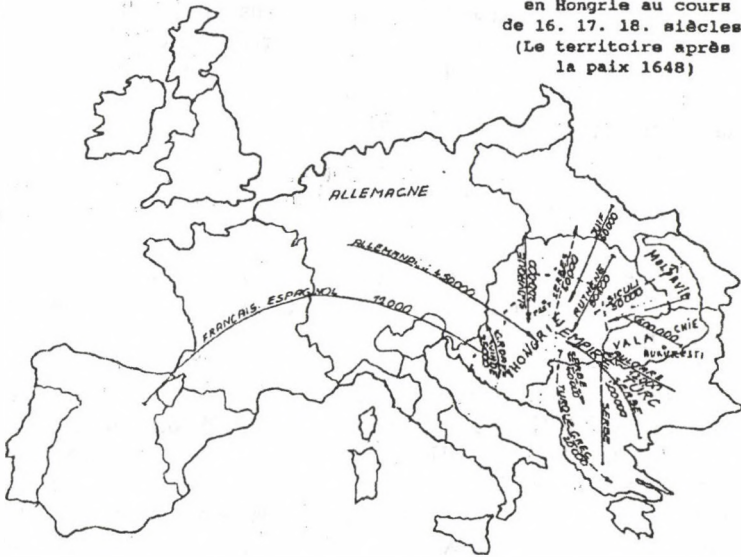
La recherche de démographie historique hongroise à déjà fait des essais en 1919, en 1957 et en 1963 pour définir les dimensions des migrations se dirigeant vers la Hongrie. L'estimation était effectuée sur les bases des résultats de l'établissement du rôle des contributions de 1715-20, la répartition ethnique de la population du pays d'après les noms figurant dans le recensement et sur la base des données exactes du premier recensement de la population (1785-87). (26,30)

Selon l'auteur de cette étude, la donnée de la population estimée de 1715-20 à partir des noms figurant dans le relevé d'impôts est trop bas. En mettant en balance le manque de sécurité qui régnait dans le pays, l'administration inorganisée, le grand nombre des vagabonds, les données impossibles à contrôler on peut estimer la population du pays à 4 million, le nombre des immigrés à 2,2 million, et le nombre des émigrés de retour à 200 mille.

Nos sources nous signalent dans la période des immigrations également des émigrations. A la fin du XVII-e siècle avec les troupes turques évacuant le terrain des habitants serbes, grecs, rasciens et bosniaques quittaient également la Hongrie. Les sources nous témoignent aussi des fuites des serfs en Moldavie, en Valachie, en Slavonie et en Pologne mais également de l'émigration des Székelys en Bukovine, qui se faisait dans la même période. Au XVIII-e siècle 60 mille Serbes émigraient de la Hongrie en Russie en raison des vexations pour leur religion et qu'ils étaient mécontents des privilèges serbes.(27)

Le résultat du premier recensement de la Hongrie de l'an 1785 comptant 8,2 million de personnes peut être compris uniquement en tenant compte de l'importante immigration et en prenant un accroissement naturel en rapport géométrique de 0,5% dans les quatre premières décennies du siècle, et en comptant avec 1,01% à partir des années 1740, tout en tenant compte des résultats de l'objectif de la direction politique populationniste.

Les immigrants et les émigrants  
 en Hongrie au cours  
 de 16. 17. 18. siècles  
 (Le territoire après  
 la paix 1648)



## V. QUELQUES CONCLUSIONS

La vue d'ensemble de la migration nous montre tout d'abord le fait triste qu'a survécu la Hongrie sous l'occupation turque. On ne peut pas ne pas faire mention de l'endommagement des Hongrois subi pour la défense de l'Occident, et qui était multiplié par les établissements antihongrois du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le XIX<sup>e</sup> siècle ne faisait qu'envenimer les antagonismes parmi les immigrés. Parmi les effets négatifs des migrations on peut mentionner les traumatismes subi par la population chassée de sa demeure et le fait que jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle la population masculine cherchait une meilleure subsistance ailleurs, ce qui impliquait à beaucoup d'endroits le renversement de l'équilibre des sexes, et indirectement la baisse du nombre des mariages et de la natalité, en un mot le renversement de l'équilibre de la population.

On peut arriver à la conclusion que la Hongrie était, pendant quatre siècles, un état récepteur, qui offrait patrie et liberté aux peuples balkaniques, avec lesquels il vivait en paix pendant des siècles. Les minorités nationales pouvaient parler leurs langues, pratiquer leur religion, ils établissaient des

églises, des écoles. On leur assurait un auto-gouvernement politique. Les mariages mixtes n'étaient pas rares. Toutes ces circonstances influençaient l'assimilation, de place en place la population parlait plusieurs langues, ce qui favorisait la compréhension, la tolérance, le respect et l'intelligence de l'altérité. La marge des peuples était plus grande dans le pays polyglotte que dans les petits états nationaux de nos jours en Europe centrale et orientale.

Quelques questions problematiques:

Il ne faut pas oublier non plus qu'à partir de 1526 une partie considérable du pays a été pendant 150 ans sous l'occupation turque, et que quelque 10 à 15% des communautés ecclésiastiques protestantes sont devenues désertes à la suite des divergences religieuses du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Toutes ces circonstances font que la tenue des registres est en retard par rapport à la France. En France, 77% des événements démographiques sont déjà enregistrés en 1700 alors qu'en Hongrie on n'en enregistre que 15 à 20%. Si l'on y ajoute que les services de statistiques autrichiens, la "Direction der Administrativen Statistik", ont procédé au rassemblement des données démographiques du début du XIX<sup>e</sup>, les ont élaborées et publiées dans le volume intitulé "Tafeln zur Statistik de Oesterreichischen Monarchie", il devient évident que la différence des tâches de la démographie historique hongroise de celles des Etats occidentaux trouve son explication dans les circonstances de l'histoire spécifique du pays. En Hongrie, on a eu pour tâche primordiale de relever la topographie exacte de caractère administratif et les changements de noms des communes ainsi que la répartition de la gestion ecclésiastique. D'après l'auteur, cette recherche est à la base de tout rassemblement ultérieur des données sur le mouvement démographique ou le nombre et la composition de la population.

Il faut savoir tout d'abord à quel domaine se rapportent les données statistiques du passé. Sans données territoriales précises, il sera impossible de former des séries temporelles homogènes, de mesurer le développement. Toutes ces questions ont une influence immédiate sur les recherches concernant l'histoire régionale et la géographie historique.

## Bibliographie

1/ Ignác Acsády: Magyarország népessége a Pragmatica Sanctio korában (Population de la Hongrie à l'époque de la Pragmatica Sanctio), Budapest, 1896. Központi Statisztikai Hivatal. 2/ Acta Mendicantium et Vagorum 1742-1781. C'est dans cet actif que se trouvaient les documents dans les Archives Nationales sur les sans emplois, les clochards, les étrangers voyageant dans le pays, les serfs enfuis. 3/ D'après l'oeuvre de Mátyás Bél de titre "Notitia Hungariae Novae Historico Geographica", paru en 1736, Budapest 1936. 4/ Kálmán Benda: Les Hongrois de Moldavie. Les Tchangos aux XVI-XVIII-e siècles. In Ethnicity and Society in Hungary (Ethnies et Société en Hongrie), Budapest 1990, publié par Ferenc Glatz. 5/ Csetri Elek - Imreh István: Erdély változó társadalmá 1767-1821. Bukarest 1980. 6/ Direction der Administrativen Statistik Wien, 1850. 7/ Gyôzô Ember: Az ujrtelepülô Békés megye első összeírása 1715-1730 (Première recensement du comitat Békés en repatriement 1715-1730). 8/ Evlia Cselebi török világotutató magyarországi utazásai 1660-1664 (Les voyages en Hongrie du voyageur du monde Evlia Cselebi 1660-1664). Budapest, 1977. 9/ Zoltán Fallenbüchl: Az 1738-39. évi országos diákösszeírás (Le recensement national des étudiants de l'an 1738-39), Budapest, 1985. 10/ Lajos Fekete - Gyula Káldy: Budai török szandzsák számadáskönyvek (Livres de comptes turcs du sandjak de Buda), Budapest, 1962. 11/ Elek Fényes: Magyarországnak s a hozzá kapcsolt tartományoknak mostani állapotja statisztikai és geográfiai tekintetben 1-6. (L'état actuel de la Hongrie et des territoires annexes en matière de statistique et géographie 1-6.) Pest, 1837-1841. 12/ Helytartótanácsi Levéltár. Departamentum Judeorum 1783-84-ben, 108 rsz. (Archives du Conseil Municipal. Departamentum Judeorum en 1783-84, chap. 108). 13/ Bálint Ila: Gömör megye története 1773-ig (Histoire du comitat Gömör jusqu'en 1773.) Budapest, 1976. I. 14/ Zsigmond Jakó: Magyarok és Románok I. kötet Ujkori román települések (Hongrois et Roumains, volume I. Agglomérations roumaines de l'histoire moderne) Budapest 1943. 15/ Gyula Káldy Nagy: Magyarországi török adóösszeírások (Établissement du rôle des contributions turcs en Hongrie) Budapest 1970. 16/ Károly Keleti: Hazánk és népe (La Patrie et son peuple), Pest, 1871. 17/ Kovács Alajos/Aloys: Les Hongroises de Transylvanie et la statistique roumaine. Journal de la Société de Statistique 1940, XVIII. 18/ Alajos Kovács: Magyarország népességének fejlődése a török uralom megszűnte óta. (L'accroissement de la population de la Hongrie depuis la cessation de la domination turque) Budapest 1919. 19/ József Kovácsics: Vas megye történeti statisztikai helységnévtára (Annuaire statistique historique du comitat de Vas), Budapest 1993. 20/ József Kovácsics - Bálint Ila: Veszprém megye helytörténeti lexikona I. (Encyclopédie historique régionale du comitat de Veszprém I.),

Budapest 1964. 21/ Kovacsics József: Situation Démographique de la Hongrie a la fin du XVIII-e siècle (1787-1815) Annales. 22/ Kovacsics Józsefné: A németek Magyarországon (Les Allemands en Hongrie), Budapest, 1990. 23/ Lexicon Locorum Populosorum. Magyarország helységeinek hivatalos jegyzéke, 1773-ban készült hivatalos összeírása. Kiadja a magyar békeküldöttség (Registre officiel des localités de la Hongrie, recensement officiel effectué en 1773. Publié par la délégation de paix), Budapest, 1920. 24/ Stefan Pascu Red. A Populatie si societate. Cluj-Napoca, 1972. 25/ Magyarok a Kárpát Medencében. Szerk.: Glatz Ferenc (Hongrois dans le Bassin des Carpathes. Rédacteur Ferenc Glatz). História Könyvek, Budapest 1988. 26/ Magyarország történeti demográfiája. Szerk.: Dr.Kovacsics József (Histoire démographique de la Hongrie), Budapest 1988. 27/ Mályusz Elemér: A magyarság és a nemzetiségek. Mohács előtt. Magyar művelődéstörténet II. kötet (Les Hongrois et les minorités nationales. Avant Mohács. Histoire de la civilisation hongroise, vol.II.), Budapest. 28/ Nachweisungen über die Volkszählung in Siebenbürgen vom Jahre 1785.1787. Wien,1788. 29/ Mária Nagy: Görögök a Jászkunságban (Grecs dans le Jászkunság), Szolnok, 1963. 30/ A történeti statisztika forrásai. Szerk.: Kovacsics József. Budapest 1957. (Sources de la démographie historique. Publié sous la direction de J.Kovacsics). 31/ István Szabó: Tanulmányok a magyar parasztság történetéből (Études de l'histoire de la paysannerie hongroise), Budapest 1948. 32/ István Szabó: A magyarság életrajza (Biographie des Hongrois) Budapest 1942. 33/ László Szabó - István Fazekas: A Jászkunság kutatása (L'exploration du Jászkunság), Kecskemét - Szolnok, 1985. 34/ Gyula Szekfű : Állam és Nemzet (Etat et Nation), Budapest 1942. 35/ Gyula Szekfű: A magyar állam életrajza (Biographie de l'état hongrois), Budapest 1923. Gyula Szekfű: Magyar történet (Histoire hongrois), Budapest 1935. 36/ Károly Tagányi: Erdély népessége 1827-ben. (La population de la Transylvanie en 1827.) Magyar Gazdaságtörténeti Szemle, 1898.V. 37/ Gusztáv Thirring: A magyarok kivándorlása Amerikába. (L'émigration des Hongrois en Amérique.) Közgazdasági Szemle, 1896. XX. 38./ Gusztáv Thirring: Városaink népességének alakulása 1787-1910-ig.(Constitution de la population de nos villes entre 1787 et 1910.) Városi szemle, 1910. 39/ Tanulmányok Csongrád megye történetéből, szerk.: Blazovich László (Etudes de l'histoire du comitat de Csongrád, rédacteur László Blazovich), Szeged, 1984. 40/ Tafeln zur Statistik der Österreichischen monarchie III-XXI (1830-1848) neue Folge I-V. (1849-1865) K.K.Statistische Zentralkommission Wien. 41/ Geiza Varga: Hajdu megye leírása (Description du comitat Hajdu). Debrecen, 1882. 42/ Ernst Wagner: Historisch Statistische Ortsnamenbuch Köln-Wien 1937. 43/ Veszprémi Akadémiai Bizottság értesítője, (Bulletin du Comité Académique de Veszprém) Budapest. 44/ Lajos Zoltai: Debrecen város küzdelme a görög kereskedőkkel (La lutte séculaire de



la ville de Debrecen), Debrecen, 1935. 45/ Az 1735-38. évi országos zsidó összeírás. (Le recensement national de juifs de 1735-38.) Országos Levéltár. 46/ Kepecs József: A zsidó népesség településenként (1840-1941) Budapest 1993 (La population juive (1840-1941) Budapest). 47/ Werner Hacker: Auswanderungen aus Baden und dem Breisgau. Stuttgart-Aalen: Theiss 1980.

**Immo Eberl**

## **DIE DEUTSCHEN AUS UNGARN IN DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND. AUSWIRKUNGEN DER VERTREIBUNG IN POLITIK, WIRTSCHAFT UND KULTUR**

Das Recht der Bundesrepublik Deutschland unterscheidet in eindeutiger Weise zwischen Heimatvertriebenen und Flüchtlingen. Während es sich bei dem ersten Personenkreis um die aus ihrer angestammten Heimat in den Reichsgebieten östlich von Oder und Neiße vertriebenen Menschen handelt, aber auch um die aus der Tschechoslowakei, aus Polen, aus der UdSSR und aus Südeuropa vertriebenen Deutschen, sind mit Flüchtlingen nur die unmittelbar aus dem Gebiet der Sowjetischen Besatzungszone bzw. ab 1949 DDR gekommenen Mitbürger gemeint<sup>1</sup>. Selbstverständlich befanden sich unter den Flüchtlingen aus der DDR auch zahlreiche Heimatvertriebene<sup>2</sup>, die dann in der Bundesrepublik Deutschland als solche anerkannt und in den Statistiken geführt wurden. Die Akten der staatlichen und kommunalen Behörden haben bereits vor den entsprechenden Gesetzen im Bereich der späteren Bundesrepublik Deutschland nach Heimatvertriebenen und Flüchtlingen unterschieden. Bei den Heimatvertriebenen ist dabei in der Regel nicht nochmals nach der regionalen Herkunft der Heimatvertriebenen unterschieden worden. Aus diesem Grunde bestehen für die Forschung erhebliche Schwierigkeiten die entsprechenden Statistiken über die Herkunft der Heimatvertriebenen aufzustellen. Als hauptsächliche Quellen stehen hier die Volkszählungen von 1946, von 1950 und von 1961 zur Verfügung<sup>3</sup>. Nach 1961 ist in den Volkszählungen nicht mehr nach der Herkunft der Heimatvertriebenen oder der Herkunft der heimatvertriebenen Eltern gefragt worden. Da die Volkszählung von 1946 nur den Teil der Heimatvertriebenen erfassen konnte, der bis dahin bereits in das Gebiet der späteren Bundesrepublik Deutschland gekommen war, stehen als umfassendere Quellen hauptsächlich die Volkszählungen von 1950 und 1961 zur Verfügung<sup>4</sup>. Zwischen 1945 und 1949 sind insgesamt ca. 14 000 000 Deutsche aus Ost- und Südosteuropa vertrieben worden. Von diesen sind rund 11 800 000 im Gebiet der heutigen Bundesrepublik Deutschland und der DDR aufgenommen worden<sup>5</sup>.

Dazu sind in diesem Raum aber zwischen 1949 und 1961 noch jedes Jahr ca. 200 000 Flüchtlinge aus der DDR hinzu gekommen<sup>6</sup>. Die Heimatvertriebenen und Flüchtlinge fanden vor allem in der Amerikanischen und Britischen Zone im Bereich der späteren Bundesrepublik Deutschland

Aufnahme, da sich die Franzosen bis 1949 weigerten offiziell Heimatvertriebenen in ihrer Zone aufzunehmen<sup>7</sup>.

In die Britische Zone, die sich weitgehend mit den heutigen Bundesländern Schleswig-Holstein, Niedersachsen und Nordrhein-Westfalen deckt, wurden hauptsächlich die Heimatvertriebenen aus den deutschen Ostgebieten des Reiches aufgenommen<sup>8</sup>. In die Amerikanische Zone, die aus den heutigen Bundesländern Bayern, Hessen und mit Württemberg-Baden aus dem Nordteil des heutigen Landes Baden-Württemberg bestand, wurden hauptsächlich die Heimatvertriebenen aus den sudetendeutschen Gebieten und aus Südosteuropa aufgenommen<sup>9</sup>. In den Bereich der Französischen Zone, d.h. in das Gebiet der heutigen Bundesländer Rheinland-Pfalz, Saarland und den südlichen Teil von Baden-Württemberg, kamen bis zur Gründung der Bundesrepublik Deutschland nur auf inoffizielle Weise Heimatvertriebene. Nach der Gründung der Bundesrepublik Deutschland 1949 begannen sofort Bemühungen die unterschiedlichen Zahlen der Heimatvertriebenen zwischen den einzelnen Bundesländern auf freiwilliger Basis auszugleichen. Da sich dieses nur durch finanzielle Anreize erreichen ließ, wurde vom Bundestag am 22. Mai 1951 das Umsiedlungsgesetz mit Bereitstellung von Förderungsmitteln für die Umsiedler in den Aufnahmebundesländern bereitgestellt<sup>10</sup>. Auf Grund dieses Gesetzes verließen 1962<sup>11</sup>:

Bayern	261 300 Personen
Niedersachsen	232 400 Personen
Schleswig-Holstein	413 300 Personen
Gesamt	1 007 000 Personen, von denen 274 500, also 27,3%, nach Baden-Württemberg gekommen sind.

Es wird geschätzt, daß zu diesen rund 1 000 000 Umsiedlern weitere 2 400 000 Menschen auf eigene Faust in andere Bundesländer gezogen sind. Damit sind 3 400 000 Menschen als sogenannte "Außenumsiedler" von Bundesland zu Bundesland gezogen. Weitere 6 700 000 Menschen haben als "Binnenumsiedler" innerhalb der einzelnen Bundesländer ihren Wohnsitz gewechselt. Zwischen 1949 und 1961 haben nach diesen Schätzungen von zehn Heimatvertriebenen etwa neun nochmals ihren Wohnsitz innerhalb der Bundesrepublik Deutschland verändert.

Ungarn hat auf Grund von Art. XIII der Potsdamer Konferenz (17. Juli - 02. August 1945) 1946 und nochmals in mehreren Monaten im Jahr 1947 einen Teil seiner deutschstämmigen Bevölkerung ausgesiedelt. Zusammen mit den Evakuierten und während des Krieges in das Gebiet der heutigen

Bundesrepublik Deutschland gekommenen Deutschen, wird die Zahl auf ca. 220 000 Personen geschätzt.

Diese Menschen wurden insbesondere in der Amerikanischen Zone, d.h. den Ländern Württemberg-Baden, Bayern und Hessen aufgenommen<sup>12</sup>. Wenn die Frage nach den Auswirkungen der Vertreibung der Deutschen aus Ungarn auf die Entwicklung der späteren Bundesrepublik Deutschland gestellt wird, muß man sich fragen, ob man hier nur die Deutschen aus Ungarn in den Grenzen von 1920 (Vertrag von Trianon) heranziehen darf? Die kulturelle Verbindung und die Ähnlichkeit der deutschen Siedler im Königreich Ungarn bis 1918 bzw. 1920 fordert eine gemeinsame Betrachtung aller Deutschen aus dem Bereich Ungarns vor 1920. Dabei ist natürlich in den Einzelfällen auf die verschiedene Entwicklung der deutschen Minderheiten in den Staaten Ungarn, Jugoslawien und Rumänien in der Zwischenkriegszeit Rücksicht zu nehmen<sup>13</sup>.

Man muß sich nun erinnern, daß die deutschstämmige Bevölkerung nach dem Zweiten Weltkrieg aus Rumänien überhaupt nicht, aus Ungarn teilweise, dagegen aus Jugoslawien vollständig vertrieben oder sogar ermordet wurde. Erst die Entwicklung der Aussiedlerfrage in den 70-iger Jahren sollte diese Feststellung abändern, da jetzt auch die Deutschen aus Rumänien begannen, vollständig in die Bundesrepublik Deutschland umzusiedeln. Nach den Zahlen des Bundesausgleichsamtes in Bad Homburg vor der Höhe befanden sich 1964 im Gebiet der Bundesrepublik Deutschland

aus Jugoslawien	266 000 Heimatvertriebene
aus Rumänien	206 000 Heimatvertriebene
und aus Ungarn	187 000 Heimatvertriebene.

Von diesen Heimatvertriebenen hatten ihren Wohnsitz in Baden-Württemberg genommen:

aus Jugoslawien	126 000 Personen (47,4%)
aus Rumänien	76 000 Personen (36,9%)
aus Ungarn	115 000 Personen (61,5%) <sup>14</sup> .

Somit läßt sich feststellen, daß im Jahre 1964 rund die Hälfte aller Heimatvertriebenen aus Südosteuropa und dem Gebiet des ehemaligen Königreichs Ungarn ihren Wohnsitz in Baden-Württemberg genommen haben. Das 1950 noch aus den Landesteilen Württemberg-Baden, Südwürttemberg-

Hohenzollern und (Süd) Baden bestehende spätere Land Baden-Württemberg hatte in diesem Jahr 5 204 184 Einwohner. Von diesen stammten

aus Jugoslawien	53 276 Personen
aus Rumänien	41 360 Personen
aus Ungarn	101 263 Personen.

Es ist aufgrund dieser Statistik nicht zu bestreiten, daß Südwestdeutschland für die Deutschen aus Ungarn und Südosteuropa eine ganz besondere Anziehungskraft besessen hat. Sie hat vor allem ihren Grund darin gehabt, daß die Heimatvertriebenen wußten, daß ihre Vorfahren im Laufe des 18. und 19. Jahrhunderts aus diesen Gebieten nach Südosteuropa ausgewandert waren<sup>15</sup>. Die Karte I (im Anhang) zeigt den Anteil der Flüchtlinge an der Gesamtbevölkerung in den Kreisen des späteren Landes Baden-Württemberg im Jahr 1950. Dabei ist deutlich die Unterscheidung des Landes in die Amerikanische Zone im Norden und die Französische Zone im Süden festzustellen.

Während in den Landkreisen der Amerikanischen Zone bis zu 25% der Bevölkerung Heimatvertriebene waren, galt dies im Bereich der Französischen Zone nur für etwa 8-10% in den einzelnen Landkreisen. Am besonders auffälligsten ist diese unterschiedliche Siedlungsstruktur an der Zonengrenze zwischen Amerikanischer und Französischer Besatzungszone. Während in Ulm z.B. ein Anteil von Heimatvertriebenen von 23,4% vorhanden war und im Landkreis Nürtingen sogar 26,1% waren, waren es in den angrenzenden Kreisen Ehingen, Münsingen, Reutlingen im Höchstmaß 13,5%. Die Karte II (im Anhang) zeigt die Herkunft der Heimatvertriebenen aus Südosteuropa in den einzelnen Landkreisen des späteren Landes Baden-Württemberg nach dem Stand im Jahre 1950. Wir finden hier dasselbe wie in der vorausgehenden Karte, nämlich daß der Anteil der Deutschen aus Südosteuropa im Bereich der Amerikanischen Zone wesentlich höher lag als in denen der Französischen Zone.

Der Hauptteil der Heimatvertriebenen war vor 1949 in das Gebiet der späteren Bundesrepublik Deutschland gekommen, doch veränderten sich die Zahlen der Heimatvertriebenen durch weitergehende Aussiedlung aus Osteuropa und vor allem auch die Familienzusammenführung seit 1950 dauernd weiter. So kamen zwischen 1950 und 1985 in die Bundesrepublik Deutschland<sup>16</sup>:

aus Jugoslawien	87 571 Personen
aus Rumänien	178 911 Personen
aus Ungarn	15 148 Personen.

Und in den einzelnen Jahren kamen z.B.

	1980	1985 <sup>17</sup>
aus Jugoslawien	287 Pers.	191 Pers.
aus Rumänien	15.767 Pers.	14.924 Pers.
aus Ungarn	591 Pers.	485 Pers.

Aus dieser statistischen Aufstellung ergibt sich eindeutig, daß in Jugoslawien kaum noch Deutsche vorhanden sind und in Ungarn die Bevölkerung, die 1945 geblieben war, auch in den siebziger und achtziger Jahren nicht aus ihren angestammten Wohnsitzen weichen wollten.

Es läßt sich zusammenfassend festhalten, daß die Auswirkungen der Vertreibung auf die Bundesrepublik Deutschland nicht nur für die Deutschen aus Ungarn, sondern auch für alle Deutschen aus Südosteuropa gemeinsam dargestellt werden müssen. Nachdem rund die Hälfte aller Deutschen aus Südosteuropa und rund 2/3 der vertriebenen Deutschen aus Ungarn in den Grenzen vor 1920 im Gebiet des heutigen Bundeslandes Baden-Württemberg leben, dürfte anzunehmen sein, daß sich in diesem Bundesland die Auswirkungen der Vertreibung der Deutschen am deutlichsten fassen lassen. Der folgende Beitrag soll diese Auswirkungen im einzelnen für die Bereiche Politik, Wirtschaft und Kultur untersuchen.

### 1. Auswirkungen auf die Politik

Die Vertriebenen haben 1945/1946 allgemein die Hoffnung gehabt in kürzester Zeit in ihre angestammte Heimat zurückkehren zu können. Sie hatten daher kein allzugroßes Interesse sich an den politischen Vorgängen in den neuen Wohnorten zu beteiligen. Die Mitarbeit der Heimatvertriebenen im Bereich der Politik beschränkte sich vorläufig auf eine Mitwirkung in den Ortsflüchtlingsausschüssen und in den Gemeinderäten und Kreistagen, da hier die einzelne Persönlichkeit unabhängig von ihrer Parteizugehörigkeit am meisten bewirken konnte<sup>18</sup>. Die Militärregierung verbot im Herbst 1947 jegliche politische Partei der Vertriebenen. Sie forderte die Eingliederung der Heimatvertriebenen in die bereits bestehenden Parteien<sup>19</sup>.

Auf örtliche Ebene entstanden dennoch für die Gemeinde- und Kreistagswahl im Herbst 1947 "Wählergemeinschaften der Heimatvertriebenen" oder "Wählervereinigungen der Vertriebenen und Flüchtlinge"<sup>20</sup>. Da das

Wahlgesetz zwölf Monate Ansässigkeit am jeweiligen Wohnort vorschrieb, fiel ein Großteil der heimatvertriebenen Deutschen aus Ungarn für die Teilnahme an der Wahl aus. Bei dieser Wahl sind immerhin eine ganze Anzahl von Gemeinde- und Kreistagsmandaten auf die Listenverbindung der Heimatvertriebenen gefallen. Der Landkreis Ludwigsburg besaß z.B. 1947, 464 Gemeinderatsmandate. Von diesen wurden 59 von Heimatvertriebenen eingenommen. Damit bestand eine Relation von 12,5% der Gemeinderatsmandate bei 20,4% Anteil an der Bevölkerung des Landkreises<sup>21</sup>. Der Anteil der Deutschen aus Ungarn ist für den Landkreis Ludwigsburg in diesem Zusammenhang nicht angegeben. Im Jahre 1947 konnten die Wählerverbindungen zwischen 10-21% der gültigen Stimmen erreichen. Sie verbesserten sich in den Jahren 1950 und 1953 noch weiter bis zu 25%<sup>22</sup>.

Einen wichtigen Schritt in der politischen Eingliederung der Heimatvertriebenen und Flüchtlinge in der Bundesrepublik Deutschland bildet die erste Bundestagswahl 1949. Auf den Wahlvorschlägen der bekannten Parteien befanden sich nur wenige Heimatvertriebene. Als Argument dafür hatten die Parteien ausgeführt, daß die sich bewerbenden Heimatvertriebenen zu wenig bekannt seien. Die von den Heimatvertriebenen geplante eigene Partei wurde wiederum von der Militärregierung der Alliierten strikt abgelehnt. Dennoch kam es acht Wochen vor der Wahl zur Bildung der "Notgemeinschaft" in Württemberg-Baden. In der Bundestagswahl vom 14. August 1949 erhielt diese Notgemeinschaft von 1 747 995 Stimmen, immerhin 268 228, d.h. 15% der gesamten abgegebenen Stimmen<sup>23</sup>. Eigentlich hätten der Partei fünf Mandate im Bundestag zugestanden, sie erhielt jedoch aufgrund des Verbotes der Militärregierung nur das ihr zugefallene Direktmandat im Wahlkreis Esslingen-Nürtingen<sup>24</sup>.

Dennoch ist die Wahl zum ersten deutschen Bundestag als ein großer Erfolg zu bezeichnen, denn unmittelbar am Tag nach der Wahl, am 1. August, hob die Militärregierung den Lizenzzweig für eine politische Partei der Heimatvertriebenen auf<sup>25</sup>.

Die Heimatvertriebenen hatten bereits in der Zwischenkriegszeit in ihren ursprünglichen Wohngebieten den Stimmzettel als eine wirksame Waffe in der Auseinandersetzung mit ihren Gegnern erkannt. Die heimatvertriebenen Gruppen erreichten deshalb bei den Wahlen der fünfziger und sechziger Jahre immer eine Wahlbeteiligung von fast 100%<sup>26</sup>.

In Schleswig-Holstein bildete sich der Block der Heimatvertriebenen und Entrechteten (BHE) bzw. in Bayern die Deutsche Gemeinschaft (DG). Der BHE konnte bei der Landtagswahl in Württemberg-Baden im November 1950 bereits 14,7% der abgegebenen Stimmen und damit 16 Mandate erringen<sup>27</sup>. Als politische Aufgaben im Lande stellte er sich die Schaffung von Arbeitsplätzen, die staatliche Förderung des Wohnungsbaus, die Seßhaftmachung der vertriebenen Bauern und Landwirte, die Unterbringung von Lehrern und Beamten und auch den Neuaufbau gewerblicher und industrieller Betriebe durch die Heimatvertriebenen<sup>28</sup>. Die Heimatvertriebenen setzten sich daher in den folgenden Monaten für die Durchsetzung der Gewerbefreiheit ebenso ein, wie sie sich im Schulwesen für den Ausbau von Mittelschulen verwandten. Dabei spielte eine große Rolle, daß die aus dem Bereich der ehemaligen österreichisch-ungarischen Monarchie stammenden Heimatvertriebenen dort die Bürgerschule kennengelernt hatte, die dem Berufsfachschulwesen ähnlich war<sup>29</sup>.

Obwohl keineswegs nur auf Baden-Württemberg beschränkt, sondern für die ganze Bundesrepublik Deutschland und alle Heimatvertriebenen gültig, hat die sogenannte Charta der Heimatvertriebenen, die am August 1950 in Stuttgart erlassen wurde, eine ganz besondere Stellung bei der Eingliederung der Heimatvertriebenen und Flüchtlinge in Baden-Württemberg gespielt. In dieser Charta<sup>30</sup> verzichteten die Heimatvertriebenen auf jegliche Gedanken von Rache und Vergeltung und versprachen ihre Beteiligung am Wiederaufbau Europas. Der Europagedanke tritt in dieser Charta als ein entscheidendes Moment der künftigen Politik der Heimatvertriebenen ins Spiel<sup>31</sup>. Bewähren sollte sich dieser Gedanke schon sehr bald, als in Südwestdeutschland am 9. Dezember 1951 die Volksabstimmung über die Bildung des Landes Baden-Württemberg veranstaltet wurde. Nachdem die Befürworter der Wiedererrichtung des Landes Baden mit dem Wahlslogan "der Heimatverlustes" antraten, entschlossen sich die Heimatvertriebenen gemeinsam für den Südweststaat zu votieren<sup>32</sup>. Ihre Entscheidung hat - insbesondere im Land Württemberg-Baden - entscheidend dazu beigetragen, daß der Südweststaat durchgesetzt wurde. Obwohl sich der BHE im Jahre 1952 bei der Wahl zur verfassungsgebenden Versammlung des Landes Baden-Württemberg in zwei Gruppen zerstritt, gelang es dennoch immerhin sechs Abgeordnete des BHE in diese verfassungsgebende Versammlung zu entsenden<sup>33</sup>. Ihnen gelang es in der Baden-Württembergischen Landesverfassung Art. 2. Abs. 2 folgenden Text durchzusetzen: "Das Volk von Baden-Württemberg bekennt sich darüberhinaus zu dem unveräußerlichen Menschenrecht auf die Heimat"<sup>34</sup>.

Damit wurde zum erstenmal das Heimatrecht in einer Landesverfassung in der Bundesrepublik Deutschland verankert. Der BHE konnte sich in den Wahlen



der Jahre 1953 und 1957 in gleichbleibender Stärke im Lande behaupten. Als er jedoch bei der Bundestagswahl 1961 unter 5% absank, wurde es deutlich, daß der BHE in Zukunft auch in Baden-Württemberg keine politische Überlebenschance mehr besaß. Die Mandatsträger des BHE in Baden-Württemberg entschlossen sich daher 1964 zur CDU überzutreten<sup>35</sup>. In anderen Bundesländern so z.B. in Hessen trat der BHE dagegen zur SPD über. In Baden-Württemberg bestand von 1952-1960 ein Ministerium für Heimatvertriebene, Flüchtlinge und Kriegsgeschädigte, das 1960 in eine Hauptabteilung im Innenministerium Baden-Württemberg umgewandelt wurde<sup>36</sup>. An der Spitze dieser Hauptabteilung stand in Zukunft ein Staatssekretär mit Sitz und Stimme im Kabinett<sup>37</sup>. Die Heimatvertriebenen in Baden-Württemberg wurden zwischen 1952-1960 von dem Minister Eduard Fiedler vertreten<sup>38</sup>. Die Deutschen aus Ungarn haben hier neben allen anderen Heimatvertriebenen des Landes mitgewirkt. Im politischen Bereich ist eine eigene, besonders abzuhebende Leistung der Deutschen aus Ungarn gegenüber den Heimatvertriebenen aus anderen Gebieten Osteuropas und Südosteuropas nicht festzustellen.

## 2. Auswirkungen auf die Wirtschaft

Der Abbruch von bisherigen Lebensgewohnheiten und -beziehungen setzte zahlreiche zusätzliche Arbeitsenergien bei den einzelnen Vertriebenen frei. Diese innovative Kraft der Heimatvertriebenen wirkt sich bis in die Gegenwart hinein aus. Nach der Meinung der Forschung beginnt der Integrationsprozeß mit der Währungsreform in den Westzonen 1948 und der daraufhin vom Staat geförderten Umsiedlung innerhalb der sich in den nächsten Monaten bildenden Bundesrepublik Deutschland<sup>39</sup>. Das Auftreten der Heimatvertriebenen verursachte einen "Modernisierungsschub unter konservativen Vorzeichen"<sup>40</sup>. Konservativ daher, weil das Volksgut der Heimatvertriebenen reicher und unzerstörter war als das in den Aufnahmegebieten der westlichen Besatzungszonen<sup>41</sup>. Die Eingliederung der Heimatvertriebenen führte im Bereich der Bundesrepublik Deutschland zu einer fortschreitenden Verstärkung, zu einer verstärkten Industrialisierung und vor allem zu einer zunehmenden Siedlungsdichte<sup>42</sup>. Gleichzeitig hatte aber die Eingliederung zu einem entscheidenden Wandel der westdeutschen Kulturlandschaft beigetragen.

Eine besondere Schwierigkeit bereitete im Bereich der Eingliederung der Heimatvertriebenen die Wiederansiedlung der vertriebenen Landwirte auf Vollbauern- und Nebenerwerbsstellen<sup>43</sup>. Beim geringfügigen Umfang von freien Siedlungsböden in der Bundesrepublik Deutschland wurden alle

Möglichkeiten für die Landgewinnung und die Errichtung von Neubauernstämmen ausgeschöpft. Neben der Landabgabe durch das Bodenreformgesetz und die Vergabe von Grundeigentum der öffentlichen Hand fand die Aufsiedlung von leerstehenden Truppenübungsplätzen, aber auch die Rodung von Waldgebieten und Kultivierung von Ödland statt<sup>44</sup>. Obwohl von Seiten des Staates viel getan wurde, konnten von ca. 400 000 selbständigen vertriebenen Landwirten bis 1976 nur 21 000 siedlungswillige Heimatvertriebene auf Vollerwerbsstellen über 5 ha angesiedelt werden<sup>45</sup>. Als Neusiedler tragen hier besonders die Donauschwaben, d.h. die Deutschen aus der Donautiefebene in den Vordergrund. Sie wurden erneut - also auch in der Bundesrepublik Deutschland - zu Trägern einer "Kolonisation"<sup>46</sup>. Obwohl zahlenmäßig nicht überaus bedeutsam, haben diese Neusiedler durch die Übertragung der altgewohnten Wirtschaftsformen mit Nutz- und Kulturpflanzen im ungarischen Bereich der Landwirtschaft ihrer neuen Heimat zahlreiche neue Impulse gegeben. Hier ist nur an den Hanfanbau in Südwestdeutschland zu erinnern<sup>47</sup> und ebenso an die Einführung von Tomaten, Paprika, Melonen, Knoblauch und Zuckermais in den Anbau<sup>48</sup>. Bei Dingolfing im unteren Isartal wurde sogar von Donauschwaben der Weinanbau im Bereich von mittelalterlich und frühneuzeitlich genutzten Weinbergen wieder aufgenommen. Die bodenständige Landwirtschaft in den Westzonen hat nach anfänglichem Zögern die Wirtschaftsformen der heimatvertriebenen Landwirte übernommen und dadurch zu einem raschen Wandel der ländlichen Kulturlandschaft beigetragen<sup>49</sup>. Neben den Vollerwerbsstellen in der Landwirtschaft der Bundesrepublik Deutschland wurden bis 1976, 46 000 Nebenerwerbsstellen über 0,5 ha begründet<sup>50</sup>. Die Ansiedlung auf Nebenerwerbsstellen war die dominierende Siedlungs- und Integrationsform für die heimatvertriebenen selbständigen Landwirte. Als Beispiel ist hier auf den Kreis Ludwigsburg nördlich von Stuttgart im mittleren Neckargebiet zu verweisen, in dem ca. 2 630 selbständige und 970 unselbständige Landwirte einzugliedern waren. Von diesen stammten aus Südeuropa immerhin 900 selbständige und 300 unselbständige Landwirte<sup>51</sup>. Insgesamt konnten immerhin 51,4% angesiedelt werden, davon jedoch nur ganze 1,52% auf Vollerwerbsstellen. Aus diesem Zahlenverhältnis wird deutlich, daß die Definition "Eigenheim mit Landzugabe"<sup>52</sup> für die Ansiedlung auf Nebenerwerbsstellen deutlich machen soll, daß es sich hier nur um ein Notbehelf<sup>53</sup> gehandelt hat. Dieser war aber wichtig zur Befriedigung und vor allem zur Integration des außerhalb der Landwirtschaft tätigen Heimatvertriebenen, der ehemals in der Landwirtschaft beschäftigt gewesen war<sup>54</sup>.

Vor allem hat dieses Ansiedlungsprogramm das soziale Abrutschen weiterer Kreise der Heimatvertriebenen in der Bundesrepublik Deutschland verhindert

und hat damit für eine rasche politische Eingliederung der Heimatvertriebenen gesorgt<sup>55</sup>. Das von Stalin gewünschte Unruhepotential der Heimatvertriebenen in der Bundesrepublik Deutschland hat sich damit nicht gebildet. Wie zufrieden zahlreiche Heimatvertriebene auf ihren Nebenerwerbsstellen waren und noch heute sind, beweist wohl am überzeugendsten, daß sie über Jahrzehnte hinweg als Pendler weite Strecken täglicher Fahrt zum Arbeitsplatz in Kauf nahmen, um ihren neuen Wohnort und ihre Nebenerwerbsstelle beibehalten zu können<sup>56</sup>. Es hat sich damit deutlich eine neue Heimat für viele Heimatvertriebene gebildet, auch wenn dieses meist nicht rationell nachvollzogen wird. Die Nebenerwerbsstellen ließen in vielen Gemeinden auch neue Ortsteile entstehen. Dort siedelte sich dann auch die ländliche Bevölkerung an, die ihre Erwerbsquellen jetzt außerhalb der Landwirtschaft finden mußte. Das von Hermann Bausinger 1957 als "naives Beharren" der heimatvertriebenen Landwirte bezeichnete Anbauen altbekannter Kulturpflanzen<sup>57</sup> hat zu großen Veränderungen in den Anbau- und Eßgewohnheiten in der Bundesrepublik Deutschland geführt. Die Wissenschaft hat 1957 diesen bevorstehenden Wandel nicht erkannt. Wie bereits oben dargestellt, haben in dieser Hinsicht die Deutschen aus Ungarn eine ganz besondere Rolle gespielt.

Neben der Landwirtschaft hat auch die gewerblich-industrielle Wirtschaftsform bei den Vertriebenen zu Veränderungen geführt. Schon 1946 entstanden Ansätze einer Vertriebenenindustrie. Es begann damit, daß am Anfang alte Fabriken, Lager und Wohnsiedlungen für die Neueinrichtung von Industriebetrieben genutzt wurden<sup>58</sup>. Diese überwiegend auf dem Land gelegenen neuen Industrieanlagen der Heimatvertriebenen werden in der Forschung häufig als Städteneugründungen bezeichnet<sup>59</sup>, da sich bei ihnen auch sehr rasch Wohnsiedlungen gebildet haben. Die Fabriken waren für die Eingliederung der in ihnen arbeitenden Heimatvertriebenen in die Bevölkerung der Bundesrepublik Deutschland von großer Bedeutung, da hier in der Regel Einheimische und Heimatvertriebene zusammenarbeiten. Die Deutschen aus Ungarn waren im industriellen Bereich nur wenig anzutreffen, allenfalls haben sie sich bei der Verarbeitung von landwirtschaftlichen Produkten betätigt. Soweit sich hier feststellen läßt, hat die neue Industrie die ländliche Kulturlandschaft in Baden-Württemberg wie in der gesamten Bundesrepublik Deutschland aufgelockert und hat die strukturschwachen Räume für die allgemeine Entwicklung erschlossen. Damit begann der entscheidende Strukturwandel in den Landgemeinden und die Verstädterung. Die Anlehnung von Stadt und Land wurde entscheidend vorwärts getrieben<sup>60</sup>.

Auch hat die Ansiedlung der Heimatvertriebenen dazu geführt, daß sich die Klein- und Mittelstädte zu industriellen und kulturellen Mittelpunkten im regionalen Bereich entwickeln konnten<sup>61</sup>.

Die Heimatvertriebenen haben die Landschaften nach ihren Vorstellungen zur neuen Heimat umgeprägt und dabei die Heimat der einheimischen Bevölkerung ebenfalls verändert<sup>62</sup>. Mit der wirtschaftlichen Aufwärtsentwicklung der Bundesrepublik Deutschland ging die Eingliederung der Heimatvertriebenen rasch voran. Dennoch war 1949 die Arbeitslosenquote der Vertriebenen mit 36% immerhin doppelt so hoch wie bei den Einheimischen und lag noch im Jahre 1952 mit 30% weit über dem Durchschnitt der einheimischen Bevölkerung<sup>63</sup>. Die unmittelbare Not der Heimatvertriebenen wurde auf diesem Hintergrund durch die drei großen Hilfsgesetze gelindert, die noch heute mustergültig sind:

1. Das Soforthilfegesetz vom 8. August 1949<sup>64</sup>
2. Das Lastenausgleichsgesetz vom 1. September 1952<sup>65</sup>
3. Das Bundesvertriebenen- und Flüchtlingsgesetz vom 19. Mai 1953<sup>66</sup>.

Das Lastenausgleichsgesetz war dabei das wichtigste Gesetz, allein bis zum Jahre 1986 sollte es immerhin 30 Novellen erleben<sup>67</sup>. Als Beispiel für die Entschädigung der Heimatvertriebenen sei im folgenden ein landwirtschaftlicher Betrieb vorgestellt, wie ihn viele der heimatvertriebenen Deutschen in Ungarn vor 1945 besessen hatten. Dem Besitzer war folgender Schaden entstanden: Wohnhaus mit Einrichtung und Hausrat, landwirtschaftliche Nebengebäude: 13,11 ha eigene landwirtschaftliche Nutzfläche und 5,0 ha Pachtland. Die Gesamtentschädigung betrug dafür im Jahre 1970 16 680,- DM. Wenn man den Schaden und die Entschädigung gegenüberstellt, verblieb auf der Wertbasis von 1970 dem Betroffenen ein Schaden von 365 325,- DM<sup>68</sup>. Der Entschädigte konnte sich mit der Geldsumme seiner Entschädigung als ein über das Materielle hinausgehendes Zeichen der Anteilnahme und Unterstützung der neuen Heimat von größter Bedeutung. Durch das Lastenausgleichsgesetz wurden den Heimatvertriebenen auch Darlehen zur Verfügung gestellt. Diese wurden im Landesdurchschnitt in Baden-Württemberg in Anspruch genommen: Vom Handwerk mit 42,7%, vom Handel mit 37,0%, von den freien Berufen mit 15,6% und der Industrie mit 4,7%<sup>69</sup>.

Von vier ehemals selbständigen Heimatvertriebenen in Baden-Württemberg kamen im Jahr 1954/1955 immerhin noch drei als Erwerbspersonen in Betracht. Von diesen waren zehn Jahre nach der

Vertreibung jedoch nur ein Fünftel tatsächlich wieder selbständig geworden. 58% der ehemals Selbständigen waren zu "Arbeitern" geworden.

Weitere 8,5% der ehemals Selbständigen waren zu Angestellten geworden und 11,7% waren arbeitslos. Insgesamt läßt sich somit feststellen, daß die Heimatvertriebenen ein Jahrzehnt nach der Vertreibung einen deutlichen sozialen Abstieg erlebt hatten. Aus einer Untersuchung im Jahre 1956 von 220 berufstätigen Männern in Marbach am Neckar wird dieses nochmals besonders deutlich. Von ihnen waren 93, das sind 43%, im ehemals erlernten Beruf tätig, während 127, das sind 57%, einen neuen Beruf ergriffen hatten. Von fünfzehn ehemals selbständigen Männern waren nur fünf wieder selbständig geworden, d.h. die Zahl der Selbständigen war um zwei Drittel auf 33,3% zurückgegangen<sup>70</sup>.

Die Eingliederung in den öffentlichen Dienst kam für die Deutschen aus Ungarn aufgrund ihrer Vorbildung nur wenig in Betracht. Am ehesten war dieses noch im Bereich der Lehrer der Fall. Hier kam der Artikel 131 des Grundgesetzes<sup>71</sup> zur Anwendung. Die Zäsur des 8. Mai 1945 hat den öffentlichen Dienst insbesondere betroffen und auch hier den Heimatvertriebenen viele Härten, ja auch im öffentlichen Dienst sozialen "Abstieg" gebracht, wenn - wie gerade bei den Deutschen aus Südosteuropa zu beobachten - Lehrer mit Ausbildungen für das Gymnasium an Volksschulen eingesetzt wurden.

Zusammenfassend läßt sich feststellen, daß die Deutschen aus Ungarn als ehemals selbständige Landwirte von den Schwierigkeiten der Ansiedlung auf Vollerwerbsstellen ganz besonders betroffen waren. Sie haben in dem folgenden Jahrzehnt einen Großteil ihres Vermögens durch die Vertreibung verloren. Die Entschädigung des Lastenausgleichsgesetzes, so großzügig sie auch war, hat nur einen geringen Prozentsatz des tatsächlichen Schadens auffangen können.

### 3. Auswirkungen auf die Kultur

Als im Jahre 1945/1946 Millionen von Heimatvertriebenen in Trecks und Güterzügen in die zerstörten Städte und Ortschaften Westdeutschlands strömten, wagte kein Mensch auf kulturelle Entwicklungen zu hoffen oder diese in die Überlegungen für die folgenden Monate einzubeziehen. Dennoch ging schon sehr bald ein entscheidender Einfluß von den Heimatvertriebenen auf die kulturelle Entwicklung in den westdeutschen Gebieten aus. Einen sehr

bedeutenden Anteil hatte hier der Wandel der Sakrallandschaft im westdeutschen Siedlungsgebiet<sup>72</sup>.

Von dieser Entwicklung war besonders auch Baden-Württemberg betroffen. Hier hat insbesondere der mittlere Neckarraum und das Gebiet an Fils und Rems einen entscheidenden Wandel durchmachen müssen. Es sind hier die Kernlandschaften von Altwürttemberg gemeint, die bis 1945 zu weit über 70% evangelisch gewesen waren<sup>73</sup>. Da die Heimatvertriebenen und hier insbesondere die Deutschen aus Ungarn überwiegend katholisch waren, bei den Deutschen auf Ungarn etwa 85%, begann sich durch die Volksfrömmigkeit die kulturelle Landschaft im Sakralbereich rasch zu ändern. So begann sich die Marienverehrung in diesem Raum zu entwickeln<sup>74</sup>. Es entstanden Wallfahrten, denen sich schon bald nicht nur Vertriebene anschlossen, was wiederum für deren Eingliederung von Bedeutung war<sup>75</sup>. Die Wallfahrtsgeographie in Mittel- und Westdeutschland sollte sich in den Monaten ab 1945 erstmals seit der Reformation ändern. Gleichzeitig begann auch die evangelische und katholische Kirche ihr bisher gezeigtes Gesicht zu wandeln. Hier nahm die künftige Entwicklung der Ökumene in den fünfziger und sechziger Jahren ihren Anfang<sup>76</sup>. Die Karte III über den neubau evangelischer und katholischer Kirchen 1945-1985 läßt diesen Wandel plastisch werden<sup>77</sup>. Bei den Heimatvertriebenen begann sich auch ein Sprachwandel anzubahnen<sup>78</sup>.

Ihre bisherigen Mundarten traten zurück und die Tendenz zur Hochsprache setzte sich durch. Hier spielte insbesondere auch noch die Frage der jeweils betroffenen Generation eine Rolle. Die in jugendlichem Alter nach Baden-Württemberg gekommenen Vertriebenen übernahmen sehr rasch entweder die Hochsprache oder sogar den schwäbischen Dialekt. Nur wenige Wörter aus dem Bereich der Vertriebenenendialekte haben in das Sprachverhalten der einheimischen Bevölkerung Eingang gefunden<sup>79</sup>. So ist es z.B. bezeichnend, daß der Mais Mais geblieben ist, und nicht als Kukuruz, wie von den Deutschen aus Ungarn, bezeichnet wurde. Selbst eine geschlossene landsmannschaftliche Ansiedlung hat diese Entwicklungen nur verzögern, aber nicht aufhalten können<sup>80</sup>.

Im Bereich des Brauchtums kam es ebenfalls zu entscheidenden Veränderungen. Beim Aufstellen der Maibäume hat sich im südwestdeutschen Bereich das Brauchtum der Heimatvertriebenen mit dem der Einheimischen verbunden. Neue Formelemente drangen in die deutsche Brauchtumslandschaft ein. Die Weihnachtsspiele mittelalterlicher Tradition im Siedlungsgebiet der Deutschen aus Ungarn fanden Eingang in den Aufführungen der anthroposophischen Christengemeinschaft<sup>81</sup>. Bei den Eßgewohnheiten kamen in

wenigen Jahren Paprika, Tomaten, Knoblauch, Mais, aber auch von den Deutschen aus Ungarn hergestellte Wurstsorten in allgemeinen Gebrauch<sup>82</sup>.

Die Landsmannschaft der Deutschen aus Ungarn entstand Ende der vierziger Jahre als eine Hilfsorganisation für die Heimatvertriebenen. Sie übernahm die Vertretung der kulturellen Aufgaben und war in einen Bundesverband mit Landesverbänden und Ortsverbänden gegliedert. Aufschlußreich für die Aufgabenstellung der südostdeutschen Landsmannschaften ist das Aktionsprogramm der Landsmannschaft Banater Schwaben bei ihrer Gründung im Jahre 1947. Sie wollten<sup>83</sup>

1. Alle Angehörigen ihrer Siedlungsgruppe erfassen.
2. Dieselben beraten und unterstützen.
3. Die heimatvertriebenen Banater kulturell und religiös betreuen.
4. Verbindungen zu Landsleuten in Übersee herstellen.  
Fühlung zu gleichartigen Organisationen nehmen.
6. Die Klärung der vermögensrechtlichen Fragen in der alten Heimat anzustreben.
7. Die Situation von Kriegsgefangenen und Verschleppten zu klären.
8. Ein Informationsblatt für die Siedlergruppe herausgeben.

Im Jahre 1949 wurde in München das Südostdeutsche Kulturwerk begründet<sup>84</sup>. Bund und Länder innerhalb der Bundesrepublik Deutschland fördern aufgrund des § 86 BVFG die kulturelle Arbeit der Heimatvertriebenen. Die Zielrichtung ist dabei, daß die Ost- und Südostdeutsche Kultur bewahrt und überliefert werden soll. Dieses ist eine besonders wichtige Aufgabe seitdem die Erlebnisgeneration wegzusterben beginnt. Die Frage ist dabei, ob eine Institutionalisierung der kulturellen Arbeit in wissenschaftlichen Institutionen eher von Bedeutung ist als die bisherige kulturelle Breitenarbeit. Es steht fest, daß die Arbeit über Stiftungen, Institute und Verbände erforderlich ist.

In Baden-Württemberg hat sich die Arbeitsgemeinschaft donauschwäbischer Landsmannschaften als gemeinsame Vertretung der Deutschen im ungarischen Raum vor 1920 gebildet.

Sie ist die offizielle Vertretung aller Deutschen in diesem Siedlungsraum. Sie bereitet den Tag der Donauschwaben vor und ihr Vorsitzender wird alle zwei Jahre neu gewählt. Dabei wechselt der Vorsitz zwischen den Heimatvertriebenen aus Ungarn, Jugoslawien und Rumänien.

Die Übernahme der Patenschaft über die Donauschwaben durch das Land Baden-Württemberg am 11. September 1954 war ein entscheidender Schritt auf

dem Weg der weiteren Eingliederung der heimatvertriebenen Deutschen aus Ungarn in Baden-Württemberg<sup>85</sup>.

Durch sie sind zahlreiche weitere Partnerschaften zwischen Kommunen des Landes und Gemeinden der Vertriebenen angeregt worden. In dieser Folge sind auch zahlreiche Heimatmuseen im Bereich von Baden-Württemberg entstanden. Die Siedlungsstruktur der Heimatvertriebenen in Baden-Württemberg nach 1945 hat aber auch hier eine deutliche Nachwirkung gefunden. Die meisten dieser Patenschaften, Heimatmuseen und Sammlungen liegt im Bereich der ehemals amerikanischen Besatzungszone, wie die Karte IV deutlich beweist<sup>86</sup>. Es sei hier nur an die Heimatmuseen in Gerlingen, Waiblingen oder Backnang erinnert.

Mit Unterstützung des Landes Baden-Württemberg ist 1969/1970 in Sindelfingen das Haus der Donauschwaben gebaut worden<sup>87</sup> und aufgrund der Patenschaft wurde im Jahre 1987 eine Wanderausstellung durch das Land Baden-Württemberg eröffnet, die die historische Entwicklung der deutschen Siedlung und Kultur in Südosteuropa aufzeigt<sup>88</sup>. Diese Ausstellung "Die Donauschwaben. Deutsche Siedlung in Südosteuropa" wird noch heute in den Städten Baden-Württembergs gezeigt. Das Land Baden-Württemberg hat 1987 in Tübingen das Institut für donauschwäbische Geschichte und Landeskunde begründet<sup>89</sup>. Zusammenfassend läßt sich feststellen, daß die Deutschen aus Ungarn im Bereich der kulturellen Entwicklung die wichtigste Auswirkung auf die Bundesrepublik Deutschland und hier wieder insbesondere auf Südwestdeutschland gehabt haben.

Als Gesamtwertung läßt sich zusammenfassen:

Eine politische Wirkung war den heimatvertriebenen bis Anfang der sechziger Jahre in großen Maße gegeben. Mit der fortschreitenden Eingliederung der Heimatvertriebenen glich sich deren Verhalten jedoch mehr und mehr dem der übrigen Bundesbürger an. Damit wurden die politischen Verbände der Heimatvertriebenen zunehmend zu Lobbyverbänden in einer demokratischen Gesellschaft. Im wirtschaftlichen Bereich wurde der soziale Abstieg der Gesamtgruppe deutlich, gleichzeitig aber auch die soziale Umgruppierung von bisherigen Landwirten zu Arbeitern. Dennoch konnte nach einem Jahrzehnt der Vertreibung von einer weitgehenden wirtschaftlichen Eingliederung der heimatvertriebenen Deutschen aus Ungarn gesprochen werden. Nicht zu übersehen sind aber die zahlreichen innovatorischen Leistungen der Heimatvertriebenen. Im kulturellen Bereich haben die Deutschen



aus Ungarn nicht nur neue Formen in Religion und Brauchtum an die einheimische Bevölkerung von Baden-Württemberg vermittelt, sondern sie sind gleichzeitig in eine Art Brückenfunktion zwischen den Völkern Europas hineingewachsen<sup>90</sup>. Dabei hat ihnen ganz besonders das intensive Kennenlernen von Leid in jeglicher Form die Möglichkeit gegeben, zu einem friedlichen Weg nach Europa zu suchen und an diesem gestaltend mitzuwirken, wie die Charta der Heimatvertriebenen von 1950 deutlich beweist.

#### Anmerkungen

1. Gesetz über die Angelegenheiten der Vertriebenen und Flüchtlinge, vgl. Bundesgesetzblatt Teil I Jg. 1953, S. 201-221, hier zur Definition der einzelnen Gruppen die S. 1-6.
2. Vgl. dazu Gerhard Reichling, Die deutschen Vertriebenen in Zahlen, Teil I: Umsiedler, Verschleppte, Vertriebene, Aussiedler 1940-1985, Bonn 1986, S. 50f.
3. Vgl. dazu jetzt vor allem Gerhard Reichling, Die deutschen Vertriebenen in Zahlen, Teil II: 40 Jahre Eingliederung in der Bundesrepublik Deutschland, Bonn 1989. Nach ebendort S. 35 Anm. 6 sind die auf S. 34f. genannten Zahlen für 1970 Ergebnisse einer 10 prozentigen Repräsentativauswahl, d.h. also nur hochgerechnet.
4. Dennoch hat das Statistische Bundesamt sich auch nach 1961 mit den Heimatvertriebenen als statistischer Erscheinung im Rahmen der Bundesrepublik Deutschland befaßt. Dazu vgl. die Angaben bei Reichling (wie Anm.3) S. 115.
5. Reichling (wie Anm. 2) S. 29. Nach Schätzungen des Jahres 1966 lebten in der Bundesrepublik Deutschland 10 600 000, in der DDR 3 500 000 und in Österreich und anderen westlichen Ländern 500 000 Heimatvertriebene.
6. Vgl. dazu zusammenfassend Werner Bader, Flüchtlinge und Übersiedler, in: 40 Jahre Arbeit für Deutschland - die Vertriebenen und Flüchtlinge, hrsg. von Marion Frantziach, Odo Ratzka und Günter Reichert, Frankfurt am Main - Berlin 1989, S. 56-62, sowie ferner Günter Granicky, Die Zuwanderer aus der sowjetischen Besatzungszone als konkurrierendes Problem, in: Die Vertriebenen in Westdeutschland, hrsg. von Eugen Lemberg und Friedrich Edding, Bd. 3, Kiel 1959, S. 475-510.

7. Vgl. dazu statistisch berücksichtigend Gerhard Reichling, Wandel der Bevölkerungsstruktur und regionale Konsequenzen im Lichte der Statistik, in: 40 Jahre Arbeit für Deutschland (wie Anm.6) S. 87. Dazu ist auch heranzuziehen: Gerd Friedrich Nüske, Württemberg-Hohenzollern als Land der französischen Besatzungszone in Deutschland 1945-1952. Bemerkungen zur Politik der Besatzungsmächte in Südwestdeutschland, in: Zeitschrift für Hohenzollerische Geschichte 18 (1982) S. 179-278 und 19 (1983) S. 103-194.

8. Reichling (wie Anm. 7) S. 87.

9. Vgl. dazu z.B. die Karte über die Verbreitung der Sudetendeutschen im Vierzonen-Deutschland, in: Im Schwabenland eine neue Heimat gefunden. Die Eingliederung der Heimatvertriebenen im Altkreis Nürtingen, bearb. von Hans Binder u.a., Nürtingen 1989, S. 36.

10. Bundesgesetzblatt Teil I Jg. 1951, S. 350-353. Es sind aber sowohl vorher als auch nachher Vorschriften für die Umsiedlung erlassen worden. Es handelt sich dabei um folgende: Verordnung über die Umsiedlung von Heimatvertriebenen (29. November 1949); Neufassung des Gesetzes über die Umsiedlung vom 22. Mai 1951 (23. September 1952); Verordnung zur Umsiedlung der Vertriebenen aus Flüchtlingslagern und Notwohnungen (13. Februar 1953); Verordnung zur Umsiedlung von Vertriebenen und Flüchtlingen aus überbelegten Ländern (5. Juni 1956). Die jeweiligen Texte vgl. Bundesgesetzblätter Teil I Jgg. 1949, 1952, 1953, 1955 und 1956.

11. Zur Statistik vgl. Reichling (wie Anm. 3) S. 36f., sowie ebendort S. 38f.; vgl. auch Die Eingliederung der Vertriebenen im Landkreis Ludwigsburg. Ein Rückblick auf die vier Jahrzehnte seit 1945, Ludwigsburg 1986, S. 156f.

12. Vgl. dazu Das Schicksal der Deutschen aus Ungarn, hrsg. vom Bundesministerium für Vertriebene, Düsseldorf 1956, S. 45ff.; ferner Alfred M. de Zayas, Massenumsiedlungen und das Völkerrecht, in: Abhandlungen zu Flüchtlingsfragen, Bd. 10, hrsg. von Theodor Veiter, Wien 1975, S. 55-96; Die Donauschwaben. Deutsche Siedlung in Südosteuropa, Ausstellungskatalog, bearb. von Immo Eberl u.a., Sigmaringen 1987, S. 282ff.; zur völkerrechtlichen Betrachtung ist jetzt vor allem heranzuziehen: Flucht und Vertreibung, hrsg. von Dieter Blumenwitz, Köln-Berlin-Bonn-München 1987.

13. Zur Vertreibung der deutschen Minderheiten in Jugoslawien und zum Schicksal der deutschen Minderheit in Rumänien vgl. noch immer Das Schicksal der Deutschen in Rumänien, hrsg. vom Bundesministerium für Vertriebene, Berlin 1957, S. 81ff. bzw. Das Schicksal der Deutschen in

Jugoslawien, hrsg. vom Bundesministerium für Vertriebene, Düsseldorf 1961, S. 97ff.

14. Vgl. dazu Die Donauschwaben (wie Anm. 12) S. 270f.

15. Dazu vgl. zusammenfassend Die Donauschwaben (wie Anm. 12) S. 82ff. mit der dort zu den einzelnen Siedlungsgebieten genannten Literatur.

16. Die Donauschwaben (wie Anm. 12) S. 270; vgl. dazu jetzt auch Reichling (wie Anm. 2) S. 41 und S. 42. mit der Aufgliederung nach Jahren und Prozentanteilen.

17. Während 1980 aus Rumänien z.B. 30,3% aller Aussiedler kamen, lag der Anteil von Deutschen aus Ungarn bei 1,1% und aus Jugoslawien bei 0,6%.

18. Vgl. dazu Die Eingliederung der Vertriebenen im Landkreis Ludwigsburg (wie Anm. 11) S. 159f., ferner allgemein Sepp Schwarz, Der Anteil der Vertriebenen an der politischen Entwicklung des Landes, in: Drei Jahrzehnte. Die Heimatvertriebenen in Baden-Württemberg, Berichte - Dokumente - Bilder, Stuttgart 1975, S. 30-38; ferner Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 124.

19. Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 124; dazu auch Paul Sauer, Demokratischer Neubeginn in Not und Elend. Das Land Württemberg-Baden von 1945-1952, Ulm 1978, S. 260f.

20. Dazu vgl. Schwarz (wie Anm. 18) S. 30; ferner auch Die Eingliederung der Vertriebenen im Landkreis Luwigsburg (wie Anm. 11) S. 159-164. Dort werden S 162f. für die einzelnen Kreisgemeinden die Mandate der Heimatvertriebenen in den Gemeinderäten aufgezählt, wobei der prozentuale Anteil der Heimatvertriebenen an den Gemeinderäten des Landkreises dem Anteil an der Bevölkerung desselben gegenübergestellt wird:

	1947	1951	1953	1956
Affalterbach	3	2	2	
Asperg	2	3	4	4
Benningen	2	2	2	2
Besigheim	1	2	2	2
Bönnigheim	1	2	2	2
Ditzingen (Kernstadt)	2	2	3	3

Eberdingen	-	-	1	-
Hochdorf	-	-	-	1
Nußdorf	-	-	-	-
Erdmannhausen	1	1	-	-
Erligheim	1	-	1	-
Freiberg Beihingen	2	2	2	3
Geisingen	1	1	1	3
Heutingsheim	-	2	2	2
Freudental	1	-	1	1
Gemrigheim	1	-	1	-
Gerlingen	2	3	3	3
Großbottwar	2	2	2	2
Hemmingen	2	2	2	2
Hessigheim				
Ingersheim	1	2	2	2
Kirchheim a.N.	-	-	1	1
Korntal	1	2	2	3
Kornwestheim	3	3	5	5
Löchgau	2	2	2	2
Ludwigsburg	6	3	4	6
Marbach	1	2	2	3
Möglingen	2	2	2	3
Markgröningen	3	3	2	4
Unterriexingen	-	3	3	4
Münchingen	1	1	2	3
Mundelsheim	1	1	1	1
Murr	-	1	1	2

Oberriexingen	-	1	1	2
Oberstenfeld	-	-	-	-
Pleidelsheim	2	1	2	2
Remseck Aldingen	1	1	2	2
Hochdorf	-	-	-	1
Neckargröningen	2	3	3	3
Neckarrems	1	1	3	2
Sachsenheim (Kernstadt)	2	1	1	2
Sersheim	-	-	1	2
Schwieberdingen	1	1	2	2
Steinheim	2	1	1	2
Tamm	-	-	-	-
Vaihingen (Kernstadt)	-	1	2	2
Walheim	1	2	2	1
Insgesamt:	59	69	83	97
entspricht	12,5%	14,5%	13,8%	16,1%
der zu vergebenden Sitze				
bei einem Bevölkerungsanteil von	20,4% (einschließ- lich 3,5% Flüchtlinge im Jahr 1956)	27%	26%	26%

Die zum gleichen Sachverhalt gemachten Angaben zum Landkreis Nürtingen in: Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 124, sind dagegen undeutlich und werden dem Gesamtproblem weniger gerecht.

21. Vgl. Die Eingliederung der Vertriebenen im Landkreis Ludwigsburg (wie Anm. 11) S. 163. Die späteren Steigerungen der Mandatszahlen für die Heimatvertriebenen beweisen, daß das Zusammenhalten der Vertriebenen sich auch auf politischem Gebiet auswirkte, obwohl die Zahl der Mandatsträger in dem Gemeinderäten zu keiner Zeit dem Gesamtanteil der Heimatvertriebenen an der Bevölkerung entsprach. Der Zusammenhalt der Heimatvertriebenen war

meist schon in den ursprünglichen Siedlungsgebieten durch die dortige Minderheitensituation entstanden und hat sich auch in der hohen Wahlbeteiligung ausgeprägt.

22. So Schwarz (wie Anm. 18) S. 30.

23. Schwarz (wie Anm. 18) S. 31., Einen Überblick über die Heimatvertriebenen im Bundestag und in den Landtagen vgl. 40 Jahre Arbeit für Deutschland (wie Anm. 6) S. 164.

24. Dazu vgl. Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 124f. mit einer Wahlanalyse.

25. Schwarz (wie Anm. 18 S. 32., führt dieses als Erfolg auf das Ergebnis der Bundestagswahl zurück. Dazu vgl. auch Sauer (wie Anm. 19) S. 261.

26. Ein gutes Beispiel für dieses Wahlverhalten bietet die Darstellung Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 125, zur Erklärung vgl. oben Anm.21.

27. Schwarz (wie Anm. 18) S. 33.; vgl. zum BHE auch Sauer (wie Anm. 19) S. 261f.; ferner Franz Neumann, Der Block der Heimatvertriebenen und Entrechteten 1950-1960. Ein Beitrag zur Geschichte und Struktur einer politischen Interessenspartei, Meisenheim/Glan 1968 bzw. phil. Diss. Marburg/Lahn 1966.

28. Schwarz (wie Anm. 18) S. 34.

29. Schwarz (wie Anm. 18) S. 34.

30. Der Text der Charta der deutschen Heimatvertriebenen lautet:

Im Bewußtsein ihrer Verantwortung vor Gott und den Menschen, im Bewußtsein ihrer Zugehörigkeit zum christlich-abendländischen Kulturkreis, im Bewußtsein ihres deutschen Volkstums und in der Erkenntnis der gemeinsamen Aufgabe aller europäischen Völker haben die erwählten Vertreter von Millionen Heimatvertriebener nach reiflicher Überlegung und nach Prüfung ihres Gewissens beschlossen, dem deutschen Volk und der Weltöffentlichkeit gegenüber eine feierliche Erklärung abzugeben, die die Pflichten und Rechte festlegt, welche die deutschen Heimatvertriebenen als ihr Grundgesetz und als unumgängliche Voraussetzung für die Herbeiführung eines freien und geeinten Europas ansehen.

1. Wir Heimatvertriebenen verzichten auf Rache und Vergeltung. Dieser Entschluß ist uns ernst und heilig im Gedenken an das unendliche Leid, welches im besonderen das letzte Jahrzehnt über die Menschheit gebracht hat.

2. Wir werden jedes Beginnen mit allen Kräften unterstützen, das auf die Schaffung eines geeinten Europas gerichtet ist, in dem die Völker ohne Furcht und Zwang leben können.

3. Wir werden durch harte unermüdliche Arbeit teilnehmen am Wiederaufbau Deutschlands und Europas.

Wir haben unsere Heimat verloren. Heimatlose sind Fremdlinge auf dieser Erde. Gott hat die Menschen in ihre Heimat hineingestellt. Den Menschen mit Zwang von seiner Heimat trennen, bedeutet ihn im Geiste töten.

Wir haben dieses Schicksal erlitten und erlebt. Daher fühlen wir uns berufen zu verlangen, daß das Recht auf die Heimat als eines der von Gott geschenkten Grundrechte der Menschheit anerkannt und verwirklicht wird.

Solange dieses Recht für uns nicht verwirklicht ist, wollen wir aber nicht zur Untätigkeit verurteilt beiseite stehen, sondern in neuen geläuterten Formen verständnisvollen und brüderlichen Zusammenlebens mit allen Gliedern unseres Volks schaffen und wirken. Darum fordern und verlangen wir heute wie gestern:

- a) Gleiches Recht als Staatsbürger, nicht nur vor dem Gesetz, sondern auch in der Wirklichkeit des Alltags.
- b) Gerechte und sinnvolle Verteilung der Lasten des letzten Krieges auf das ganze deutsche Volk und eine ehrliche Durchführung dieses Grundsatzes.
- c) Sinnvollen Einbau aller Berufsgruppen der Heimatvertriebenen in das Leben des deutschen Volkes.
- d) Tätige Einschaltung der deutschen Heimatvertriebenen in den Wiederaufbau Europas.

Die Völker der Welt sollen ihre Mitverantwortung am Schicksal der Heimatvertriebenen als der vom Leid dieser Zeit am schwersten Betroffenen empfinden.

Die Völker müssen erkennen, daß das Schicksal der deutschen Heimatvertriebenen, wie aller Flüchtlinge, ein Weltproblem ist, dessen Lösung höchste sittliche Verantwortung und Verpflichtung zu gewaltiger Leistung fordert.

Wir rufen Völker und Menschen auf, die guten Willens sind, Hand anzulegen ans Werk, damit aus Schuld, Unglück, Leid, Armut und Elend für uns alle der Weg in eine bessere Zukunft gefunden wird.

31. Dieses kam auch in der Deklaration des Bundes der Vertriebenen vom 6.

August 1960 zur Charta der deutschen Heimatvertriebenen vom 5. August 1950 zum Ausdruck. Sie lautet:

Vor zehn Jahren, als noch niemand voraussehen konnte, was aus Deutschland und uns deutschen Heimatvertriebenen würde, haben wir in unserer Charta - von unseren erwählten Vertretern unterzeichnet und verkündet - vor Gott und der Welt erklärt, was wir erlebten, was wir erdachten und was wir erstrebten.

Millionen Menschen mußten zu dieser Zeit noch um die einfachsten und dem Leben des Einzelnen doch entscheidenden Dinge bangen und kämpfen, um ein Dach über dem Kopf, um Arbeit, um Brot.

Die geistig- moralische Not jener Zeit seit 1945, das soziale und wirtschaftliche Chaos, in das wir, unseres eigenen Willens beraubt, hineingetrieben wurden, ließen uns nicht verzweifeln. Wir wurden nicht zum sozialen Sprengkörper im politischen Spannungsfeld Europas.

Die Prüfungen und das Leid, das wir - wie heute Millionen Menschen anderer Völker - tragen mußten, prägten die festen, unverrückbaren Grundlagen unserer damaligen und gegenwärtigen Haltung. Wir wollen auch jetzt und künftig wie ehemals in die Heimat zurück. Wir sehen keinen Anlaß, unsere Haltung zu ändern, umso mehr als wir glauben, die Pflichten, die wir in der Charta auf uns nahmen, nach bestem Wissen und Gewissen beim Wiederaufbau Deutschlands und Europas erfüllt zu haben.

Wir anerkennen die Leistung des deutschen Volkes im Überwinden der Notstände. Sie stellt aber keineswegs die abgeschlossene Erfüllung der von uns vor zehn Jahren erhobenen sozial-wirtschaftlichen Forderungen dar.

Dem in manchen hektischen wirtschaftlichen Aufstieg der Bundesrepublik, den wir zwar als Lebensmöglichkeit der Bevölkerung würdigen, stehen wir kühl gegenüber, weil wir auch dessen Schattenseiten deutlich erkennen.

Die Not unserer Tage wird besonders klar an der noch immer nicht überwundenen Zerreißen Deutschlands, an der Unfreiheit unserer Schwestern und Brüder jenseits des eisernen Vorhangs und an der Tatsache, daß noch immer mehr als hundert Millionen Menschen anderen Volkstums ostwärts von Deutschlands Grenzen wehrlos einem Terrorregime ausgeliefert sind.

In der Charta erklärten wir ein geeintes Europa, in dem die Völker ohne Furcht und Zwang leben können, als eines unserer grundlegenden Ziele.



Heute wissen wir, daß dieses Ziel nur erreicht werden kann, wenn das in den Satzungen der Vereinten Nationen proklamierte Selbstbestimmungsrecht ohne Einschränkung allen Völkern zugestanden wird.

Wir bekennen uns daher heute erneut und feierlich zu denen vor zehn Jahren in der Charta der deutschen Heimatvertriebenen aufgestellten Grundsätzen. Um Ihrer Verwirklichung willen müssen wir heute fordern:

1. das durch das internationale Recht und die Satzung der Vereinten Nationen verbürgte Selbstbestimmungsrecht hat für alle Völker zu gelten, also auch für das deutsche Volk. Seine Verwirklichung darf nicht Interessen anderer Staaten geopfert werden.

Jedes Volk in der Welt muß das Recht haben, in voller Freiheit seine eigenen Werte zu bewahren, zu entwickeln und dadurch seinen Beitrag zur Kultur der Menschheit zu leisten.

2. Die Wiedervereinigung aller durch Willkür und Gewalt voneinander getrennten Teile Deutschlands ist trotz aller Hemmungen und trotz aller Widerstände herbeizuführen. Dafür einzutreten und einzustehen, ist den deutschen Heimatvertriebenen ernsteste Verpflichtung.

In diesen Grundsätzen erblicken die deutschen Heimatvertriebenen die wichtigste Voraussetzung für einen dauerhaften und beglückenden Frieden in der Welt. Nur in ihm können sich Freiheit und Würde des Menschen behaupten. Ihm zu dienen, ist unser aller Aufgabe.

32. Karl Mocker, Ja zum Südweststaat, in: Drei Jahrzehnte (wie Anm. 18) S. 39-42; vgl. auch Schwarz (wie Anm. 18) S. 35; Im Schwabenland (wie Anm.9) S. 122. Sauer (wie Anm. 19) S. 490, erwähnt in seiner Kurzbeschreibung der Gesamtvergänge die besondere Stellung der Heimatvertriebenen beim Zusammenschluß der Staaten in Südwestdeutschland zum Bundesland Baden-Württemberg nicht.

33. Schwarz (wie Anm. 18) S. 35f.; vgl. dazu auch Josef Weik, Der Landtag von Baden-Württemberg seine Abgeordneten von 1952-1988, hrsg. vom Landtag von Baden-Württemberg, Stuttgart 4. Aufl. 1988.

34. Vgl. dazu Karl Mocker, ... zum unveräußerlichen Menschenrecht auf die Heimat, in: Drei Jahrzehnte (wie Anm. 18) S. 27-29; Paul Feuchte, Verfassungsgeschichte von Baden-Württemberg seit 1945, Bd. 1) Stuttgart 1983, S. 183f.; zur Entwicklung der Verfassung vgl. auch Quellen zur

Verfassung von Baden-Württemberg, 1. - 3. Teil, bearb. von Paul Feuchte, (Veröffentlichungen zur Verfassungsgeschichte von Baden-Württemberg, Bd. 2-4) Stuttgart 1986, 1988, 1989.

35. Schwarz (wie Anm. 18) S. 36f.; vgl auch Feuchte, Verfassungsgeschichte (wie Anm. 34) 1983, S. 238f.

36. Nach Drei Jahrzehnte (wie anm. 18) S. 70f., wurde das Ministerium am 1. Mai 1952 gebildet und am 1. Juni 1960 dem Innenministerium eingegliedert. Die Hauptabteilung VIII des heutigen Innenministeriums Baden-Württemberg ist noch immer in ununterbrochener Abfolge für die entsprechenden Aufgaben zuständig.

37. Schwarz (wie Anm. 18) S. 37.

38. Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 125, wird fälschlich das Jahr 1964 als Jahr der Eingliederung des Ministeriums in das Innenministerium erwähnt. Eduard Fiedler war Sudetendeutscher und vor 1945 Bürgermeister in Komotau gewesen.

39. Marion Frantziöch, Kreativität und Leistung. Ursachen und Formen des Wandels der westdeutschen Kulturlandschaft unter dem Einfluß der Vertriebenen, in: AWR Bulletin 6(35) 1988, S. 5; vgl. auch Marion Frantziöch, Die Vertriebenen. Hemmnisse, Antriebskräfte und Wege ihrer Integration in die Bundesrepublik Deutschland, Berlin 1987. die letztgenannte Arbeit, eine Bonner Dissertation, gibt auch eine umfassende Bibliographie der zum Probleme der Heimatvertriebenen vorhandenen Literatur.

40. Christoph Kleßmann, Die doppelte Staatsgründung, Bonn 1982, s. 243; Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 5, hat diese Ansicht übernommen.

41. So Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 5, die in dieser stark differenzierenden Aussage nicht bedacht hat, daß auch in den westlichen besatzungszonen Gebiete mit sehr gut erhaltenem Volksgut bestanden (z.B. Lüneburger Heide oder Oberbayern).

42. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 10f.; Martin Kornrumpf, In Bayern angekommen, München - Wien 1979, S. 313f.; vgl. auch bei Sauer (wie Anm. 19) S. 247.

43. Vgl. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 7; dazu auch Egon Lendl, Die jüngsten Wandlungen der europäischen Kulturlandschaft, in: Mitteilungen der geographischen Gesellschaft Wien 94 (1952) S. 251.

44. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 7; dazu vgl. Siegfried Palmer, Die Eingliederung vertriebener und geflüchteter Landwirte, in: Aus Trümmern wurden Fundamente, hrsg. von Hans Joachim von Merkat, Düsseldorf 1979, S. 85; Siegfried Palmer, Zur Eingliederung des heimatvertriebenen Landvolks, in: Das deutsche Flüchtlingsprobleme, Bielefeld 1950, S. 91ff.
45. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 7; dazu vgl. auch Palmer, Eingliederung vertriebener und geflüchteter Landwirte (wie Anm. 44) S. 83 und S. 127; ferner vgl. 40 Jahre Arbeit für Deutschland (wie Anm. 6) S. 102ff. Zur Statistik ist heranzuziehen Reichling (wie Anm. 3) S. 76.
46. So Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 7 und Alfred Karasek-Langer, Neusiedlung in Bayern seit 1945, in: Jahrbuch für Volkskunde der Heimatvertriebenen 2 (1957) S. 26. Der Begriff dürfte hier den tatsächlichen Umständen nicht vollständig entsprechen. Eine Kolonisationsabsicht im eigentlichen Sinne des Wortes dürfte die heimatvertriebenen Landwirten weniger zur Ansiedlung bewogen haben als die Absicht in ihrem gelernten und bislang ausgeübten Beruf wieder tätig zu werden.
47. Darauf verweist Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 8; ferner Josef Hanika, Volkskundliche Wandlungen durch Heimatverlust und Zwangswanderung, Salzburg 1957, S. 88; Alfred Karasek-Langer, Volkskundliche Erkenntnisse aus der Vertreibung und Eingliederung der Ostdeutschen, in: Jahrbuch für Volkskunde der Heimatvertriebenen 1 (1955) S. 43; Lendl (wie Anm. 43) S. 78f.
48. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 8, hat diese Angaben von Lendl (wie Anm. 43) S. 496, übernommen; Josef Hanika, Ortsuntersuchungen zur Eingliederungsforschung, in: Jahrbuch für Volkskunde der Heimatvertriebenen 1 (1955) S. 191f.; vgl dazu auch Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 106f. Dort wird auf S. 107 eine Reihe weiterer Kulturpflanzen genannt.
49. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 8. Zu diesem Problem wären noch weitere grundlegende Forschungen erforderlich, das bislang vorgelegte Material ist noch nicht umfangreich genug, um eine so weitreichende These zu tragen, die den einheimischen Bauern Erneuerungswillen aus eigener Überlegung und Antrieb abspricht.
50. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 8.
51. Johann Hesse - Walter Swacek - Erich Tomschik, Boden für Bauern war rar, in: Eingliederung der Heimatvertriebenen im Landkreis Ludwigsburg (wie Anm. 11) S. 188-194; ferner Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 104.

52. Palmer, Eingliederung vertriebener und geflüchteter Landwirte (wie Anm. 44) S. 123.

53. So definiert Dietrich Strothmann, Die Vertriebenen, in: Nach 25 Jahren, hrsg. von Karl Dietrich Bracher, München 1970, S. 313.

54. Dazu vor allem Hans-Heinrich Herlemann, Vertriebene Bauern, in: Die Vertriebenen in Westdeutschland, hrsg. von Eugen Lemberg und Friedrich Edding, Bd. 2, Kiel 1959, S. 153; Peter Paul Nahm, ... doch das Leben ging weiter, Köln - Berlin 1971, S. 211 und S. 221.

55. Nicht nur das oben dargelegte Wahlverhalten der Heimatvertriebenen beweist dieses, sondern auch die Wahlergebnisse in der Bundesrepublik Deutschland.

56. Vgl. dazu die Arbeitsplatzzählungen der Kommunen in Baden-Württemberg mit den jeweiligen Zahlen der Ein- und Auspendler. Zur Erklärung vgl. auch Martin Schwonke, Pendler, in: Wörterbuch der Soziologie, hrsg. von Wilhelm Bernsdorf, Stuttgart 1969, S. 795; vgl. auch Sauer (wie Anm. 19) S. 246, der auf die Klage des Landesdirektors für Arbeit und Wohlfahrt in Karlsruhe am 18. April 1946 gegenüber dem Karlsruher Kommissar für das Flüchtlingswesen abhebt, in der dieser über die mangelnde Arbeitsfreude der wenigen gesunden und arbeitsfähigen männlichen Flüchtlinge aus Jugoslawien und der Tschechoslowakei berichtete, die glaubten, einen Staat im Staate bilden zu müssen und sich mit dem Gedanken trugen, recht bald mit ihren Familien wieder in die Heimat zurückzukehren. Auch die Flüchtlingsfrauen ließen sich kaum überreden, freie Arbeitsplätze anzunehmen. Der Landesdirektor befürchtet, daß dieses ungute Verhalten der Deutschen aus Jugoslawien und der Tschechoslowakei auch auf die Ungarndeutschen ansteckend wirken würde, die an sich eine wesentlich bessere Arbeitsmoral hätten.

57. Hermann Bausinger, Beharrung und Einführung, in: Jahrbuch für Volkskunde der Heimatvertriebenen 2 (1957) S. 10.

58. Frantzioc, Kreativität (wie Anm. 39) S. 10, dazu vgl. auch Gerhard Weisser, Selbsthilfe der Vertriebenen, in: Europa und die deutschen Flüchtlinge, Frankfurt am Main 1952, S. 77ff.; Im Schwabenland (wie Anm. 9) S. 97ff.; Erich Tomschik, Handel, Handwerk, Gewerbe und Industrie, in: Eingliederung der Heimatvertriebenen im Landkreis Ludwigsburg (wie Anm. 11) S. 196-207.

59. So wird dieser Vorgang beschrieben von Elisabeth Pfeil, Neue Städte auch in Deutschland, Göttingen 1954, S. 20; Elisabeth Pfeil, Städtische

Neugründungen, in: Die Vertriebenen in Westdeutschland, hrsg. von Eugen Lemberg und Friedrich Edding, Bd. 1, Kiel 1959, S. 505.

60. So zu Recht Frantzioch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 11f.

61. Frantzioch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 12, betont hier die - nach ihr - fast alleinige Handlungsweise der Heimatvertriebenen zu stark. Doch hat sie dem Inhalt nach Recht, da die Bevölkerungsbewegung nach dem Zweiten Weltkrieg diese Entwicklungen angeregt haben. Vgl. auch Sauer (wie Anm. 19) S. 247 und S. 254.

62. Frantzioch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 13, hat dieses richtig herausgestellt, doch war sicherlich auch die einheimische Bevölkerung in diesem Bereich aktiver tätig, als die Aussage von Frantzioch vermuten läßt.

63. Vgl. dazu Reichling (wie Anm. 3) S. 74f. bis 1961 glich sich dieses Mißverhältnis durch das Wirtschaftswachstum vollkommen aus.

64. Bundesgesetzblatt Teil I. Jg.1949.

65. Bundesgesetzblatt Teil I. Jg.1952,

66. Bundesgesetzblatt Teil I. Jg.1953 S. 201-221.

67. Vgl. dazu Die Doanuschwaben (wie Anm. 12) S. 271ff.; ferner Nikoaus Metzger - Erich Tomschik, Der Lastenausgleich, in: Eingliederung der Heimatvertriebenen im Landkreis Ludwigsburg (wie Anm. 11) S. 164ff.

68. Metzger - Tomshik (wie Anm. 67) S. 168.

69. Tomschik, Handel (wie Anm. 58) S. 208.

70. Tomschik, Handel (wie Anm. 58) S. 208.

71. Bundesgesetzblatt Teil I Jg. 1949.

72. Frantzioch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 13ff.

73. Vgl. dazu beispielhaft Paul Kopf, Aufbau und Ausbau der katholischen Kirche (1945-1985), in: Eingliederung der Heimatvertriebenen im Landkreis Ludwigsburg (wie Anm. 11) S. 119ff.; vgl. auch Walter Menges, Wandel und Auflösung von Konfessionszonen, in: Die Vertriebenen in Westdeutschland, hrsg. von Eugen Lemberg und Friedrich Edding, Bd. 3, Kiel 1959, S. 16 Karte 6 und 7.

74. Zur Marienverehrung und zu den Wallfahrten der Heimatvertriebenen aus Südosteuropa, vgl. Alexius Moser, Die Wallfahrt der Heimatvertriebenen auf den Schönenberg, Jestetten 1976.
75. Georg Richard Schroubek, Wallfahrt und Heimatverlust, Marburg 1968, S. 332. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 15, bestätigt diese Annahme.
76. Vgl. dazu Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 15.
77. Vgl. dazu Die Donauschwaben (wie Anm. 12) S. 281 und S. 288 (Karte), letztere wird hier übernommen.
78. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 15.
79. Gerhard Reichling, Volkskulturen und Kulturaustausch, in: Bausteine oder Dynamit?, hrsg. von Heinrich von zur Mühlen, Bielefeld 1974, S. 109.
80. Frantziöch, Kreativität (wie Anm. 39) S. 15.
81. Vgl. dazu Die Donauschwaben (wie Anm. 12) S. 231ff.
82. Vgl. dazu die oben gemachten Angaben.
83. Vgl. Dazu Die Donauschwaben (wie Anm. 12) S. 276.
84. Vgl. Lillian Schacherl, Die Kulturwerke der Vertriebenen. Ihre Aufgaben, Tätigkeitsbereiche und Arbeitsmethoden, Bonn o.J., S. 44ff.
85. Die Donauschwaben (wie Anm. 12) S. 277.
86. Vgl. Karte im Anhang und dazu Die Doanuschwaben (wie Anm. 12) S. 284.
87. Vgl. Die Donauschwaben (wie Anm. 12) S. 277.
88. Den Katalog der Ausstellung vgl. Die Donauschwaben (wie Anm. 12). Die Ausstellung wird nachdem sie seit April 1987 in Baden-Württemberg gezeigt wurde, seit Mai 1990 in Ungarn gezeigt.
89. Vgl. die Gründung des Instituts laut Staatsanzeiger für Baden-Württemberg Nr. 52 (4. Juli 1987) und Nr. 55 (15. Juli 1987); Bekanntmachung der Landesregierung von Baden-Württemberg vgl. Gemeinsames Amtsblatt Nr. 23 (22. Juni 1987) S. 698.

90. Vgl. dazu den Band Schambek/Zsámbék. Beiträge zur Geschichte und Volkskunde einer "schwäbischen" (donauschwäbischen) Gemeinde im Ofner Bergland/Ungarn, Bd. 2, hrsg. von P. Martin A. Jelli OSB, Stuttgart 1988, insbesondere mit den Kapiteln XI Die Vertreibung (S. 160ff.) und Kapitel XII Die Schambeker in Deutschland (S. 173ff.).

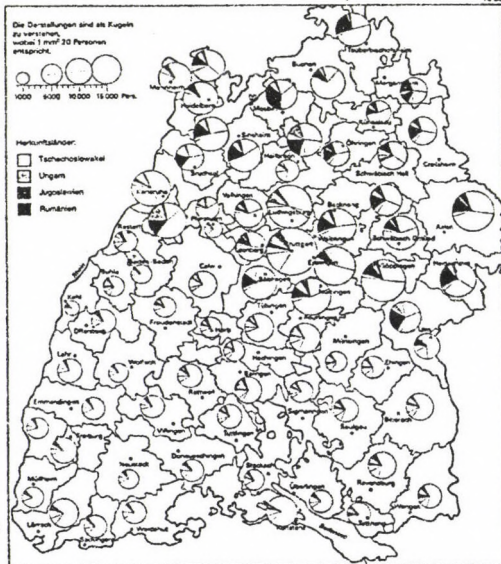
## Der Anteil Flüchtlinge an der Gesamtbevölkerung nach Kreisen /Stand 1950/

10.30



## Die Herkunft aus Südosteuropa in den Landkreisen /Stand 1950/ im Raum des späteren Baden-Württemberg

10.30



(nach: Historischer Atlas von  
Baden-Württemberg,  
Hrsg. von der Kommission  
für geschichtliche Landeskunde  
in Baden-Württemberg,  
Stuttgart 1981, Bl. XII 8)



## Neubau evangelischer und katholischer Kirchen in Baden-Württemberg 1945-1985



## Patenschaften für südostdeutsche Vertriebene und südostdeutsche Museen und Sammlungen in Baden-Württemberg



## **Károly Mirnics**

### **METHODOLOGY PROBLEMS IN STUDYING THE IDENTITY OF HUNGARIANS IN THE VOIVODESHIP**

#### **1. The common right to minority statistics**

The inquiry into the political, economic, cultural, and demographic position of nationality minorities has been facilitated by the new processes that have come to develop in Central and Eastern Europe after 1988-1989. Previously, throughout almost 50 years, the position of Hungarian national minorities had been treated as a home affair in Yugoslavia as in the rest of the socialist countries. The slightest benevolent, bona fide interest on the part of the mother-country regarding its own national minorities was considered as suspicious; even the bare interest was branded as interference with home affairs. Such a political atmosphere was not favourable for inquiries into the demographic, legal, political position of the national minority, and no change has taken place in this respect. It is regretted that it is still not feasible to carry out common inquiries by representatives of the mother-country and by those of the countries with minorities into the position of the Hungarian national minority, whether at political or at scientific expert levels. It goes without saying that a complete constat respecting the position could be feasible only by means of such a cooperation, resulting in clarifying the relevant problems. Ultimately, such attitude is required, in order to arrive at reliable recommendations for the purpose of political settlements. It might well result in more mutual trust and understanding to seek solutions than hitherto.

In the course of the European community processes, though they are slow, the former attitude is gradually diminishing. According to that attitude the minority problems should remain within the domain of the home affairs of the countries concerned: neither the international organizations and bodies nor the mother-country should have a say in that respect. The stand in favour of open, gradually spiritualizing frontiers considers the national minority problems as ones of mutual interest of the mother-country as well as of the countries with minorities, accordingly, the task should be regarded as common.

It would be of primary importance to include in international legal instruments the following rights, and to urge the necessity of the enforcement thereof:

(a) the right of the mother-country to receive many-sided and comprehensive information from the country where national minorities are living, and to carry out freely statistical, demographic, and sociological research within the ranks of the national minorities;

(b) the right of national minorities, confirmed at international plane too, to collect demographic and sociological data covering their existence and way of life, as well as to organize data banks by availing themselves of state funds;

(c) the obligation of making available the hitherto inaccessible results of statistical and demographic surveys as well as of researches for the purposes of the mother-country and the minority itself.

Without the free flow of minority statistics and other information, as well as without the use of such data, it will be impossible to assist the development of the Hungarian national minority or even to help its survival. Governmental measures are in need of such statistical information, considering the position of the Hungarians in the Voivodeship in Yugoslavia. In order to prepare appropriate recommendations for the purpose of encouraging quality changes in the position of the Hungarian minority, many new information data are needed. Minority identity has been undermined by the state of affairs relating to the position of the Hungarian minority. Comprehensive and many-sided statistical data are the only vehicle to contribute to the change of the state of affairs prevailing at present.

## **2. Information framework of the minority position**

The minority position consists of the aggregate of complicated socio-cultural and psychological processes, and the interdependence of their factors. The end-products are as follows: the assimilation of the minority (viz. its absorption by the ruling nation) and further diaspora thereof (viz. its migration from the country concerned and the accelerating pace of internal and external migrations). Before deciding upon any variant, the member of the minority is exposed to a variety of variables that are independent of his/her will, and the effect of the relevant pressure is lasting. This pressure slowly prepares the ground for the decision: whether to undergo assimilation or leave the native land. The decision is reached after the bonds to the national-ethnic group had been definitely loosened, and the former value judgement system of the individual had been shattered completely.

An individual who belongs to a nation is almost never exposed to such an ordeal. On the contrary, an individual living under minority conditions is exposed day by day to such an ordeal, depending on the hardships. Such individuals are exposed constantly to temptation, due to their identity conscience, their bonds tying them to the ethnical community. The reasons of doubts may be rather real, pressing, and strongly embedded in socio-economic bases (to survive, to live a life worthy of a human being etc.); on the other hand they may be ostensible. Denationalization policies are aimed at interpreting the utterly unfounded illusions and psychological influences as fatal to the individuals in minority position. For example, devotion to the ethnical community is misrepresented to the effect that it might endanger the existence of such citizens. False rumours and utterances stating that a complete submission to the majority nation is a price of improving the lot of the individuals concerned are examples of misrepresentation.

When speaking about minority position the factors which cannot be quantified should be distinguished from the rest of the data. Such factors are to be found, namely, in the economic, political, and social system and decision making of the country concerned, furthermore in the relevant historical conditions, in their comparability with other countries (heritage). Such quality factors influence to a great extent the phenomena which may be demonstrated in quantitative units as well. We have to state that researches, inquiring into the effect of factors respecting the system, were considered as taboo subject in Yugoslavia, just as they were in other socialist countries with Hungarian minorities. Neither the minorities nor their mother-country were capable of influencing the position thereof; it should be borne in mind that

the improvement of minority position falls within the scope of political decision making.

The effect of the measures by the system may be observed by several demographic quantitative indicators. For example, the decrease of the number and rate of the minority population, the rate of births, the frequency of mixed marriages, the intensification of external and internal migrations. The measures by the state respecting the survival of the minorities may be seen from the statistics demonstrating the following:

(a) opportunities of mass communication in mother-language (access to the press, radio, television, and the relevant quantitative indicators);

(b) quantitative indicators relating to the opportunities of education in mother-language in primary schools, secondary schools, colleges, and universities;

(c) use of mother-language in civil service and public life;

(d) quantitative indicators of the network of mother language cultural institutions and those of their activities (theatres, book publishing, different non-professional groups, troupes etc.);

(e) safeguarding of material remains of minority position and life as well as the studying thereof (archives, museums, protection of art relics etc.)

The minority rates and posts in employment and the economy as a whole may be conceived as the demographic characteristics

of the minority, as well as the measures which help the survival of the minority citizens. The statistical and demographic data bear witness.

So far as the statistical-demographic research into the position of Hungarians in the Voivodeship in Yugoslavia is concerned, we may state that there are methodological problems in respect of almost all fields mentioned above, to wit:

(a) the lack of statistical information (the statistical data collecting institutions and services concerned do not collect several data indispensable regarding the minority position, or they do not process them adequately, do not publish them at the necessary level, do not make them available, etc.);

(b) the data are unreliable with the result that no reliable forecast respecting the future demographic position of the minority can be made.

### **3. The concept of national status in Yugoslav statistics**

The legislation of socialist Yugoslavia has distinguished the concepts of the nation, of the nationality, and of the ethnic group. The concept of the nation has been used exclusively to indicate the peoples living in the Yugoslav state (Serbs, Croats, Crna Cora people, Slovans, Macedonians, Muslims as members of the nation). The concept of nationality has been used to indicate the minorities which have been living in regions of Yugoslavia attached thereto, that had formerly belonged to the neighbouring countries (nation-states). Albanians, Hungarians, Czechs, Italians, Turks, Roumanians, Slovaks, Ruthenians have been considered as such. The concept of ethnic group has been applied

to the Vlachs (Roumanians living in mountains) and to the gipsies.

The census questionnaires have also contained the national status or nationality data within the demographic records (births, deaths, marriages and divorces), indicating the data to characterize and identify the individuals in question. The national-nationality status has been entered in the questionnaire according to free decisions. The nationality status of children under 10, or 15, respectively has been determined by the parents, and the relevant decisions have been entered in the questionnaires. The national-nationality status has been entered in all postwar questionnaires, as a characteristic datum of the inhabitants. Its declaration has been, of course, of subjective nature, while the evaluation of the answer and its classification have been based on the constitution and the legal system of Yugoslavia. The answer has been subjective on the basis of the simple personal declaration of the individuals; it has been impossible to verify it by means of documents. According to the section No. 170 of the Constitution the answer to this question has not been compulsory. During a lifetime the nationality status could have changed (this has been the case rather often); the individuals have been free to declare their nationality status in different ways on the occasion of subsequent censuses.

On the occasion of the 1948, 1953, and 1961 censuses the nationality of children under 10 had been declared by the parents, while on the occasion of the 1971, 1981, and 1991 censuses it was declared by them for those under 15. When two nationality statuses were declared, the first one was consequently coded in all censuses. Personal declarations regarding the mother-tongue were accepted as such. Those with two



spoken languages, as from their childhood, were registered in 1981 of having two mother-tongue (more precisely: two spoken languages in the family). On the occasion of the rest of the censuses the first entry was coded.

The methodology of censuses from 1948 to 1991 can be compared with the 1921 and 1931 censuses only in part. The 1921 census questionnaire did not include the personal datum relating to the nationality status; data relating to the mother tongue and the religion were included however. The 1931 census did include the indication relating to the nationality as well as the mother tongue and the religion: these data were never published. The relevant nationality data are unknown in connection with this census. Data relating to the mother tongue, taken at the 1971 census, had been kept secret, subsequently they were annihilated.

According to the 1921 census there had been 371 006 Hungarians in the present Voivodeship, while the figure for 1931 was 377 038, as measured by mother-language.

Attention should be called to some methodology instructions. The 1948 registered data were revised; the territorial status were determined by means of nationality status. On the occasion of the 1953 census the enumerators were instructed to see to get hold of data relating to the nationality status, in the absence of such declaration, especially data of the national origin, viz. whether Yugoslav or not. Persons not declaring precisely their Yugoslav status were considered as "undefined Yugoslavs", in some cases were included in "undefined" or "unknown" categories respecting their national status. On the occasion of the 1961 census the enumerators directed the attention to this possibility, and urged the "undefined Yugoslav"

status. On the occasion of the 1971 census the new modality was introduced to wit: the citizen was having the constitutional right to remain Yugoslav. Thus, three new categories were created for those who abstained from declaring their nationality status, viz. "not declared", "Yugoslav above nations and nationalities", and "territorially determined". Consequently, until 1971 the undefined Yugoslav category had covered citizens of Yugoslav origin; thereafter, in addition to them, mostly the minorities were included. In the period 1971 to 1981, the propaganda, launched by the state and the communists, "remain Yugoslav" had become enormous. This was the Titoist "golden age" of postwar development; in that the ostensible well-being and life standard were enviable, compared with the situation in the neighbouring socialist states. In the period between 1981 and 1991 the said propaganda increased ("We are the people of Tito", "After Tito Tito" slogans inundated the country as a whole.)

In the methodology of the 1981 and the 1991 census no major modification was carried out in respect of the national status and its classification. The propaganda relating to "Yugoslav" definition and attitude was on the increase. (However, it was peaceful at that time.) As a result of the deception the statistical results indicated huge figures of "Yugoslavs". Events prior to the 1991 census warned that it was only Serbia which was the protagonist of Yugoslav interests; the rest of the population were branded as separatists and secessionists. The census was carried out under intimidating circumstances also in the Voivodeship. The war started immediately before the beginning of the census. Mobilization, recruitment of volunteers transfer of women and children to more secure places, were carried out on a large scale. Military operations began.

On the occasion of the 1991 census several international recommendations were broken or even disregarded in the Voivodeship, strengthening thereby the Great-Serbian nationalistic mood. For example:

- The questionnaires, census instructions, methodology material etc. were not printed in the language of the minorities. Instead, only one copy of the questionnaire was duplicated in the language of the minorities, for the purposes of the enumerator (so that in case of need he might present it);

- No person, or almost nobody, from the minorities took part as enumerator or person in charge of the census. This was particularly striking in regions with mixed population;

- Almost no Hungarians participated in village and conscription committees (particularly in small localities); the census committees included many former warriors, as members of the ill-famed social and defence commissions. Their attitude dominated in the preparatory courses. They stressed in all cases the insignificance of the nationality status, although ostensibly they had no instruction to this end. They called the attention to the "Yugoslav" category throughout, influencing thereby the process of the census.

The postwar censuses have several other important aspects respecting the nationality status of the rest of the population. The Macedonians, the Musulmans, the Catholic Serbs, the Sokacs, the Czechs, the Ukrainians etc. should be referred to. (Relevant data classification and processing cannot be dealt with in this paper, for they have no bearing on the demographic position of the Hungarian minority.)

#### 4. The regional structure (network of settlements) of the Voivodeship

The regional structure of the Voivodeship underwent great changes since the 1910 census. Several granges, dwarf settlements, landed properties had existed at that time. Part of them were divided in different sized plots, while the rest were developed. After having carried out newland registration of the existing settlements, and the division thereof, entirely new settlements were created. These were the following

Settlement	Village
Bagremovo	Bácstopolya
Veliki Salas	Apatin
Vrascki ritovi	Versec
Völgyes (Doline)	Kanizsa
Zimonjic	Kanizsa
Kisbosznia (Mala Bosna)	Szabadka
Kispiac (Male Pijace)	Kanizsa
Obornyacsa	Ada
Oram	Kanizsa
Seliste	Kishegyes
Oramhegyes	Kanizsa
Srednji Salas	Bácstopolya
Sterijino	Ada
Törökfalu (Utrine)	Ada
Csenej	Ujvidék
Supljak	Szabadka
Kishomok (Malli Pesak)	Szabadka

Mainly Serbs from the Voivodeship settled down in these localities. Settlers of exclusively Serb nationality came to be the inhabitants of the parcellized former Hungarian big estates (they are still called colonists). Between 1921 and 1931, namely, the so-called land reform had been carried out, to the exclusive benefit of the Serbs, whereafter large Serb populations were transferred from the internal and southern parts of the country to Bácska and Bánát. The following changes were made:

Settlement	Village
Banatski Sokolac	Plandiste
Banatsko Karadordevo	Begaszentgyörgy
Banatsko Visnjicevo	Begaszentgyörgy
Backi Sokolac	Bácstopolya
Vojvoda Stepa	Csernye
Velebit	Kanizsa
Velika Greda	Plandiste
Velike Livade	Magyarcsernye
Veternik	Újvidék
Visnjevac	Szabadka
Dusanovo	Szabadka
Zarkovac	Ruma
Karadordevo	Bácstopolya
Kocicevo	Bácstopolya
Kupinik	Versec
Lipar	Kula
Kisbelgrád (Mali Beograd)	Bácstopolya
Milesevo	Becse
Micunovo	Bácstopolya
Újcservenka	Kula
Novi Vladimirovac	Alibunar
Njegosevo	Bácstopolya
Oreskovic	Bácstopolya
Podlokanj	Törökkanizsa
Putnikovo	Kovacica
Rastine	Zombor
Sveticevo	Bácstopolya
Szőreg	Újvidék
Stajicevo	Zrenjanin
Stepanovicevo	Újvidék
Tankosicevo	Újvidék

A confused state of affairs characterized the land registration and the pertaining legislation until the beginning of the sixties. The concept of the settlement was interpreted in different ways; consequently the 1948 and the 1953 censuses indicated several settlements or parts thereof in dissimilar manners. After the errors committed in the course of the 1948 census had become manifest, the following definition was adopted in the methodology of the 1953 census: "The settlement is a territorial unit, having its own denomination, the anthropo-geographic unit is not depending on the number of houses". It goes without saying that the difference between locality and its parts has not been clarified by means of this definition. Subsequent definitions are more precise: "The settlement is an inhabited locality with its own denomination, the independent settlement is having its own plot (field), while the non independent settlement (or the part thereof) is located on the plot of the independent one (within its field)." Notwithstanding the definition the 1953 census did not clarify certain questions. It was only in 1959 that the limits of the settlements were stated, by tightening up the statistical cadaster. Accordingly, it was prevented to divide in two parts the fields of any settlement.

The number of the settlements were the following in the Voivodship at the time of the different censuses:

	1948	1953	1961	1971	1981	1991
Number of settlements	529	443	451	451	451	456

It is impossible to deal with the changes of names of the settlements in this paper. Since 1945 this has been a constant process. Also important political-administrative changes took place during the periods between censuses. It is necessary, however, to mention the modification of the administrative-political unit of the Voivodeship. Subsequent to the 1948 census Borca and Ovca that had belonged to the Pancsova district were detached from the Voivodeship. Subsequent to the 1953 census the following localities that had belonged previously to the Zimony district, were attached to Serbia as conceived in a narrow sense: Batajnica, Beemen, Boljevcí, Dobanovci, Jakovo, Petrovcic, Progar, Surcin, Ugrinovci. At the same time, as compensation, the following localities were attached to the Voivodeship: Macvanska, Mitrovica, Nocaĵ, Radenkovic, Ravnje, Salas, Nocaĵski; previously they had belonged to the Mácsva district of central Serbia. Subsequent to the 1953 census Molin in Bánát (south of Tóba) was dismembered.

#### **5. Publication of census data**

Publication of census data changed to a great extent between 1948 and 1991. The quantity of the data relating to the total population increased. The data of the 1981 census were worked up in 196 tables, however very few were published and made accessible. It is planned to process the data of the 1991 census in 250 tables in 1994. Considering that the former Yugoslavia was a country with many nationalities, the said huge amount of tables contain rather few data by nationalities. The insufficiency of nationality data as well as unsatisfactory processing there of has contributed to a great extent to the disintegration of Yugoslavia. The lack of information is the source of many troubles. It results in unfounded and constant nationality

misunderstandings and fights. The data do not reveal socio-economic differences existing in respect of the different nationality groups. I am thinking of the lack of data which might have demonstrated the part of nationalities respecting production, the state machinery, employment etc. As far as the household, homes, and agricultural farms are concerned, the relevant data have not been made manifest from the point of view of the nationality in either census. Practically everything in society and economic processes had been controlled by the state and the party. Hence, the onus of the lack of statistics is felt at present, because the time has come to devine clearly the characteristics of the nationality status, including first of all the existence thereof.

The 1981 census published a single datum by locality, that of nationality status. This makes it impossible to carry out planning respecting nationality policies, if any. Any serious nationality policy should have published at least the most significant quotas by localities. For example the age groups by nationality should have been made known by localities, this being indispensable to planning schools for different mother tongues. No such data were published, in spite of the fact that several requests have been received, indicating the necessity of such data. Most data relating to nationality were published at regional or village levels.



The following data were published in publications or on microfishes relating to the 1981 census:

No. of table	Denomination	Lowest level
056	migration and time thereof	regional
069	workers abroad, by age groups	regional
075	active population, by occupation	regional
097	workers, by sex and training	regional
Gazette	families	regional
MF 021	population of constant domicile, by mother tongue	village
MF 041	workers abroad and their families	village
MF 054	nationality status and mother tongue	regional
MF 067	pupils and university students, by school level and social stratum of their supporter	regional
MF 075	active population, by occupation and sex	regional
MF 076	employed active population, by social-employment stratum	regional
MF 085	employed active population, by sex and school qualification	regional
MF 096	workers, by sex and school qualification	regional
MF 097	workers, by sex and school qualification level	regional
MF 098	workers, by constant domicile, workplace and sex	regional
MF 099	workers with constant domicile, by workplace, constant residence and by sex	regional
MF 105	female population over 15, by age and by number of living children	regional

## 6. Vital statistics

When entering births, deaths, marriages, and divorces the registration offices compulsorily indicate the nationality status. The methodology of the nationality status definition is identical on questionnaires and registration forms with that of the censuses. When entering births, the nationality of both parents is registered. Nevertheless, no statistics have been published so far which demonstrate whether the child has been born in a family with identical nationality status or in a mixed family. The processing had shown throughout many years the nationality of the father. Subsequently, births have been registered suddenly by the nationality of the mother. Of course, rather sensitive matters are at stake. Whether the processing is done by indicating the nationality of the father or the mother, or both, no further information is furnished about the nationality of the child. All combinations reflect the reality in the Voivodeship. For example:

- a Hungarian child is born from the marriage of Hungarian parents;
- a child born from the marriage of Hungarian parents will become Yugoslav citizen;
- a child with Hungarian mother and with Yugoslav father will become Yugoslav citizen or of Serbian, Croatian etc. nationality, etc.

The nationality of the child will be decided much later, in the adult age.

On the occasion of the census the parents are obliged to state the nationality of the children under 15: contrary to that

they are not required to do so at the birth. (In latter case the parents do not state the nationality of the child born, but subsequently they have to do it before the enumerator.) This is absurd! Consequently, the results of the census become out of control. It is obvious that this has been the intention.

Such difficulties do not occur in connection with deaths, marriages, or divorces, because the nationality data are unequivocal at the given occasions. On such occasions the nationality status is registered precisely.

What is the consequence of such methodological attitude in connection with the Hungarian national minority? Vital statistics have shown in recent years that the number of deaths has surpassed the number of births by 50 percent. When examining the death ratio of other nationalities in the Voivodeship (Croats, Serbs, Slovaks, Ruthenians), we may state that their death ratios are by far as high. (It is probable that the position with respect to Hungarians is not depressing as this, but the accurate data are missing.) The mortality rate is surpassing that of the births because the births are shown by the nationality of the mothers only. The family data of the census indicate that many children from mixed marriages with Hungarian fathers might subsequently profess themselves to be Hungarians (even if the mother tongue was other than Hungarian). In saying so we do not intend to disguise the consequences, arising from the bad age structure of the Hungarians: they are bad indeed. However, the accurate statistical identification of children from mixed marriages might throw light on the difficult position, and ways and means could be found to mitigate it. We are of the opinion that the intention is the contrary.

In order to throw light on the bad age structure of the Hungarian nationality, another statistical survey is needed.

## 7. Emigration statistics

Statistics have been published in Yugoslavia which throw light on declarations of alienation by citizens and on their emigration. However, such figures are not reliable, for an important aspect thereof, viz. that of the nationality, is missing. This is considered as state secret. It should be noted that the national minorities have been granted emigration permits without difficulty, and their declarations of alienation have been accepted, when the Serbs have been denied such requests. It has been almost unbelievable for them to obtain relevant permission.

In the interwar years and during post-World War II years the emigration of Hungarians to North and South America, and to West Europe, took place continuously and on a large scale. Phenomena of daily life have proved this process. The number of emigrants has grown recently, a consequence of the ethnic war; emigrants include refugees. Those who have left their home have fled to Hungary, many have sought shelter in West Europe. Recently, the number of refugees, seeking shelter in South Africa, Australia and South America, is on the increase. Yugoslavia does not publish reliable data to this effect. Please note that with respect to Croatia the emigration of political refugees is of paramount importance; the concealment of relevant data serves political purpose.

Due to the fact that emigration statistics and their nationality aspect are inaccessible and unreliable, much trouble

arises. This applies to the data of so-called guest-workers, too. If the whole family had accompanied the guest-worker (a most frequent case), the members of the family would have not figured within the data of the census. No record respecting such problems is being kept at Yugoslav Consulates. Only few truncated families have been registered in Yugoslavia. As a consequence of the methodological negligence and the rest of inadvertence the statistics relating to external migrations are defective. This is substantiated by the statistics of countries where guest-workers have been admitted; their relevant statistics are entirely different from Yugoslav figures. It is regretted that even the relevant foreign statistics are not always reliable.

Thus, it is extremely difficult to state the exact number of Hungarian guest-workers and emigrants. Both categories belong to the age group of young people. From demographic point of view they are the most productive and able-bodied age group. Since the members of this age group have gone abroad for good, or they are absent temporarily, the ratio of the births to the deaths cannot be stated precisely in the vital statistics.

I should like to emphasize that the registration of the guest-workers has been less satisfactory on the occasion of the 1991 census than before. Those who have left are our citizens, they are part of our population. Several ten thousands of Hungarian guest-workers and their families are at stake. By evading their registration is a malignant political negligence and irrecoverable demographic loss.

## 8. Deficiencies of other statistics

### a/ School statistics

The statistical service in the Voivodeship has kept records since 1957 about the nationality of primary and secondary school pupils. It may be stated that the schools and the education are such fields which possess most data concerning nationality. Nationalities can be demonstrated in several aspects, both at village and regional levels. The nationality has been studied in conjunction with the language of education. From this it has become manifest, for example, that 20 percent of Hungarian primary school pupils go to the branch where the education language is Serb-Croat; the ratio has changed by villages. The pupils of the nationalities were shown by class and age. This datum has been of demographic significance, for the differences between the school-age contingent (as shown in the course of the census) and schooling registrations in primary schools has demonstrated that the children have left the country along with their parents. The nationality structure has been demonstrated by the following factors: in secondary schools the occupation chosen, the language of education etc. Data have been collected regularly relating to the mother-language education (or Serb-Croat language education); to the number of pupils who have learned the language of the environment (e.g. the number of Serb, Croat etc. pupils, who have learned Hungarian). Recently, as from the 1991/92 school year, the Serb Statistical Institute has cancelled from the questionnaires the compulsory registration of the nationality structure of the pupils. It has forbidden to collect data to this effect in the statistical researches, including school statistics, in the Voivodeship. Immense damage has been caused thereby, for it has become impossible to face the

problems of the nationalities. The nationality politics have become devoid of any basis to rely on.

It is probable that the compulsory registration of nationality data connected with university enrolment, graduations, awards of degrees will be cancelled, too. The registration of the staff at primary, secondary schools, colleges, universities has been effected at ten year-intervals. It is probable that nationality data will be omitted from the questionnaire. Compulsory data collections relating to nurseries, kindergartens, day-time homes, exclude nationality data. The very same may happen in the fields of science. Valuable information has been obtained at five-year intervals regarding the nationality status of scholars. In all probability this will be discontinued.

The nationality status data have been accessible mainly for state and administrative organs and leading personalities of the communist party and the regional socialist bodies. Those possessing permits have been enabled to make use of the facilities, too. However, in most cases the existence of such facilities has not been known at all. Scholars and experts have been surprised on many occasions that some information is at disposal.

b/ Statistics relating to culture

Valuable information is being collected in the field of culture as well, however the demographic significance is nil. The publishing activity is registered by nationality languages (newspapers, periodicals, books). The number of theatres, non-professional groups, cultural homes, worker and people

universities is registered, by nationality language. Their activities are not being processed separately. The book-stocks of people's libraries are presented by nationality language as well, but the practice has been discontinued with respect to the school libraries.

The most striking negligence of the Yugoslav statistical data registration is the inaccuracy of the directories of nationality schools. If we asked, for example, for the directories of primary and secondary schools with Hungarian education language, the Serb Statistical office would be incapable of furnishing the data required. Old directories are not kept: so we are unable to find out the schools with Hungarian education language in former periods, neither can we find out the date of their discontinuance. Many primary and secondary schools with Hungarian education language were closed down; it would be necessary to know the date of their existence, relevant data are of cultural history significance. Owing to the fact that the Statistical Institute has not stored the directories, it might be possible to get hold of them on the spot only, or have them reconstructed.

#### **9. Labour statistics**

In general, the number of employed in the socialist sector has been collected at five-year intervals, i.e. at the midpoint of two censuses. This occasion has been called little census. Data collection has been made on the basis of the data, documents, and personal records, kept at the personnel departments of the enterprises. These documents contain the nationality status as well. Accurate registration has been carried out mainly in respect of employees with university, college, or secondary



school qualifications. The nationality status has been personally stated and recorded. On the occasion of the census the nationality data had to be checked, and to enter the changes if any. If the employee demanded to change the nationality status, this took place on the basis of personal statement. These statistics would be of demographic significance if the nationality aspects were processed, too. However, in 1975 and 1985 only one nationality aspect was published at village or regional level, respectively, despite the fact that the processing covered several thousand pages. The school qualifications of the employees were published by nationality status.

The Labour Exchange Institute is having the right to data collection, too. For internal use the Institute has prepared an elaboration which contains the nationality structure of the unemployed.

The nationality status of workers employed in the private sector is entirely unknown because the questionnaires and data collections do not contain relevant data. It follows that it is difficult to check the size of the active population and the able-bodied contingent as shown by census figures.

#### **10. Abuse of the personal figure**

Law provides for the personal figure and its content. In Yugoslavia the personal figure does not contain the nationality status. Ever since the ethnic civil war broke out the data pertaining to the nationality status were being collected in the crisis areas (around the battle-field). The obvious arbitrariness has got ethnic purpose, in that further intimidation, harassment,

deportation, exchange of population etc. may follow, based on the data collected. This series of measures have been in process for two years, and have considerably changed the ethnic structure in regions of the Voivodeship (first of all in the region of the Szerémség).

**11. The components of the population decrease of the  
Hungarians in the Voivodeship  
(Methodology survey)**

There was no rupture in respect of the identity consciousness of the Hungarians until the period 1961 to 1971. Although I do not possess data for 1971 (for they were annihilated), I am in a position to state, on the basis of the 1961 Yugoslav census, that out of 504369 inhabitants of Hungarian nationality 493946 professed to indicate Hungarian as their mother tongue (there was but a 2 percent difference). Besides, 7465 persons of other nationalities (mainly Croast, Serb, and - here and there - Yugoslav still unclassified) also professed themselves to have Hungarian mother tongue, despite the fact that by then mixed marriages were numerous. Yet, mother tongue and nationality status were not detached from each other to a significant extent. Radical change took place thereafter. Largescale propaganda has been launched in the period to come, mainly in respect of the Hungarians living in mixed marriages, to have them changed their nationality or that of their children. Identity consciousness has been entirely ruined. Accordingly, it is unnatural in families living in mixed marriages having a child with nationality identical with that of the father or mother or identifying himself (herself) with either parent; natural is the child of Yugoslav nationality. A staggering manipulation has been

launched with a view to creating the Yugoslav consciousness, being supranational. In fact, a forced, drastic assimilation is being carried out. The nationality policy of the Yugoslav Communist Party is having this single task in its nationality policy to find out ideological methods, to explain them to the masses, and to have them accepted. Behind the said task GreatSerb endeavours are hidden. As soon as this has become manifest throughout the country, an ethnic civil war's atmosphere has developed. Tito had surrendered the nationalities to the GreatSerb endeavours in order to save the understanding of the Yugoslav peoples and to mitigate the Great-Serb appetite. His endeavours failed. The Serb claims and aspirations, domination and hegemony, have always been hidden behind the Yugoslav aims, in order to become attractive and acceptable. At present, under civil war circumstances, everything is claimed to take place in the alleged Yugoslav interest. However, everybody knows that something else is at stake.

The forced assimilation has brought about a peculiar form of the resistance on the part of the Hungarians: the Diaspore, the external migration, guest-work abroad. Also the desire to avoid social misery has a part in these processes. Several Serb social strata have enjoyed privileges acquired in the last war. The Hungarians have been deprived of those privileges. If they wanted to have a standard of living like the Serbs enjoyed, they would force the assimilation themselves, or alternatively they would undertake work abroad. Consequently, as from 1964 the Hungarians have started to emigrate to Western countries from the Voivodeship on an unprecedented scale.

Let us examine briefly the components of the Hungarian population in the Voivodship by censuses:

	1948	1953	1961	1971	1981	1991
						preliminary
absolute						
figure	428 750	435 217	442 561	423 866	385 356	340 960
as a percentage						
of total						
population	26.13	25.61	23.86	21.71	18.94	16.94

Out of the data of the 1991 census only the nationality figures have been published so far. From the point of view of methodology we arrive at more precise result if we placed the data of the 1981 data in the centre of our examinations. What does the figure of 385356 Hungarians mean? It indicates, in fact, the permanent Hungarian population of the Voivodship. They had a permanent domicile in any village or town of the Voivodship on March 31, 1981, at 24 hours, whether the person in question was at home or not (just left, learned or worked in another locality, was treated medically, did military service, was in prison etc.). The permanent Hungarian population included the Hungarian workers temporarily abroad as well as their families. This is important to stress. The permanent domicile of the Hungarian inhabitant was decisive, he (she) was part of the permanent population in the locality concerned, even during the period of guest-work. (Guest-workers have been considered the Yugoslav citizens who have worked abroad in the service of foreign employer.)

The 1981 census stated that the number of Hungarian guest-workers and their families was 13000 persons. According to my surveys their number far surpassed the figure of the census; the result of my examinations has been published in one of my studies.

Is it correct to consider the guest-workers and their family members abroad as part of the permanent population? Of course, it is correct methodologically, even if we know that they return slowly and not easily. (Between 1971 and 1981 only 4713 persons returned from abroad.) Despite the fact that they left the country temporarily only, they remain abroad for good. In this respect no change may be expected. Ultimately these processes are irreversible. The second generation may partly enjoy some education in the mother tongue, but they go to school with foreign education language. The guest-workers are still citizens of their home land, they are attached to the Hungarians at home. Several experiences corroborate this.

At the same time we see that out of the 385 356 Hungarian inhabitants only 350403 were of Hungarian mother tongue, and 33625 were of Serb Croat mother tongue. Of course, that did not mean that they did not speak Hungarian. On the occasion of the census the enumerator put the question as to which language was used in the family, and out of the answers only the first was coded. This fact may disguise a partial attachment to the Hungarian ethnic group or at least to the culture thereof. The relevant figure may attain even 10000.

In view of the fact that 369965 had themselves registered as of Hungarian mother-tongue, it followed that 12272 professed themselves to be Yugoslav. The Yugoslav nationality is a result

of the great manipulation of our age. State and party documents have emphasized that the Yugoslav nationality is to be urged, in order to have a smooth transition to assimilation, integration (in fact, into the Serb society). The is said to be more attractive than the direct way. In other words, the assimilation to the Serb society should take place via the integration into the Yugoslav society, for it seems more attractive (in fact, it is) for the nationalities. (The Serb culture is rather patriarchal-centric, of orthodox and Pravoslav character.) There are several differences between the minority and the Serb culture.

When taking into account the factors, and their interdependence, which are influencing in positive or negative direction the number of Hungarians in the Voivodeship, we may state that the figure of 350403 cannot be considered as a basis, this being the point of intersection in respect of the Hungarian status on the one hand, and that of the Hungarian mother-tongue, on the other. The Hungarians were exposed to several assimilation factors. Consequently, everybody has to be taken into account who is attached either to the Hungarian national status or to the Hungarian culture, and insists in any way thereon. In this context we may state that the number of Hungarians of the Voivodeship (or of those who are but partly Hungarians due to their attachment to the Hungarian culture) should be put at 380-390 thousand persons. This population indicator decreased by 1991 to 349960: including the above factors. Further strengthening were: the external migration, the assimilation, and the depopulation vital statistics with negative sign (decreasing birth number, increasing death ratio etc.)

In the Hungarian society the vital statistics (first of all the number of births) influence the rest of the demographic processes (first of all the migration). At the same time in the Voivodeship the process is the reverse: first of all the emigration and the assimilation process are determining the vital statistics. The number of births in the Voivodeship is less than in Hungary, or about the same, not because the Hungarians in the Voivodeship do not want children but the reason is the following: a great part of the age group in question left the country between 1964 and 1991 or emigrated for good, and the Yugoslav statistics were unable to demonstrate those facts, or they did not intend to do so. It is known that ever since the outbreak of the ethnic civil war, further 20 to 25 thousand Hungarians took shelter abroad. The majority are young people in military age, and belong to the age group of young parents, too. It remains to be seen whether temporary shelter is involved or emigration. The Hungarians in the Voivodeship are exposed to ordeals, their present and future are endangered and uncertain.

**12. Relationship between the settlement structure and  
the decrease of population of the minorities  
(some recommendations)**

The frontiers between Hungary and Yugoslavia had been definitely drawn in 1922. In the course of the past 70 years the ethnic settlement structure of the Voivodeship has undergone complete changes. 500000 Serbs from the mountains had been settled into the Voivodeship, while 500000 Germans had been banished for good. It had been planned to deport the Hungarians from the Voivodeship as well, but the appropriate historical moment had been missed. At present, out of the 45 villages of the Voivodeship the Hungarians are in absolute majority in seven: six

in Bácska and one in Bánát. In Szabadka 43 percent of the Hungarians are in relative majority. In the six Bácska villages where the Hungarians are in absolute majority, they constitute 37 percent of the population. (In this region 30 percent of the population are other than Serb. The number is as follows: 33000 are Serb, 5000 are from Crna Gora, 9000 Yugoslav; many of them have Hungarian mother tongue.) 20 percent of the Hungarians live in the Szabadka region. 56 percent of the Hungarians live in the six Bácska villages (in absolute majority) and in Szabadka (in relative majority). 42 percent of the population are not Hungarians in that region: 55000 Serbs, 35000 Croats etc.

Out of the 463 Voivodeship localities the Hungarians are in majority in 81, even at present. 212000 Hungarians are living here (55 percent of the population). Out of the 81 localities 47 are in villages where the Hungarians are in absolute or relative majority. In the rest (34 localities) 55000 Hungarians are living (two are in Szerémség, 24 in Bánát, 8 in Bácska). Out of the 81 localities with Hungarian majority 63 are having Hungarian inhabitants under 3000. There are only five localities with more than ten thousand Hungarians.

The neighbouring countries are employing more or less identical methods in respect of the Hungarian minority. These methods are having the purpose to disrupt the uniform Hungarian ethnic region, if any; to speed up external and internal migrations of the Hungarian minority; to bring about the Diaspore (the ethnic isolation and the dismemberment of the unity). It is well know that as soon as the Diaspore begins the vital population movement that had begun is very difficult to stop. The ruling nation is easily directing this process, and there is no defence in this respect. Then, even the ostensibly



stimulating population measures are of no avail. The counter-effect of other political and demographic processes are of such strength that the half-measures are of no avail, and no improvement will follow. In fact, this is a purpose of the ruling nation. The fact that the purposes in question cannot be attained directly, but only indirectly, is explained by the will of demographic policies to appear acceptable on international fora.

As mentioned, the methods employed in respect of the Hungarian minority by the ruling ethnicum are characteristic in all countries with Hungarian minorities. The phenomenon of these methods can be easily ascertained by stating the ratio of the ruling ethnicum in the various villages; the changes in these ratios can be readily seen by comparing census data.

This is not sufficient if the mother-country is making efforts to defend its minorities by means of appropriate measures. In fact the Hungarian minorities are the border-castles of Hungary. The security of Hungary is inseparable from the existence and survival of her minorities. Therefore, the survival of minorities is to be assisted by all available methods, in spite of the fact that at present the possibilities are limited. If the Hungarian economy became stronger than those in the countries with Hungarian minorities, if the frontiers in Europe became spiritualized, several ethnic processes might move in the opposite direction without the use of force, or they might reach equilibrium. Hungary may become attractive to her minorities as well as to the masses that had become assimilated partly. The countries with minorities fear this process to the utmost, and hence they want to complete all demographic and ethnic processes. In fact, the right to assimilation is at stake

in former Yugoslavia at present, in an ethnic and demographic sense; the authorities concerned want to complete certain unfinished assimilation processes. Hence, the knowledge respecting the Hungarian minorities should be enhanced. It is necessary to set up a data bank covering all Hungarian minorities, and to work out a comparative analysis. By this means we have to arrive at certain conclusions of general validity, so that the future assimilation of the Hungarian minorities should be understood, as well as the pace thereof. Thus, means could be hammered out for the purpose of minority defence policies.

It is of utmost urgency to set up a central data bank covering the following data of all Hungarian minorities:

/a/ all data relating to the localities with Hungarian inhabitants, as reflected by the census, from the beginning of the minority period to the present; the data covering past to the present, including localities where there are no longer Hungarians;

/b/ All data relating to the total population of localities having Hungarians and to the Hungarian population;

For the purpose of computer processing, it is necessary to have data:

/a/ relating to the total population of the localities (Hungarians and non-Hungarians), grouped by size. Several classifications can be made;

/b/ by dynamic changes, within the different data classifications.

It is necessary to acquire more precise knowledge about the dynamics of the assimilation; first of all about the limits showing the acceleration of the assimilation where it becomes irreversible, with the minority disappearing soon.

It is necessary to revise certain assumptions (by confirming or rejecting them). The view is held, namely, that the minority disappears after it had decreased to 4-5 percent. We do not know, however, the pace of the process in localities with different population numbers. According to certain views the assimilation of minorities takes place faster in great cities (the great city acts as a crucible), while others hold the contrary view. Whatever assumption is accurate, evidence is to be provided. It may also be possible that the assimilation is taking place at identical pace in villages and in towns.

All dilemmas are of significance politically as well as from the point of view of cultural history. The trend of minority defence policies is to be in line with scientific conclusions. I hold this stand necessary because in the absence thereof no precise, unequivocal, and reliable conclusions can be drawn. Immense factors are interdependent. If we had at our disposal for example, the number of the total population as well as of the Hungarian population, by primary, secondary, and university schooling qualification and by localities; furthermore if data were available for the proportion of the Hungarian population in the active or in the agricultural population, and for the daily migrations of the Hungarian population; for the indicators relating to the standard of living (homes, durable consumer goods etc.) - even then our forecasts could have been made, at most, more precise. Nevertheless our conclusions could not have been infallible even in such cases.

When discussing the extent of assimilation, the following considerations may be said to be of equal significance: the attractiveness of the daily and long-term policies: the convergence of moral value systems, the cultural types, and the extent thereof etc. It is certain that we would be able to arrive at some new conclusions, if we carried out the researches suggested above.

Gyula Popély

**CHANGES IN THE NUMBER, COMPOSITION  
AND SETTLEMENT-STRUCTURE OF THE HUNGARIANS  
IN SLOVAKIA**

To be fruitful and multiply is the natural desire and effort of every people, nation, nation-fraction or ethnic group with a healthy life-instinct. And the eternal laws of nature make it uniformly possible for every national, people's or ethnic community. Nevertheless, our experiences show that there are nations and nation-parts whose growing in size is taking place at more dynamic or, respectively, at more moderate paces and there are such whose size is decreasing and there are known even such who have entered the irreversible condition of dying out, of being completely absorbed. Consequently, the so-called national death, i.e. the "dying out" of certain peoples and ethnic groups or of parts of them, or their assimilation into an other people or into other peoples, is not only the brain-child of poets but a really existing process which has been going on from the beginning of times and will go on, in all probability, until the end of times. Peoples are rising and withering away, while humanity is eternal, but in constant changes and transformations. At the same time, the everyday life of human society is also an eternal and unchangeable battle of peoples, languages and cultures.

Naturally, here not the drastically performed genocides, the brutal extermination of peoples are meant, but forms of fighting, which are much more peaceful and slower but, as a consequence of their continuousness, also effective.

Everyone who is but slightly versed in our literature, knows that we, Hungarians, have several writers and poets who were preoccupied by the vision of national death. Let's invoke only Kölcsey's moving words: "And there will stand up an other homeland on the sides of the four rivers. An other national appeal and a people with other feelings." or let's invoke Vörösmarty's vision of the symbolic grave "where a nation sinks down", but Tóth Árpád's laments at Aquincum are equally heartbreaking: "... One must cry! Look, many a stone of Aquincum are also our grave-stones!"

It is true that we, Hungarians, do not belong to the happier peoples of history. In this rather draughty Carpathian basin, battered by winds and armies, during the thousand years of our existence and statehood, we were almost

always participants of fightings which threatened us with complete annihilation. We had already our Mohács, our Világos, our Trianon, we had even more of them than necessary, but our maltreated nation - wonder of wonders! - have always tried to stand up, even if it could never succeed in this effort. In the meantime, Europe, in most cases, was watching our life-and-death struggle with cynical unconcern, and this lack of sympathy is painful to every decent and thinking Hungarian until the present day.

Now here, we intend to exchange our opinions about, and, with joint will and effort, to examine what, if any, are our chances of survival, i.e. the chances of survival of that part of the single and indivisible Hungarian nation which got into Czechoslovakia. What conclusions can be drawn for the future on the basis of the knowledge of our past, of our demographic development from 1910 to this day? In plain words: what can we expect on the basis of the experiences of our minority existence since 1918-1919?

Let us refresh our memories with some well-known statistical data. At the time of the so-called turn of the state, empire-change, according to the data of the 1910 census there were 2 926.824 persons living in the present area of Slovakia. The composition of the population by mother tongue was the following: Slovak - 1 686.712 (57,63 %), Hungarian - 896.271 (30,62 %), German - 196.958 (6,73 %), Ruthenian - 97.051 (3,32 %), Polish - 10.659 (0,36 %), Serbian and Croatian - 2.842 (0,10 %), Romanian - 1.908 (0,06 %), other 26.867 (0,92 %).

The Hungarian language area in Slovakia was stretching everywhere, like a ribbon, alongside the Czechoslovak-Hungarian border, forming a stripe becoming, alternately, thicker and thinner and, in places, completely thin. This shape of the situation of Hungarian ethnic group was disadvantageous, since the Western and Eastern ends were extremely far from each other, in distance of several hundred kilometers but, in an other aspect, the fact that this stripe was everywhere the direct, unbroken continuation of the Hungarian ethnic group of Trianon's Hungary had a positive impact. The ethnic bloc of Hungarians in the Highland was relatively homogeneous and it preserved this character during the twenty years of the existence of the Czechoslovak Republic between the two world wars, and in some places, it preserves it even today.

As we have seen, 81 years ago there were 896.271 persons living in the present area of Slovakia, whose mother tongue was Hungarian and who constituted 30,62 % of the total population of this region. However, the decades since then have brought enormous changes in the formerly Northern Hungarian

areas of the Highland. This has been testified by all censuses held since the empire-change of 1918-1919 and has been recently proven by the results of the last official census of March 1991. Namely, according to the census held with a census moment on March 3, 1991, the total population of Slovakia was 5 268.935 persons. The composition of the population covered by the census by nationality group was the following: Slovak - 4 511.677 (85,63 %), Hungarian - 566.741 (10,76 %), Roma - 80.627 (1,53 %), Czech - 53.422 (1,01 %), Ruthenian - 16.937 (0,32 %), Ukrainian - 13.847 (0,26 %), German - 5.629 (0,11 %), Moravian - 3.888 (0,07 %), Polish - 2.969 (0,06 %), Silesian - 1.198 (0,02 %).

Naturally, one must be aware of the somewhat misleading character of this comparison of two different statistical categories. i.e., of the category of "mother tongue" and of that of "nationality group" used, respectively, in the 1910 and in the 1991 censuses.

(Let it be noted in brackets that in censuses performed in old Hungary, nationality group belonging was not even asked from the persons surveyed and the enumerators were always interested only in the surveyed's mother tongue. Namely, Hungarian specialists were of the opinion that nationality group statistics and presentations reflect the real situations much more accurately if, in the censuses, instead of the nationality group belonging, it is the mother tongue of those surveyed which is directly registered by the enumerators.) Since in the last Czechoslovak census the nationality group belonging and the mother tongue of those counted were handled as separate figures, it is only with the present mother-tongue situation with which the above mentioned mother-tongue situation of 1910 could be realistically compared. However, much to our regret, up to the present moment, the respective data of the most recent population census have not been published. Until their publication we can only hope that the mother tongue-related statistics will be more favourable for us than the already published composition by nationality groups. Surely, these hopes are supported by historical experiences obtained in this field. Namely, censuses in which the nationality group belongings and the declarations with regard to the mother tongue of the surveyed were handled separately, were performed already also in the past. Such censuses were, for example, the census of 1941 in Hungary and also the census of 1970 in Czechoslovakia. In them, it always turned out that, from the point of view of the nationality groups, the survey of the mother tongues is more favourable than the direct declaration of nationality group belongings. For example, in the above mentioned census of 1970 in Czechoslovakia - in Bohemia and in Slovakia together - 570.478 persons declared themselves to belong to the Hungarian nationality group, while the

number of those who declared that their mother tongue was Hungarian was 621.588 persons, i.e. by exactly 51.110 more. Consequently, it cannot be excluded at all, and can be even justifiably presumed that, also according to the results of the census performed last year in Czechoslovakia, the number of those who declared that their mother tongue is Hungarian will be by even 70-80 thousand superior to the number of those who belong to the Hungarian nationality group.

Let me present now, with the help of a statistical series, the evolution of the number of the Hungarians in Slovakia and of their percentage within the total population since 1910 to our days. In 1910 - 896.271 (30,62 %), in 1919 - 689.656 (23,59 %), in 1921 - 634.827 (21,48 %), in 1930 - 571.988 (17,58 %), in 1941 - 761.434 (21,50 %), in 1950 - 354.532 (10,3 %), in 1961 - 518.782 (12,4 %), in 1970 - 552.006 (12,2 %), in 1980 - 559.801 (11,2 %), in 1991 - 566.741 (10,76 %).

This series is rather depressing and saddening in its simplicity and nudity. Namely, if the demographic evolution of the ethnic groups in Slovakia - in our case, of the Slovaks and of the Hungarians - would have progressed proportionately also after the empire-change of 1918-1919 and if, as a consequence, the Slovaks and the Hungarians would, also now, constitute 57,63 and, respectively, 30,62 % of the total population, within the population of Slovakia, today 5 268.935 persons, those whose mother tongue is Slovak or Hungarian would number be 3 036.487 and 1 613.348, respectively.

Naturally, in itself, this would be a rather speculative approach to the demographic evolution of the Hungarians in the Highland over the past seven-eight decades, since the historian does not weigh what would be now, if certain things had happened differently. We have to face the actual situation and try to discover and analyze, in as many details and as many-sidedly as possible, the various phases and relationships of our past, i.e., those circumstances which have led to the emergence of the present situation and of today's evil conditions.

The question before us formulates itself almost spontaneously: is the cause of the decrease in our people, in our part of the nation or, respectively, is this "eclipse of the people" logical at all? This is what we all are curious to know, since it is not the same what we are for ourselves: an agonizing fraction of a nation, liable to obliteration or a part of a nation with a healthy self-consciousness, hopeful in spite of its decrease. Consequently, the question can be put also in the form: whether our decrease in number is the result of a



natural, normal process, and whether it is we who ought to be ashamed before ourselves and the world?

To this question, I stress, there may be only one answer which is unequivocal: "it is not us who are responsible." Proof to this is our whole minority fate from the autumn of 1918 to these very days. We can, and do, bear evidence to a whole series of forcible anti-Hungarian cleansing campaigns both in the decades between the two world wars and in the period after 1945. This process began immediately after the turn of 1918-1919 when the just established Czechoslovak state power evicted more than one hundred thousand Hungarians from their homes. For example, according to the data of the National Refugee Board of Hungary, only between November 1918 and December 1920, 101.782 Hungarians of the Highland escaped from Czechoslovakia to the territory of remaining Hungary.

Also the conducting of the Czechoslovak censuses between the two world wars - both in 1921 and in 1930 - left much to be desired. For the Hungarian population of the Highland, which had become a national minority, was in itself disadvantageous that the officials asked not the mother tongue of the surveyed but their nationality group belonging while the census law authorized the enumerators to modify - in so-called "justified cases" - the declarations of the surveyed relating to their nationality group belonging. It is needless to say that under such circumstances, abuses to the detriment of the Hungarians took place by the thousands. The number and percentage of the Hungarians were further strongly reduced also by the introduction of the category of the Jewish nationality group. Namely, in the 1910 census, the bulk of the Jews of the Highland declared - in conformity with the actual situation - to be of Hungarian mother tongue. Since the Czechoslovak enumerators made it difficult, and in places explicitly impossible, for those of the Israelite religion to declare themselves to belong to the Hungarian nationality group, the total population of the Hungarians in the Highland could be reduced, statistically, by an approximately additional one hundred thousand people. It was not a statistical but already a real bloodletting in the anti-Hungarian cleansing that the authorities devised shrewd ways in order to refuse to grant Czechoslovak citizenship to tens of thousands of Hungarians in the Highland. These tens of thousands with unsettled citizenship were simply assigned by the official statistics to the category of "foreigners".

The results of the 1921 census, but even more those of the 1930 census, testified that the Hungarian fragment of the Slovak and Ruthenian ethnic groups, the Hungarian middle classes of urban areas with mixed populations as

well as those living in areas populated by various ethnic groups and on the borders of languages got attracted by the spontaneous assimilation having appeared as a natural process. The loss of ground of the Hungarian element was especially conspicuous in the areas with mixed populations in the vicinity of Nyitra (Nitra) between Verebély (Vráble) and Léva (Levice), in Abauj and under Töketerebes (Trebisou). As a result of the areas with mixed populations becoming Slovak, the Hungarian ethnic stripe, a continuous entity until then, broke up even in two places: in the county of Nógrád under Nagykürtös (Velky Krtfš) as well as in Abauj, south-east to Kassa (Kosice).

However, besides the almost unavoidable assimilation in culture and consciousness, a certain expected assimilation got the upperhand in all fields of life. Enormous numbers of people fell victims to the nationalistic, anti-Hungarian school policy conducted in the villages and towns with mixed populations, but in many times also in those where the population was hundred % Hungarian. Under such circumstances, the overwhelming majority of the mixed population of already double affinities and completely bilingual, "changed over" even under a slight pressure "from above" and assimilated easily into the state nation. Though these people continued to use equally both the Slovak and the Hungarian languages, they let their children attend Slovak schools and in the census already declared themselves and their families to be Slovak.

The loss of national characteristics and the assimilation affected especially the strata of the minority Hungarian society directly dependent on the existing state power. Thousands fell victims to the attractions of career and social advancement possibilities, of the hope to achieve higher living standards and the prospect of a more peaceful life. There were many who, in their desire to be rich or to have more certain and less needy existence, became opportunists and were swept over and assimilated into the majority state-establishing "Czechoslovak" nation.

Within the negative growth in the size of the Hungarian population of Slovakia, especially saddening was the modification in the composition by nationality groups of the populations of urban areas, which were regarded as old Hungarian cultural centers. Naturally, this phenomenon has also its - at least partial - explanation. It is common knowledge that in the urban areas there was always and there is even now a significant agile stratum of the population which - because of its situation, social position and occupation - is not place-bound. In most cases, this stratum is increasingly exposed to the changes and transformations in the power structure and, naturally, to the radical and

complete empire-change. As usual, after such changes this stratum begins to be gradually replaced or, respectively, those of it who remain in place adapt themselves to the new power - a process very often resulting also in transformations with regard to language and consciousness. Consequently, after every empire-change, the nationality-group composition of the population of urban areas changes more quickly and to a greater extent than that of rural areas.

It is not by chance that the size and percentage of the Hungarian population appallingly fell in the two cities of Slovakia invested with municipal authority: in Bratislava (Pozsony) and in Kosice (Kassa). According to the 1910, 1921 and 1931 population censuses, the percentage of the Hungarian population in these cities evolved in the following manner: Bratislava (Pozsony) - 40,53, 23,66 and 16,16 %, respectively; Kosice (Kassa) - 75,43, 22,12 and 17,99 %. At the same time it means also that, as a consequence of the data of the 1930 population census, the Hungarian population in both Bratislava (Pozsony) and Kosice (Kassa) lost its former language rights, since its percentage dropped under 20 % in both cities.

Lajos Jócsik, one of the outstanding specialists of the problem was right in his remark with regard to the censuses of 1921 and 1930 in Czechoslovakia saying that their organizers and performers had been so zealous in their work to "Czechoslovakize" that "there is no sociologist or argument of the social sciences capable of explaining the great dissimilation shown by the data."

From the above it is evident that our rows were consciously thinned already in the years between the two wars. However after World War II. the creation of a pure Slav state without Hungarians and Germans in Czechoslovakia was made an explicit national and government aim. The Hungarian minority in Slovakia - to use Zoltán Fábry's words - was "put in the dock". From the spring of 1945 on, a whole series of discriminative anti-Hungarian measures were taken. The Hungarians were deprived of citizen's and human rights, their property was confiscated and, in places, they were dragged into concentration camps.

The Czechoslovak government, after the war, wanted to settle the Hungarian question - similarly to the German question - by the deportation and the eviction of the population. As a first step, those 31.780 persons were expelled from the country whose migration into the territories - which had been reannexed to Hungary and after the war had changed hands again - took place

after November 1938. This ought to have been followed by the eviction of the indigenous Hungarian population from its native land.

However, against the request of the Czechoslovak government, the Three-power Conference held between July 17, and August 2, 1945, did not sanction the one-sided deportation of the Hungarians of Czechoslovakia. Nevertheless, this decision of the Potsdam Conference only poured oil on the fire of anti-Hungarianism. The Czechoslovak government continued its efforts to make the country completely Hungarian-free and wanted to achieve this aim partly by the exchange of populations, partly by one-sided deportation, partly by deportations to Bohemia and partly by the "re-slovakization" of the Hungarian population.

These anti-Hungarian cleansing measures became almost fatal for the Hungarian population in Slovakia. Within the framework of the Hungarian-Czechoslovak exchange of populations some 70.000 Hungarians were deported from Slovakia, while an additional 6.000 persons - mainly intellectuals - simply fled "voluntarily" from the persecutions. Some 50.000 Hungarians were deported to the Bohemian parts of the country, mainly from the district of Galanta (Galánta), Sturovo (Párkány), Levice (Léva), Nové Zámky (Ďersekújvár) and Zseléz (Zelovce). However, morally most dangerous for the Hungarians in Slovakia was the so-called campaign of re-slovakization.

The whole action was based on the untruthful presumption that the Hungarians of Slovakia were essentially Magyarized Slovaks to whom, however, a possibility to return into their so-called "original" nationality group was offered. One of the chief ideologists of this shameful initiative defined the action by the following words: "The notion of re-slovakization means the effort of the Slovak nation to regain everything what was ours originally, but what we have lost in times rather adverse for our small nation. "According to the ideologist cited, the campaign of re-slovakization begins an action in the framework of which everybody is given the opportunity "to declare voluntarily whether he wants to become Slovak with all the consequences involved, or to share the fate of people without citizenship."

The main part of the Hungarians in Slovakia, many times humiliated in their nationality and human condition and ruined materially, satisfied the expectations of the re-slovakization. Since help could be hoped for from nowhere and only further persecution and humiliation could be expected, 410.820 persons submitted applications for re-slovakization to the authorities. About half of the persons involved were actually declared to be "Slovak" by the

end of 1947 and the decisions to that effect were communicated to those involved in written form.

The incessant anti-Hungarian atrocities of the authorities, followed by the deportations, the exchange of populations and the re-slovakization, on the one hand, and by the organized mass-scale dilution of the Hungarian ethnic group by Slovak settlers, on the other resulted, in places, in completely disarranging the Hungarian settlement-structure and, consequently, in transforming almost all regions of the formerly closed Hungarian ethnic group into areas with mixed populations.

It was after these antecedents that on March 1, 1950 the first census after the war was carried out in Czechoslovakia. This census had to map, in an authentic manner, the huge demographic changes which had taken place during the war and the years following it, as well as the new nationality-group structure of the state.

The results of the 1950 population census revealed the unprecedented sudden advance of the Czech and Slovak elements which, together, constituted 94,2 % of the country's population. The population of Slovakia also became rather homogeneous: here the Slovak population made out 86,6 % of the total population, i.e., the non-Slovak element was present only by 13,4 %.

As a result of the to-and-from resettlements, the exchange of populations after the war, of the effective frightening, and holding in existential uncertainty, of the remaining German and Hungarian populations, Czechoslovakia proudly declared itself to be the genuine national state of the Czechs and the Slovaks.

In Czechoslovakia, in the above-mentioned 1950 census, 367.735 persons declared themselves to be of the Hungarian nationality group, of which 354.532 lived in Slovakia and 13.201 in the Czech parts of the country. Namely, 10,3 % of the population of Slovakia declared themselves officially to be Hungarians. However, it is evident that the figures of the population census with regard to national minority groups were influenced by the instinctive fears of the Hungarians in Czechoslovakia, by the memory of many years of persecutions, by the incessant humiliations and, last but not least, by the re-slovakization of considerable part of the Hungarian population.

The next census in Czechoslovakia took place eleven years later, on March 1, 1961. For the Hungarian national minority group this 11-year period was the decade of a "great leap forward." Namely, in the republic during the

eleven years between March 1, 1950 and March 1, 1961, the increases in the Czech, Slovak and Hungarian populations were, respectively, 8,2, 18,4 and 45,2 (!) %. However, with regard to the Hungarian national minority group the figure is actually formal and the increase is only apparent. The whole thing is nothing more than that, in 1961, there were already more people from among the Hungarians who had the courage to declare their original, actual national minority group belonging than in 1950. However, the fact remains that, by this, the proportion of the Hungarians in Slovakia increased from 10,3 to 12,4 %. (Only to remember: the proportions of the Hungarian population in Slovakia in 1930, 1921, 1919 and 1910 were, respectively, 17,58, 21,48, 23,59 and 30,62 %.) In 1961, of the 533.934 Hungarian inhabitants of Czechoslovakia, 518.782 lived in Slovakia and 15.152 in the Czech parts of the country.

Though the terrifying vision that the Hungarian population would be rapidly absorbed, began to be less frightening, efforts at assimilation persisted also in these years and were present, in concealed forms, in all fields of life. Though the spectacular and quick disappearance of the Hungarian population was no more regarded as a conceivable aim, the desire to absorb slowly and continuously was lurking in almost all political, economic and cultural measures taken by the authorities.

The next census in Czechoslovakia took place after almost ten years, on December 1, 1970. During the period of almost one decade between March 1960 and December 1970, the republic's Czech national group increased by only 2,7 % while the Slovak population grew by 9,5 %. Of the 570.478 Hungarians, 552.006 lived in Slovakia and 18.472 in the Czech parts of the country. Though during the period under review the absolute size of the Hungarian population increased, its proportion decreased nevertheless from 12,4 to 12,2 %.

However, the 1970 Czechoslovak census had an extraordinary feature: on the enumeration sheets - similarly to the practice of the 1941 population census in Hungary - national minority-group belonging and the mother tongue of the surveyed were registered in separate rubrics. The summing up of the data proved once again that, from the point of view of a national minority group, surveying the mother tongue results in a more favourable picture about the size of the respective national minority group than the direct declaration of the national minority-group belonging. While in the whole area of the republic 570.478 persons declared themselves to belong to the Hungarian national minority group, those who declared that their mother tongue was Hungarian numbered already 621.588 persons, i.e., by 51.110 more; of them 600.249 in

Slovakia and 21.339 in the Czech parts of the country. Adopting the composition by mother tongue as a basis, in 1970, 13,3 % of the population of Slovakia were Hungarians.

The next ordinary census in Czechoslovakia was conducted on November 1, 1980. The decade between 1970 and 1980 witnessed considerable stagnation in the size of the Hungarian population. The Hungarian national minority group having numbered 570.478 persons according to the 1970 population census, increased, by 1980, only by 9.138 persons and consequently, its proportion continued to decline both in Slovakia and in the country as a whole. Of the 579.617 Hungarians of Czechoslovakia, 559.801 lived in Slovakia and 19.816 in the Czech parts of the country. The proportion of the Hungarians in Slovakia dropped from 12,2 % in 1970 to 11,2 % in 1980. However, in spite of these negative phenomena, according to the 1980 population census, there were still 399 localities in Slovakia with a Hungarian majority. Of them, 194, 118 and 87 were in the districts of, respectively, Western Slovakia, Central Slovakia and Eastern Slovakia.

The most recent population census took place last year, on March 3, 1991. No secret that the major part of the Hungarian society in the Highland was looking forward to this great national test of strength with renewed hopes. We were hopeful that the cursed stagnation in the size of our national minority group would finally stop and the awakening of national consciousness and fermentation, which had taken hold of almost the whole of In-between Europe from the Baltics to the Balkans since the second half of the eighties, would make its impact felt also in our case. We were hopeful that at least a part of the hundreds of thousands of lost Hungarians would return to their original national minority group. However, regretfully, all this did not come true. Only 10,76 % (566.741 persons) of the population of Slovakia declared themselves to be of the Hungarian national minority group. Though the number of those belonging to the Hungarian national minority group increased by some thousands, their proportion within the total population of Slovakia decreased further. This was a great disappointment for all of us, both for the sober optimists and for those entertaining great hopes.

In the most recent census, however, again the 1970 practice was followed, i.e., the declarations of the population with regard to their mother tongues and to their national groups were managed as separate figures. While the data of the population census with regard to the composition of the population by national-group belonging were made known within scarcely three months, those relating to the composition of the population by mother tongue

have not been officially published until the present day. What can be hidden behind this enormous delay? It is even not necessary to pronounce the answer to this question aloud. We, who understand plain speech, understand also evasiveness and even silence.

The final conclusion may be that a certain part of the Hungarian population of the Highland is going on to fall victims to the assimilating policy. However, there is a considerable part of our people, of our Northern nation-fraction, which is consequent in its resistance to every kind of absorbing efforts. It may be said that the situation in this regard varies by regions, and even by villages. Censuses conducted in Czechoslovakia until now, bear witness that the formerly more or less uniform and homogeneous Hungarian ethnic bloc in Western Slovakia no longer exists, since the Hungarian-language area is breaking up more and more as a result of the deportation as well as of the forced or voluntary out-migration of the indigenous local Hungarian population and, respectively, of the settling down of the new Slovak element and of the increased assimilation in language and in consciousness. On the other hand, it is undeniable that in certain regions of Southern Slovakia, the further decrease of the Hungarian element has already stopped and, in some places, even certain population regeneration processes have begun. New generations of Hungarians have grown up, whose fear is already lessening, and in whom the fright of their fathers from the ill-fate afflicting them with re-settlement, deportation, property confiscation, re-slovakization, human and national humiliations, is disappearing. Naturally, this is not yet the general characteristic feature of the Hungarians in Czechoslovakia but it is beyond doubt that here there is a strengthening form of behaviour whose becoming dominant would be rather desirable for the whole Hungarian nation-part in Czechoslovakia.

Aware of the fact that our nation-fraction has a part, which up to now seems to be unbreakable, but at the same time has also a stratum liable to be made gradually liquid, soft and, by that, easily absorbable, against what, for the moment, we are not in a position to take up the fight with the chance of victory - we can find consolation only in citing András Sütő's lines suitable for the situation: "They are devouring us, oh, Lord, they are filling their stomach with us, with us and with our grandchildren; arrange it somehow that we should be stuck in their throats; and when they spit us, take us under the shadow of thy wings..."



**Béla Berti**

**THE POSITION OF SLOVAKS IN TRUNCATED HUNGARY  
IN THE INTERWAR YEARS**

The position of Slovaks in truncated Hungary was expounded in great detail by the essay by dr. Alajos Dolányi (Kovács), entitled "The position of Slovaks in truncated Hungary as reflected in statistics" (Budapest, 1936). It is necessary to deal now only with the important data, published since, and not only with those, relating to truncated Hungary, but also with others indicating the position of Slovaks who had become Hungarian citizens as a result of the reannexations. The following aspects should be treated: (a) the number of Slovaks, (b) Slovak population by regions, (c) religion, (d) occupation, (e) immigration and emigration by Slovaks into/from/truncated Hungary, (f) Slovak schools.

(a) The essay by Dolányi (Kovács) presents the development of Slovaks from the age of the Conquest of Hungary in historic setting. The author states that the number of the Slovaks had constantly decreased even in the first decade after World War I. The fresh data reveal that the decrease of the Slovak population number had continued. As a result of the territorial reannexations the number of Slovaks had been 270467 (the figure of the 1941 census had referred to Slovaks with Slovak mother tongue.) Accordingly, 1.8 percent of the total population had been of Slovak mother-tongue, or identical percentage with that in 1920 on the territory of truncated Hungary. (See Table No. 1.) The percentage on the territory of Hungary today has but 0.8 percent; the number of Slovaks indicated a large-scale decrease

on this territory, it fell from 104.819 in 1930 to 75.920, or by 28.899 (27.6 percent).

Examining the data of the 1941 census by nationality we find that the number of Slovaks on the greater territory was 173.514, or 1.2 percent of the total population. (See Table No.2.). Of this figure only 16.689 lived on the territory of the present Hungary, or 0.2 percent of the total population.

The breakdown of the decrease of the number of Slovak language-citizens (being 28.899 persons) was the following, with respect to the few municipalities with Slovak population : almost 9 thousand in county Pest, more than 4 thousand in Budapest, more than thousand in county Borsod, more than 7 thousand in county Békés. These data proved that the assimilation continued in Hungarian linguistic area, on the territory of Hungary today. In the first decade after World War the number of Slovaks had decreased in the capital almost by 50 percent; in the second decade the decrease was more than half (from 7.764 to 3.476).

(b) The territorial breakdown of those with Slovak mother-language on the present territory of Hungary as well as on that enlarged by the reannexations, according to the 1910, 1930, and 1941 census is shown in Table No. 1. It is to be pointed out that in 1941, in Békés county where most Slovaks were living (35.624), their rate fell from 12.9 percent in 1930 to 10.5 percent. Similarly, the rate of Slovaks in counties Csanád, Arad, and Torontál, fell from 7.4 percent to 6.7 percent, in counties Komárom and Esztergom from 3.8 percent to 3.2 percent, in counties Nógrád and Hont from 2.5 percent to 1.3 percent. Moreover, in county Pest the number of Slovaks did not reach even 1 percent (0.6 percent). After county Békés, in county Pest lived

most of Slovaks in 1930. In 1941 the position changed, for in Pest county lived 9.830 Slovaks, but counties Csanád, Arad, and Torontál preceded, with their 11.962, the figure of county Pest. In county Abauj-Torna the rate of Slovaks rose over 1 percent (1.1 percent), as against 0.7 percent in 1930. In absolute figure it was an increase of 463 persons (from 606 to 1069).

The 1941 census revealed that the Slovaks did not live in towns in Hungary. In 1930 the rate of Slovaks in the counties was 1.4 percent, in towns with municipal rights the rate was 0.5 percent, but in 1941 the rate was 1.0 and 0.3 percent respectively. Out of the county towns Békéscsaba had 16.781 Slovak inhabitants, but even here the rate, as compared to the total population, fell from 38.3 percent to 32.0 percent, in the course of one decade towns in the rest of county fell below one percent. In Szentendre fell the rate from 4.4 percent to 1.4 percent: only in Komárom the rate reached 1.0 percent (90 persons), as against 0.3 percent in 1930; this was due to the reannexation of the appropriate part of the town.

It may be stated that on the basis of the 1941 census only 11 villages in the present Hungary had Slovak population that surpassed the absolute majority. Out of the 28.603 inhabitants in these 11 villages 22.252 were of Slovak mother. Out of the 11 Slovak villages three were in county Esztergom, two each were in counties Abauj, Békés, Csanád and Pest. In county Békés, where the bulk of Slovaks are living, the Slovaks are in absolute majority in two villages, viz. Mezőmegyer and Tótkomlós. The following data corroborate the assimilation process of Slovaks in county Békés according to the 1941 census: out of the population of county Békés, viz. 338.974, 296.326 professed themselves to be Hungarians (87.4 percent) and 35.624 to be Slovaks (10.5

percent). We see an even development of the total population and of the Hungarians, and also their rates, as against the reverse process in respect of the absolute and relative figures of Slovaks.

It should be added that out of 59.156 inhabitants of Nyiregyháza only 124 were of Slovak mother tongue by 1941. To present the process which - similarly to Nyiregyháza - took place in Békéscsaba we may refer to the 1941 census data: out of the total population only 57.4 percent spoke Slovak (in 1930 69.7 percent), 86.5 percent of the Slovaks spoke Hungarian (in 1930 85.5 percent), while only 37.6 percent of the Hungarians spoke the Slovak language (in 1930 52.3 percent).

In the territory reannexed in 1938 to Hungary from Czechoslovakia the 1941 census found 116.213 persons of Slovak mother-tongue; in this portion of the country the Slovak population was represented to a greater extent than in the truncated territory of Hungary. This meant that 10.9 percent of the population in Northern Hungary was of Slovak language. The Slovak element increased in this reannexed territory by more than one third since 1910. The table hereunder presents the number of the villages with more than 50 percent absolute majority of Slovak population, and the Slovak inhabitants, by municipalities, for the year 1941:

Denomination of municipality <sup>1/</sup>	Number of villages		Number of Slovak mother tongue inhabitants of	
	total	with Slovak majority over 50 percent	all villages	villages with Slovak majority over 50 percent
Abaúj-Torna county	90	39	25.970	20.433
Kassa town	1	-	7.345	-
Bars és Hont county	127	21	23.192	17.654
Bereg county	50	-	308	-
Esztergom county	27	1	1.246	787
Gömör and Kishont county	133	8	7.032	2.279
Komárom county	114	1	2.312	1.041
Komárom town	1	-	305	-
Nógrád county	57	3	6.149	1.173
Nyitra és Pozsony county	77	20	35.104	29.055
Szatmár county	1	-	-	-
Ugocsa county	24	-	12	-
Ung county	54	-	499	-
Ungvár town	1	-	1.113	-
Zemplén county	52	7	5.625	3.354
Bereg administrative area	2	-	1	-
Total	811	100	116.213	75.776

-----  
1/ Part of municipality reannexed in 1938.

The above table presents the following: the number of villages with Slovak absolute majority (over 50 percent) constituted 1/8 part of the total; the Slovak element in those villages represented 65.2 percent of the total of Slovaks with mother tongue in territories reannexed. By municipality breakdown we find that in three counties (Abauj-Torna, Bars and Hont as well as in Nyitra and Pozsony) almost 3/5 part - 57,8 percent of the Slovak population was concentrated, considering throughout the reannexed portion of the respective counties only. There were only 1-1 districts of counties Abauj-Torna, Bars and Hont Slovak majorities over 50 percent: in the Kassa district of county Abauj-Torna 54.6 percent of total population were of Slovak mother tongue, in the Verebély district of county Bars and Hont the rate was 54.4 percent. The number of Slovaks in the Kassa district was 22.410 or 86.3 percent of the Slovak population of the whole county, while the Slovak population in the Verebély district (16.561) were 76.5 percent of the Slovak population of the county Bars and Hont. In the latter two district one third of the Slovak population of the entire territory of Northern Hungary were to be found.

Less Slovaks lived in counties Gömör and Kishont: out of 93.478 total population 7.032 Slovaks (7.5 percent), in county Nógrád out of 56.545 present population 6.149 (10.9 percent) and in county Zemplén out of 46.677 inhabitants 5.625 (12 percent). In the Rozsnyó district of county Gömör the percentage of Slovaks was 12.4, in the Salgótarján district of county Nógrád had 2.425 inhabitants of which only 7 were Slovak, in the Bodrogköz district of county Zemplén there were 25.258 inhabitants and 101 were Slovaks, in the Sátoraljaújhely district there were 21.419 inhabitants of which 1/4 part (5.625 persons) Slovaks.

The counties Bereg, Esztergom, Komárom, Szatmár, Ugocsa, Ung, and in the Bereg administrative branch there were 372.833 inhabitants of which 4.378 - 1.2 percent - were Slovaks. In the there towns with municipality rights: Kassa, Komárom, Ungvár the percentages of Slovaks were 11.0, 1.4, and 3.2, compared to the total population.

9/10 part of the Slovaks in Sub-Carpathia lived on the territory of the Ung administrative area, representing 16.7 percent of the total population, (24.669) while in the Szobránc district the number of Slovaks was 19.320. This means that the rate of Slovaks in his district was 79.4 percent (out of 24.318, inhabitants). In the 41 villages belonging to the district 38 had Slovak majority (over 50 percent).

The number of Slovaks, who lived in Transylvanian and Eastern Hungarian territories reannexed in 1940, rose in comparison with 1910, like that of Slovaks in Northern Hungary and Sub-Carpathia. The rise of absolute figure in Northern Hungary was 36.9 percent during 30 years, in Sub-Carpathia it was 20.6 percent, but in territories of Transylvania and of Eastern Hungary it was 63.0 percent. The said territories had 20.885 Slovaks of which the following number with Slovak mother tongue were registered: Élesd district of county Bihar 6.687 persons (14.1 percent of the population), Margitta district 4931 persons (10.6 percent of the population), Szilágysomlyó district in county Szilágý 5.972 persons (12.9 percent of the population). In the said three districts 84.2 percent of the Slovaks from Transylvania and Eastern Hungary were concentrated, while out of the 123 villages of the three districts 10 had Slovak absolute majority, with 7/10 part of the Slovak population living there. The ten villages (Almásszeghuta, Forduló, Nagybáród, Somlyókővár,

Baromlak, Bodonos, Füves, Ujsástelek, Hármaspatak, Nagypatak) fell within the triangle drawn at the meeting-point of the three districts.

On the Southern part of Hungary the rise of population with Slovak mother-tongue was 8.5 percent since 1910, somewhat less. Out of the 32.780 Slovaks, shown during the 1941 census, 8.571 were in Hódság district of county Bács Bodrog, 3.103 in Palánka district, 17.919 in Ujvidék district. These three districts covered 9/10 part of the Slovak population in Southern Hungary. Out of the 13 villages of the Hódság district three had Slovak absolute majority (Bácsujfalu, Liliomos, Pincéd) with 8.197 persons; four villages of the Ujvidék district (Dunagálos, Kisgács, Kölpény, Taróc) had 16.598 persons of Slovak mother tongue; thus, more than half of the Slovaks living in the Southern portion of Hungary. In Ujvidék, the only town with municipality rights, 1.699 or 2.8 percent of the total population, were of Slovak mother-language.

(c) The following table presents the persons with Slovak mother-tongue, living in territories of the present Hungary, by religion:



Religion	Persons with Slovak mother-tongue					
	number		percentage		growth or decrease	
	in 1930		in 1941		(+)	(-)
					1930-1941	
				number	percentage	
Roman Catholic	38.574	36.8	23.571	31.1	-15.003	-38.9
Greek Catholic	1.254	1.2	588	0.8	-666	-53.1
Calvinist	263	0.3	135	0.2	-128	-48.7
Evangelical	63.858	60.9	50.988	67.1	-12.870	-20.1
Greek Orthodox	110	0.1	85	0.1	-25	-22.7
Jewish	378	0.4	72	0.1	-306	-81.0
Other and unknown	382	0.3	481	0.6	+99	+25.9
Total	104.819	100.0	75.920	100.0	-28.899	-27.6

The above data make undoubtedly clear that the assimilation process goes on, with the Roman Catholic Slovaks rather than with the Evangelicals. The percentage of Roman Catholic Slovaks decreased from 36.8 to 31.1, their absolute figure decreased during 10 years by 15.003 (by 38.9 percent). On the other hand, the percentage of Evangelical Slovaks rose from 60.9 percent to 67.1, but in absolute figure they decreased by 12.870, meaning that their number decreased only by 1/5 part. The number of Jewish Slovaks was quite negligible; their number decreased by 4/5, a phenomenon connected with the general decrease of Jews during the decade under review.

There was no essential difference in the territorial breakdown of Slovaks of different religions respecting 1930 and 1941, considering the present territory of Hungary. The breakdown by religion of persons of Slovak mother tongue was on reannexed territories of Northern Hungary, Sub-Carpathia, Transylvania, Eastern and Southern Hungary the following:

Religion	Northern Hungary		Sub-Carpathia		Transylvania and Eastern Hungary		Southern Hungary	
	number	percentage	number	percentage	number	percentage	number	percentage
Roman Catholic	101.338	87.2	9.909	40.2	20.534	98.3	2.727	8.3
Greek Catholic	7.590	6.6	10.538	42.7	164	0.8	107	0.3
Calvinist	254	0.2	3.215	13.0	17	0.1	25	0.1
Evangelical	6.685	5.8	869	3.5	101	0.5	29.579	90.3
Greek Orthodox	30	0.0	20	0.1	26	0.1	91	0.3
Jewish	159	0.1	32	0.1	1	0.0	9	0.0
Other and unknown	157	0.1	86	0.4	42	0.2	242	0.7
Total	116.213	100.0	24.669	100.0	20.885	100.0	32.780	100.0

From the above data it follows that the immigration surplus of the interwar years was not more than 7.5-10 thousand, estimating an annual immigrant figure of 1000-1500. for 1921-25. Moreover, considering those Slovak immigrants who had settled down in Hungary without having obtained the required permission, we may state that the said immigration surplus was negligible compared to the number of Slovaks who had become Hungarians.

It is noteworthy the emigrant family heads and men without family members fell, to 70-80 percent within the age group 20 to 39 years, while only 40-50 percent of the immigrants fell within the said age group. This amounts to the fact that only the immigrants over 40 obtained permission to stay in this country, while the youth of Slovak citizens sought rather their chance in their mother-country.

Due to the scarcity of available data we may state that 8/10 part of the immigrants were Roman Catholics, while 1/10 part were Evangelicals. This refers to Slovaks who had settled down with permission.

Most of the immigrants found work in industry, trade, communication, as workers and day labourers. In some years they represented 36-46 percent of the family heads and men without family members. Domestic workers were 12-18 percent, others were 12-20 percent. Most of the emigrants were agricultural domestics and day-labourers.

Most Slovaks, naturally, came from Czechoslovakia to Hungary. Most emigrants from Hungary were formerly inhabitants of counties Békés and Esztergom.

(f) Respective cultural qualifications (schooling), combined with the mother-tongue, we have to rely on previous data, because the processed data of the 1941 census are not available, due to the war; the 1941 census. (See page 17, paragraphs Nos. 1-2 of the essay I., Table No. 33. 1. 13).

To make complete the review, the number and ratios of students of Slovak mother-tongue in Hungarian schools and education institutions in school-years 1935/36-1941/42, are summarized in Table No. 3. Until 1935-36 to 1937-38 school-years the children of Slovak mother tongue were mostly in kindergartens - viz. until the reannexation of Northern Hungary.

The position changed essentially after 1938/39 and the subsequent school-years, due to reannexations. In those years the ratio of children of Slovak mother-tongue to the number of all

pupils surpassed by 0.1-0.3 percent that of children in kindergartens.

There was a gradual decrease in the total number of pupils in general and post-graduate economic ("ismétlő") schools. The same phenomenon may be stated among Slovak pupils, even on an increased scale. Though with a 1.5 percent rate in 1935/36, and with a 1.3 percent rate in 1937/38 school-years, they surpassed the rate of Slovak pupils in elementary schools, as from the first school-year, in 1938/39, after the reannexation, the ratio of pupils of Slovak mother-tongue in general and post-graduate economic schools lagged behind the rate of Slovak pupils in elementary schools, moreover their absolute figure decreased during four years by more than half from the 1938/39 school-year. This decrease seemed to be offset by the rise of the absolute figure of Slovaks in apprentice schools, and by the constant (0.9 percent) ratio thereof. Furthermore, the ratio of Slovak pupils in higher elementary schools represented a much higher figure after the reannexations (0.9-1.8 percent) than before them (0.2 percent).

In the rest of the institutions of higher education the absolute figure of the Slovak element had been never significant. Yet, the percentage, compared to the number of all pupils, rose everywhere after the 1938/39 school-year. Two conclusions can be drawn. First, the Slovak youth on the reannexed territories wanted to learn, or were capable of visiting higher education institutions. Second, the youth who had professed themselves to be Slovak at the termination of the school, having become the members of the intelligentsia they became to a significant part assimilated with the Hungarian element.

The pupils with Slovak mother tongue were present in a proportion that surpassed their population rate, or equal there to, in school-years 1920/21 and 1930/31, in kindergartens, primary schools and general and post-graduate economic schools. In 1940/41 their rates surpassed the 1.8 percent proportion of Slovak population ratios by 0.3 percent in the kindergartens and by 0.5 percent in elementary schools (in 1920 the respective rates had been 0.5, in 1930 0.4 percent).

The essay by Dolányi (Kovács) examines the use of Slovak language in the elementary schools and deals in detail with the 1933/34 school-year. (Cf. Table no. 16.) The last available data relate to 1938/39 school-year and to the territory of the present Hungary, the data being less detailed than in 1933/34. Nevertheless, it is worth-while studying them.

School-year	Elementary schools with mixed education		
	language		
	Total	Number of	
		teachers	pupils
1933/34	55	162	10.214
1937/38	55	161	9.098
1938/39	55	164	8.801

The data demonstrate that in elementary schools with education language mixed with Slovak, the total number of the schools as well as the number of teachers were constant, while the number of pupils decreased steadily. No processed data are available for the years subsequent to reannexations. However, even these quoted partial data demonstrate that the Hungarians were always fair in respect of persons with Slovak mother tongue.

1. Breakdown of persons with Slovak mother-tongue in  
1910, 1930 and 1941

	Number of persons with slovak mother tongue		
	1910	1930 <sup>1/</sup>	1941
Northern Hungary	84.905 <sup>2/</sup>	288.424 <sup>3/</sup>	116.213 <sup>2/</sup>
Sub-Carpathia	20.449 <sup>2/</sup>	37.337 <sup>3/</sup>	24.669 <sup>2/</sup>
Transylvania and Eastern Hungary	12.809	16.071	20.885
Southern Hungary	30.214	30.153	32.780
Present Hungary	165.273	104.819	75.920
Total	313.650	476.804 <sup>4/</sup>	270.467

Persons with Slovak  
mother tongue as  
percentage of the  
total population

2.6                      3.5                      1.8

-----  
1/ Czechoslovak, Roumanian, and unpublished Yugoslav data of censuses (Supplemented data of the 1921 Yugoslav results, and those on the basis of the 1910 Hungarian census)

2/ Czechs. are included in figures of other mother tongues.  
(Number negligible)

3/ Czechoslovaks. Number of Slovaks is not shown in Czechoslovak census in necessary territorial breakdown separately.

4/ Of which: Slovaks 151.043 (1.1 percent), Czechoslovaks 325.761 (2.4 percent)

2. Breakdown of Slovak nationalities in Hungary in 1941

Territory	Slovak nationalities	
	Number	in percentage
Northern Hungary	85.677	8.1
Sub-Carpathia	21.412	3.1
Transylvania and Eastern Hungary	19.584	0.8
Southern Hungary	30.152	2.9
Present Hungary	16.689	0.2
Total	173.514	1.2

3. Number and proportion of pupils of Slovak mother tongue in Hungarian education institutions in school-years 1935/36 to 1941/42  
(Population proportion of persons with Slovak mother tongue was 1.8 percent in 1941)

School-year	Kindergartens			Elementary schools			General and post-graduate economic schools		
	Number of pupils			Number of pupils			Number of pupils		
	Total	Of which:		Total	Of which:		Total	Of which:	
		Slovak	number percent		Slovak	number percent		Slovak	number percent
1935/36	129.438	3.190	2.5	962.024	12.110	1.3	335.253	5.168	1.5
1936/37	125.531	2.872	2.3	961.700	11.478	1.2	331.255	4.891	1.5
1937/38	124.523	2.756	2.2	963.087	11.022	1.1	318.440	4.197	1.3
1938/39	133.288	3.555	2.7	1104.916	30.688	2.8	311.271	3.924	1.3
1939/40	138.096	3.469	2.5	1204.714	33.414	2.8	304.291	3.731	1.2
1940/41	164.629	3.453	2.1	1542.165	34.872	2.3	278.672	2.948	1.1
1941/42	172.392	3.652	2.1	1720.053	37.241	2.2	201.391	1.746	0.9

School-year	Apprentice-schools			Higher elementary schools			Training institutes schools		
	Number of pupils			Number of pupils			Number of pupils		
	Total	Of which:		Total	Of which:		Total	Of which:	
		Slovak	number percent		Slovak	number percent		Slovak	number percent
1935/36	49.514	124	0.3	91.174	185	0.2	9.725	3	0.0
1936/37	55.192	130	0.3	92.295	180	0.2	9.273	6	0.1
1937/38	59.536	199	0.3	93.561	177	0.2	8.786	5	0.1
1938/39	67.791	596	0.9	105.466	1858	1.8	7.615	7	0.1
1939/40	72.132	663	0.9	114.217	1458	1.3	5.697	6	0.1
1940/41	78.179	670	0.9	131.399	1226	0.9	4.256	6	0.1
1941/42	78.550	752	0.9	170.477	1486	0.9	4.446	12	0.3

School-year	Secondary schools			Higher commercial schools			Higher agricultural schools		
	Number of pupils			Number of pupils			Number of pupils		
	Total	Of which:		Total	Of which:		Total	Of which:	
		Slovak	number percent		Slovak	number percent		Slovak	number percent
1935/36	68.969	30	0.1	9.884	4	0.1	529	5	0.9
1936/37	69.770	19	0.0	11.051	3	0.0	650	4	0.6
1937/38	69.993	21	0.0	12.164	8	0.1	806	4	0.5
1938/39	79.435	871	1.1	12.702	30	0.2	1/	1/	1/
1939/40	83.725	838	1.0	12.398	39	0.3	1/	1/	1/
1940/41	115.004	910	0.8	1/	1/	1/	1/	1/	1/
1941/42	130.739	1112	0.9	1/	1/	1/	1/	1/	1/

School-year	Vocational schools			Colleges		
	Number of pupils			Number of pupils		
	Total	Of which:		Total	Of which:	
		Slovak	number percent		Slovak	number percent
1935/36	9.109	3	0.0	14.216	1	0.0
1936/37	9.679	5	0.1	13.821	2	0.0
1937/38	10.605	6	0.1	13.228	2	0.0
1938/39	11.575	96	0.8	13.219	21	0.2
1939/40	11.634	24	0.2	13.815	21	0.1
1940/41	12.758	27	0.2	17.328	49	0.3
1941/42	13.171	37	0.3	19.900	95	0.5

1/ See, Secondary schools



**Andrzej Brożek**

## **ETHNIC FEATURES OF STATISTICAL INVESTIGATIONS IN COUNTRIES WITH POLISH COMMUNITIES ABROAD**

The ethnic group is not a *statistical category* but a *social* one. Nevertheless, the quantitative features of this category appear as one of significant importance in scientific investigations as well as in the social and political practice. The features, which may be interesting from the viewpoint of quantitative estimation of the Polish community are described in different manners of a given country. The statistics of many countries do not consider such features at all.

The most explicit criterion may be one of nationality, not considering the commonly accepted fact, that the statistics of nationality is the discipline of the studies featuring the strongest political strain of different statistical analyses. As far as the population group in question is concerned, the criterion of nationality is present in the statistics of the former Soviet Union, Czech-Slovakia, and to a certain extent, the Federal Republic of Germany. Another feature, most comprehensively represented throughout different aspects, is the language. If a linguistic criterion is employed in a statistical investigation carried out by state authorities, as a feature determining the national attachment, then the results of such investigation are also marked by the political pressure /this was the case in the German statistics and the Polish during the interwar period/. The contemporary linguistic criterion is analyzed practically regardless any ethnic and national identification, therefore at least premises for such strain are eliminated. As far as the Polish group and that of Polish ancestry are concerned, the criterion has been taken into account basically for two major settlements centres, i.e. in the United States of America and in the former Soviet Union, and also for some smaller ones, found in Canada and Australia. It is regretted that for the lack of respective statistical data it is impossible to investigate in the same way the linguistic position of the Polish ethnic group in Latin America, for instance in Brazil. The third criterion to appear is the ethnic origin and the feature investigated here may be either the birthplace or identification with a given ancestral group /or groups/. Throughout the decades the statistics included the criterion of the respondents' birthplace and sometimes one of his parents, however, in some countries the recent decade replaced or supplemented this question with an inquiry about the national group /or national groups/ the respondents' ancestors had belonged to. Investigations of such

features have been initiated in the US in 1979 /then of course by the 1960 Census/ and next in Canada and Australia.

Obviously, employing the features it is impossible to distinguish statistically any ethnic group and to determine its quantity because /let me repeat once more/ the ethnic group is not a statistical aggregate. However, certain premises are provided to define the position of the group in any global society, the range of influence and the scope of the internal social life conducted, with special focus on cultural life closely linked with the notion of language.

### 1. Nationality

Contemporary censuses carried out in the former Soviet Union analyzed the population of this multi-national state also by the criterion of nationality. Unfortunately the author has not managed to reach for respective census instructions which would define the notion of nationality; no such definition was included in the census record published. If – in spite of far reaching reservations because of unreliability of the Soviet statistics – we give credit to these figures, the overall USSR population of Polish nationality is expressed by the following figures:

Year	Population
1959	1 380 282
1970	1 167 523
1979	1 150 991
1989	1 126 334

Thus the Poles shared 0.4% of the Soviet Union's population. However the percentage was higher in some republics which throughout generations have been the traditional areas of Polish settlement. In the Byelorussian Republic, which is the largest concentration of Polish population /417 720 persons in 1989/, Poles shared 4.1% of the total republican population /including, however, 26.5% in the district of Grodno in 1970/. The next to be classified is Lithuania, where 257 994 Poles shared 4.9% of the total population but in some counties form the apparent majority, for example 81.4% in Salcininka, and 67.9% in the Vilnius county, the city of Vilnius exclusive. In some regions the figures are much above the republican average, for example in Sviečany,

Troki, and in the area defined before World War II as the Kaunas Lihuania - Moletai, Sirvintos and other. In the Ukrainian Republic with 219 179 Poles, sharing only 0.4% of the population, however the respective percentage is significantly higher for some districts (Zhitomir, Khmelnsky, Lvov, Vinnitza/.<sup>1</sup>

Apart from the Jews, Karels, Mordvis and Vepsis, the Polish population, belongs to that small number of the former Soviet Union's nationalities which tended to decrease in number throughout the consecutive mid-census periods: throughout 1959-1970 the index decreased by 15.5%, in the period 1970 through 1979 by 1.1%, and 1979 through 1989 by 1.02%. On the other hand the tendency has not been reflected by the development of Polish population in Byelorussia and Lithuania where some minor increase in the number of Poles was recorded.

Finally it should be underlined that the data quoted concern only those citizens of the former USSR, who declare explicitly their Polish nationality; the number of people identified as Russians, Lithuanians, Byelorussians, Ukrainians and others, of Polish origin, aware of their ancestry, is of course much higher, however not recorded statistically.

Analysis of the national spectrum of Soviet statistics points to certain premises for the cultural phenomena of the Polish population which appear as data of great instructive value. Such procedure anticipates information on the mother tongue spectrum statistics. The data appear for example as classification according to education. It was some other time that the author had an opportunity to present, how unfavourable for Poles were differences distinguishing them from Ukrainians, Byelorussians, Lithuanians, and Latvians in the rural areas of the republics; the comparison concerned differences in the education level of particular nationalities /university, secondary, elementary/<sup>2</sup>

The next country analyzed from the demographic statistics viewpoint and the criterion of nationality employed is Czech-Slovakia. In this country the feature is taken into account not only on the census basis as each year it is attempted to estimate the number of particular nationalities inhabiting the Republic. The estimation bases on the current balance of births and deaths.

The number of people declaring Polish nationality, recorded by consecutive *censuses*, was as follows:

Date	Population
1950, March 1	72 624
1961, March 1	67 552
1970, December 1	65 176
1980, November 1	68 176
1991, March 1 <sup>3</sup>	61 542

*Current Czech estimates* on the natural changes in the number of population were reaching figures higher e.g. in the years preceding a census: according to these estimates the number of Poles had been much higher than the actual figures recorded by the census several months later:

Date	Population
1960, July 1	79 612
1970, July 1	72 488
1980, July 1	81 723

Discrepancies in the results of the two investigation procedures employed by the official Czech statistics appear as the assimilation function: a census reflects the respondent's declarations if the figures resulting from the balance of births and deaths reach value which should theoretically reflect the group's development, had the assimilation not occurred.

The overwhelming majority of Poles lives in the Czech Republic /the census of 1980 recorded only 2 053 Poles in Slovakia/, Poles share 0.4% of the whole state's population /0.6% in the Czech Republic/. The majority lives in the no-scaled North-Moravian Country; in 1980 they shared 2.85% of the local population. In the border counties of the Olsa river area there live 23 355 Poles in Karvina county /10.3% of the population/ and 20 124 in Frydek-Mistek county /10.4% of the population.

The number of Poles in Czech-Slovakia tends to decrease continuously, however in the 1970s the rate was hampered temporarily by some minor

increase. The growth does not include the Olsa area but those areas to which Poles actually migrate; according to the Czech Statistical Office in Prague, they are Polish nationality women who marry the citizens of Czecho-Slovakia. On the other hand both Olsa counties indicate the decreasing number of Poles as well as some lower share in the counties' population total<sup>4</sup>:

Counties	1961		1970		1980		1991	
	abs. numb.	%	abs. numb.	%	abs. numb.	%	abs. numb.	%
Karvina	35 745	16.8	32 856	12.0	29 320	10.4	23 355	8.2
Frydek Mistek	23 164	12.4	23 671	11.4	22 873	10.4	20 124	6.2

It is also the case of the Polish group in Czecho-Slovakia that the official figures comprise only those who declared explicit Polish nationality during the census. It is however impossible to account statistically for the number of people, evidently of Polish origin, yet subjected to Czechization or Slovakization. Note that the pre-War Czech censuses recorded, for example, the number of "Czechs" born in the pure Polish western part of Galicia /Little Poland/ - immigrants from the time before 1914-1918!

**Federal Republic of Germany** has been mentioned at the beginning of the recent paper as one of the countries the statistics of which provide some information on the quantitative tendencies of the Polish group. Although the criterion of nationality has not been taken into account by the censuses, the statistical data on migration comprise the spectrum we should be interested in. These are statistical data concerning some migration movements occurring between Poland and the Federal Republic of Germany. Yet, the data should be evaluated on the understanding that the statistics of Federal Germany employs a very wide notion of a "German"; in the statistics of migration movements it comprises all people living within the Reich borders of 1937<sup>5</sup>. It is also characteristic that when distinguishing the foreigners /*Ausländer*/ from Germans /*Deutsche*/ in the migration balance, one has to find, that the total surplus effecting from migration to Germany from Poland in the years 1980-1989, includes 881 954 people /309 172 in 1989 only/, i.e. 487 009 Germans understood as above /191 382 in 1989 only<sup>6</sup>/ and 394 945 foreigners, in this case evident Poles /117 790 in 1989 only/. It seems that these figures appear important from the viewpoint of the features discussed in the recent paper and

their importance for the phenomenon occurring within the Polish group in Germany. Note for example, that part of immigration from Poland to Germany forms the members of some Polish organizations in the Federal Republic.

## 2. Language

In the **United States** which is the greatest concentration of Polish population abroad and that of Polish descent, investigations on the language are carried out mainly on the census basis and also through some other projects.

The 1970 Census recorded 2 437 938 people classified by the mother tongue as *Polish*. They fall into the following categories, depending on the birthplace:

- |   |           |
|---|-----------|
| 1. Native born of native parentage,<br>i.e. the second and later generations in the USA | 670 335   |
| 2. Native born of foreign or mixed parentage,<br>i.e. the first generation in the USA   | 1 347 691 |
| 3. Foreign born, i.e. immigrants  | 419 912   |

Another example of statistical investigations taking into account the language criterion was the so-called Current Population Survey of November, 1979. The aim was to analyze population with respect to the newly introduced criterion of origin /*ancestry* instead of *nativity* as discussed in the third part of the recent paper/, however, some lingual features were also considered. It turned out that 2 452 000 people, aged 14 and over, used Polish in the childhood the figure appears not higher than one indicated by the 1970 Census. The results concerning the level of the knowledge of English and other languages by people aged 5 and over appear as some characteristic information. It has been proved that 731 000 Americans speak Polish at home every day. Among the Polish speaking group, 70.2% declared a very well knowledge of English, 13.3% well, 11.8% not well and only 4.8% did not speak English at all<sup>8</sup>. The data provided by the 1980 Census are of course more precise. The number of people of 5 years and over speaking Polish at home was 820 647. Among those 65.4% /537 240 people/ spoke English very well, 24.2% /198 309 people/ well, 9.2% /75 249 people/ not well and only 1.2% /9 849 people/ could not speak English at all. These figures are not referred to 31 178

children under 5 years which are however included into the respective table concerning Polish language of their parents.

The spectrum of the material on the lingual issues, recorded by the US censuses is very wide. The records of the 1980 Census include some tables presenting data on the language spoken at home by age, citizenship, sex and ability to speak English. The age groups were as follows: below 5 /parents' language/, 5-13, 14-17, 18-24, 25-44, 45-64 and citizens aged 18 and over - total; data on women were distinguished from the total figures. For all categories the following levels of the knowledge of English were defined: very well, not well, not at all. Another set of tables presents information on the language spoken at home by families and family members and unrelated individuals, 5 years of age and over, by age and sex; the number of families where other language than English is spoken /figures total and families, where all members speak other language than English/. Two groups were distinguished: members of the families who speak a language other than English /1/ and members of the families in which all members speak another language than English /2/. The respective age categories were 5-17 and 18 and over. Some figures were also presented for the people unrelated to the families in question, however, using a language other than English. One may find there in the next table of the report quoted figures on selected social and economic features of persons in households by language spoken at home and ability to speak English /e.g. according to the residence in 1975, citizenship, school enrolment, years of school completed, occupation, employment in 1979, income in 1979 etc./<sup>9</sup>

Unfortunately US Census data for 1990 have not yet been published.

It is also in the case of the former *Soviet Union* that the population is analyzed according to the mother tongue /*rodni jazyk*/ criterion. The statistical data indicate explicitly the growing number of people who declare Polish nationality, however, they point to the mother tongue different than Polish: it is either Russian or a national language of the republic inhabited by the given Polish community.

Respective changes are illustrated by following table presenting the number of Poles declaring particular mother tongues, including percentage of the total Polish population:

Year	Polish		Russian		Other	
	abs. num.	%	abs. num.	%	abs. num.	%
1959	623 815	45.2	203 298	14.7	553 169	40.1
1970	379 470	32.5	241 774	20.7	546 279	46.8
1979	335 148	29.1	301 388	26.2	514 455	44.7
1989	343 675	31.4	322 516	27.7	460 146	40.9

The table indicated that in 1959 nearly one half of Poles in the USSR had regarded Polish as mother tongue. However in 1989 they shared much less than one third. On the other hand, a growing number and percentage of Poles declaring Russian as the mother tongue has been recorded: starting with 15% in 1959, to reach more than one fourth of the population in question in 1989. Obviously there occur certain differences throughout particular republics. In Byelorussia which is the largest concentration of Polish communities, the range of the Polish language, regarded as a mother tongue, is the least significant: only 13.3% of Poles living there declared Polish as their mother tongue in 1989. In Ukraine the percentage of Poles speaking Polish is lower than the average figures: in 1989 it reached only 12.4%. The respective situation is quite different in Lithuania: in 1989 as many as 85% of Poles living there declared Polish as the mother tongue.

It turns out that the Polish national consciousness has maintained in the group of Poles not actually speaking the Polish language. The sense of attachment to the Polish nation has then become *independent* of the language knowledge and recognition of the Polish language as the mother tongue. Examining these phenomenon one can not forget anti-Polish resentments: a great part of territories under discussion formed a part of the interwar Republic of Poland and in the pre-War Soviet Union anti-Polish attitudes existed since the Polish-Soviet War of 1919-1921, leading to the Ribbentrop-Molotov pact of August 1939 and Soviet invasion of Poland following the German invasion in September 1939. Let us quote the remarks of a Polish author, who has noted, that for example, in 1970, in the Zhitomir district /note that this area belonged



to the USSR as early in the interwar period/ only 1.6% of Poles recognized Polish as the mother tongue and 93.0% pointed to the Ukrainian language. He then stated that in the case of Zhitomir, "the consciousness of national attachment [...] is marked by an incredible persistence"<sup>10</sup>. Such phenomenon revealed by the statistical sources cannot be abandoned when analysing the premises for the cultural life of Poles throughout the territories of the former USSR.

As far as the language is concerned, since 1970 the Soviet censuses have been asking also about the "second language of the USSR nations, in case, the respondent declares that it is spoken easily"<sup>11</sup>. The following table presents the number of people who declared Polish nationally and stated that besides the mother tongue /not necessarily Polish/ they spoke another language of the nations of the former USSR:

Year	Russian language		Other language	
	abs. num.	%	abs. num.	%
1970	432 551	37.0	147 710	12.7
1979	514 575	44.7	150 220	13.1
1989	494 803	43.9	195 176	17.3

It turns out then, that in 1970, 49.7% spoke other languages besides the mother tongue, and in 1989 – 61.2%. It has been common for the Poles declaring a non-Polish mother tongue not to mention the Polish language, even as the second language they speak fluently besides their mother tongue! Similar situation has been found in a small number of nationalities of the former Soviet Union /apart from some minor national groups like Kirghizs, Koreans, Bulgarians, Greeks, Hungarians, Rumanians, Kurds, Turks, Finns, Czechs and Slovaks/.

The case of declaring by the citizens of Polish nationality other languages as the mother tongue, occurring on a large scale in the former USSR, has also appeared as a minor phenomenon in *Czech-Slovakia*. The census of 1970 recorded 854 Poles who recognized a different language as the mother tongue, in the Fridek-Mistek county /this shares 3.6% of the Polish population/.<sup>12</sup> On the other hand it seems that the means of communications among the population of Polish ancestry, subjected to Czechization, is still the Polish language, or rather it dialect. This issue, as well as the overall question of nationality and

language relations among Poles in Czech-Slovakia, requires further investigations.

One should remind now of the language statistics which follow the US pattern in two smaller overseas communities of Polish ancestry.

In *Canada* three categories are distinguished: "mother tongue – first language learned in childhood and still understood by an individual", next, "home language – specific language spoken at home by the respondent at the time of the census" and obviously, "official language – ability to conduct a conversation in either the official language of Canada". The 1981 Census recorded 127 395 Canadians declaring Polish as the mother tongue. The feature appears interesting when associated with some other features surveyed by the Census, not only for the group distinguished by the *mother tongue*-criterion but also by the *single Polish origin*.<sup>13</sup> The following data present the Polish group analyzed by the *home language*-criterion in two levels.<sup>14</sup> Canadians of Polish mother tongue /127 395 people/ and those of Polish ethnic origin /254 480/ declared the following *home language*:

	Polish mother tongue	Polish single origin
English	70 870	193 905
French	1 520	3 120
Polish	51 460	52 575
Other	3 555	4 880

The following figures concern the same two populations analyzed according to the *official language*:

	Polish mother tongue	Polish single
English	107 285	225 265
French	795	1 240
English and French	14 014	22 435
none	5 130	5 540

It was also in *Australia* that the Census of 1981 included a relatively wide scope investigation of the population by the lingual features. It turned out that among 59 441 people born in Poland, in the age group 5-14 years, 85% speak

Polish at home; among those 15 years old and over, 77% use at home a language other than English. In the first group /5-14 years/, either do not speak English well or speak English at all. In the second group /15 years and over/ this category shares 17% of the population born in Poland. So far we have not obtained the comparable figures of the 1986 Census. The total of people speaking Polish /those who answered *Polish* to the question: "Does the person speak a language other than English at home?" reached 68 638. Anticipating some information contained by the third part of the recent paper let us note that according to the Census quoted, the number of people born in Poland was 67 676, however it is not known how many of the group did actually speak Polish.<sup>15</sup>

### 3. Ethnic /geographical/ origin

A statistical research, relatively common, has been the survey based on the birthplace criterion. It was employed basically in the United States /till 1970/ but also in other American countries as well as in Australia as also in Europe.

In the *United States* the features in question were investigated by the *nativity* criterion. The number of 2 437 983 people, quoted in paragraph two to describe the born in Poland or of Polish parentage, includes the following figures for those 2 374 244 people who declared the Polish language as their mother tongue.<sup>16</sup>

1. Native born of foreign or mixed parentage	1 826 137
2. Foreign born	548 107

In some states people classified as Polish , according to this criterion, formed the group second or third in number among the *foreign stock*. Population of Polish origin held the second position in Pennsylvania /next to Italians/, sharing 2.1 % of the population total, in Illinois /next to Germans/, sharing 2.7%, in Michigan /next to Canadians and before Germans/, sharing 2.4% in Wisconsin /next to Germans/ sharing 1.6% in Delaware /next to Italians/ sharing 1.3%. Polish group held the third position in the state of New

York /next to Italians and the group originating from the USSR/, sharing 3.1%, New Jersey /next to Italians and Germans/ sharing 3.0%, and in Ohio /next to Germans and Italians/, sharing 1.1%.<sup>17</sup>

Throughout the decades as the subsequent generations were passing away, such spectrum ceased to reflect the structure of population by its origin. The following censuses recorded in the group *Poland*, the following figures:

Year	Population
1920	2 443 329
1930	3 343 198
1940	2 905 859
1950	2 786 199
1960	2 780 026
1970	2 374 244

In 1970 which was the last to come in the table above, the number of people in the United States, who declared the Polish language as the mother tongue was, as we know, 2 437 938. It turned out then, that the number of Polish-speaking respondents exceeded the actual foreign stock, classified as Polish. This shows how inadequate was the criterion of *nativity* employed. In the early 1970s one attempted to develop a new criterion. The survey carried out in March 1971, employed the criterion called *ethnic background*: 4 941 000 US citizens found themselves in the category *Polish*, however, the figure did not include the unknown number of people, who declared other origin, apart from the Polish one /the number is included in the figure of 84 689 000, standing for people of *other ethnic background*.<sup>18</sup> Another research mentioned already above in the discussion of the language statistics, was carried out in November, 1979, on the basis of Current Population Survey. Having in mind the forthcoming Census of 1980, one applied different methodology and different criteria. The questions did not concern the respondent's *birthplace* nor one of their parents, but their *ancestry*. It was possible to state not only one ethnic group /*single ancestry*/ but also several groups /*multiple ancestry*/. "Ancestry /or origin or descent/ may be viewed as the nationality group, the lineage, or the country in which the person's parents or ancestors were born before their arrival in the United States. Persons who are of more than one origin and who cannot identify with a single group should print their multiple ancestry /for example, German-Irish/".<sup>19</sup>

For the Polish group, recognized by 8 421 000 people, the following results were recorded:

single ancestry	3 498 000
multiple ancestry	4 923 000

Soon the 1980 Census recorded 8 228 037 people who declared Polish /or Polish and other ancestry/, including:

single ancestry	3 805 740
multiple ancestry	4 422 297

Having in mind the earlier information on the Soviet national statistics, providing also some data on the education level of citizens of particular nationalities, let us note that similar data are recorded by statistical investigations, carried out in the United States. If compared to other ethnic groups of the American nation, the Polish group features some favourable data on people of at least completed secondary education /the percentage is of course lower than for many well established ethnic groups originating from the so-called old emigration/. The figures are practically equal to that for the Italian group and more favourable than the data for the French and Irish one; the position is somewhat less favourable in case of the university education.

The statistics by ancestry is associated also with a certain spectrum of the US Census, interesting from the viewpoint of possible participation of part of the Polish ethnic group in the cultural life, I mean the spectrum of citizenship and year of immigration for foreign born persons. In my opinion sociological investigations may determine a correlation between the cultural life of an ethnic group, well established on the American ground, due to their citizenship, on one hand, and people who were not granted American citizenship, having or not the right of residence in the United States, active at the territory and entering the American or Polish-American society, on the other. The same concern correlations between participation in the cultural life and the time span from the date of arrival in the United States. This may be also determined by some detailed sociological studies.

Similar evolution of the discussed features of the official statistics has been noted in *Canada*. Before 1970 the census respondents were inquired about their fathers' ethnic origin. In 1981 it was possible to recognize a second ethnic group the respondent felt attached to /"ethnic origin - ethnic or cultural group

to which the respondent's ancestors belonged on first coming to this continent"/. In this way one distinguished between people identifying themselves with one ethnic group */single origins* – father's origins was traditionally stated as first/ as well as those recognizing several groups */multiple origins/*. It was in both cases */the United States and Canada/* that questions about the birthplace of the respondent and his parents were abandoned. As a result, 254 465 people declared Polish origin as first, however nearly 150 000 people declared additionally the Polish origin besides some other one */multiple origins/*. The total of such a group reached the level of 404 480.<sup>20</sup>

In *Australia* the situation was similar. It was also there that the criterion of nativity was employed. In case of Polish immigration this criterion fails, to a certain extent, as the large scale immigration started in the late 1940s comprised, among others, families of Polish DPa with their children born in Germany. According to the criterion employed the following figures have been obtained for those born in Poland.<sup>21</sup>

Year	Population number
1947	6 573
1954	56 594
1966	61 641
1971	59 700
1981	59 441

Let us notice that in 1982 competent estimations quoted the number of 122 000 people to describe the Polish group in Australia.<sup>22</sup>

However the censuses to come included, as it had been the case in the United States and Canada, in 1979, 1980 and 1981, some new questions, maintaining, what was very important, the question about birthplace. The question concerned the *ancestral origin* and it was also possible to recognize a single ethnic group */first response/* or more of them */second response/*. The census question "What is each persons ancestry?" was supplemented by the following explanation: " It means the ethnic or national group from which a person is descended. It is quite acceptable to base the answer on grandparents' ancestry. People who do not identify with a single group should answer with their multiple ancestry, although it is not expected that many people will answer more than 2 groups". The results of statistical investigation associated with respective study of the respondents' birthplace appear much more instructive

than the North American /United States and Canada/ censuses. I turned out that with the total of 67 676 people born in Poland /*Birthplace Poland* figures total for particular states; according to another source the number of population born in Poland was 71 152 people, as recorded by the Census of June 30, 1986 - *Estimated Population [...] Country of Birth*, and 71 559 in 1987/, 119 766 people recognized Polish *ancestral origin* as the *first response* /including 56 919 people born in Poland/ whereas the *second response* was recognized by 22 974 people /including 432 people born in Poland/. The total obtained is then 142 713 of the Australian population /the figure includes 57 351 people born in Poland/. It appears that nearly 10 000 people born in Poland do not recognize their Polish ancestry.<sup>23</sup>

Let us observe that also in the United States it is suggested to reestablish the *nativity*-criterion, i.e. birthplace, employed along with the one of *ancestry*.

To sum up this part of the discussion, one should note that also in some other countries the statistical procedure comprised /or comprise/ the *nativity*-criterion /or a similar one classifying foreigners by citizenship/. There are even, if we consider the same country cases where no continuity of the respective criteria is provided. Apparently this effects in the reduced value of the statistical data, from the viewpoint of the discussed phenomena.

The analysis carried out points to the wide spectrum of statistical features. On the one hand they allow for no quantification of the category in question but on the other, provide certain premises to determine the position of the category in the overall number of the society in the country of settlement. Next, they enable some comprehensive analyses of relation between the Polish national community in the country and each of the Polish ethnic group abroad, considered either as community of Polish *nationality* or people of Polish *ancestry*; the latter may be Polish speaking or showing different /or none/ knowledge of this language. Finally, what appears crucial from the viewpoint of the recent paper, the survey carried out makes it possible to determine form each community the value of human resources for the actual and possible development of cultural life or the culture of the ethnic group in foreign societies of people recognizing Polish nationality /1/, Polish language /2/, and Polish ancestry /3/.

## Notes

- 1 *Vestnik Statistiki*, Moskva, 1990, No. 10, p. 69, 76; No. 11, p. 73; 1991, No. 1, p. 63.
- 2 A. Brožek, "Problemy poznawce chłopskich zbiorowości polonijnych w krajach socjalistycznych" [Cognitive problems of peasant Polonia communities in socialist countries], *Przegląd Polonijny*, No 1, Krak=w /1985/, p. 54 and passim.
- 3 One has adopted dates the closest to the censusu except for 1960/61 /the figure for July 1, 1961, was determined apparently in association with the census records of March 1, 1961/, and 1969/70 /identically/.
- 4 *Scitani lidu, domu a bytu 1980* [Census of Population, Housing and Lodging 1980], *Ceska Socialisticka Republika* [Czech Socialist Republic], Praha /1982/, p. 96; *Scitani lidu, domu a bytu* [Census of Population, Housing and Lodging 1970], Okresni oddeleni Ceskeho statistickeho uradu ve Frydku-Mistku [County Branch of the Czech Statistical Office in Frydek-Mystek], Frydek-Mistek /1973/, p. 22; *Scitani lidu, domu a bytu* [Census of Population, Housing and Lodging], Okresni oddeleni Ceskeho statistickeho uradu v Karvine [County Branch of the Czech Statistical Office in Karvina], Karvina /1973/, p. 26.
- 5 On the issues I made a comment, among other: A. Brožek "The historical and economic determinants of contemporary migrations from Upper Silesia to Germany", *Polish Western Affairs* Poznan, No. 1 /1982/, pp. 51-65.
- 6 *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik Deutschland*, 1982, p. 78; 1983, p. 81; 1984, p. 82; 1985, p. 83; 1986, p. 82; 1987, p. 82; 1988, p. 82; 1989, p. 72; 1990, p. 73; 1991, p. 93.
- 7 *1970 Census of Population, Subjects Reports, National Origin and Language*, Washington /1973/, p. 492.
- 8 *Ancestry and Language in the United States*. November 1979, Bureau of the Census: *Current Population Reports*, Series P-23, No. 116, Washington /1982/, p. 16.
- 9 1980 Census of Population, Vol. 1, *Characteristics of the Population, Chapter D, Detailed Population Characteristics, Part 1, United States Summary*, Section A, Washington /1984/, Tables 256-258.
- 10 A. Marianski, "Stan i rozmieszczenie mniejszości polskiej w ZSRR" [Status and location of the Polish minority in the USSR], *Czasopismo Geograficzne*, Warszawa, No. 1 /1974/, p. 146.
- 11 *Itogi Vsesoyusnoi perepisi naseleniya 1970 goda* [Results of the All-Union Census of Population of 1970] Moskva /1973/, Vol, 4, p. 4.
- 12 *Scitane lidu domu a bytu 1970*, Okresni oddelene Ceskeho statistickeho uradu ve Frydku-Mistku... , p. 23.



- 13 On this criterion, cf. paragraph 3 below.
- 14 *1981 Census of Canada, Population, Ethnic Origin*, Catalogue 92-911, Vol. 1, pp. 4, 19, 20; *1981 Census of Canada, Population, Mother Tongue, Official Language*, Catalogue 92-910, Vol. 1, pp. 1/5-6, 6/5, 7/3.
- 15 *The Australian People, An Encyclopedia of Nation, its People and their Origins*, J. Jupp ed., /Sydney, 1988/, pp. 970, 972; *Profile '81, 1981 Census Data on Persons born in Poland*, Canberra; Department of Immigration and Ethnic Affairs, pp. 6, 14, 15.
- 16 *1970 Census of Population, Subject Reports, National Origin and Language*, Washington /1973/, pp. 473, 475.
- 17 *Statistical Abstract of the United States 1980*, Washington /1980/, p. 40. No such ranking has been provided for the Censusu of 1980.
- 18 *Selected Characteristics of Persons and Families of Mexican, Puerto Rican and other Spanish Origin; March 1971*, US Bureau of the Census, *Current Population Reports*, Series P-20, No. 224 /Oct. 1971, Table 1, p. 3.
- 19 *1980 Census of Population, Ancestry of the Population by State, Supplementary Report*, Washington /1983/, p. 9.
- 20 *1981 Census of Canada, Population, Ethnic Origin*, Catalogue 92-911, Vol. 1, p. 1/7.
- 21 *J. Zubrzycki, Immigrants in Australia, A Demographic Survey based upon the 1954 Census*, London, New York, Melbourne /1961/, p. 41; *Census of Population and Housing, 30 June 1971, Commonwealth of Australia*, Bulletin 4; *Birthplace*, Part 9; *Australia*, Canberra 1973, p. 3.
- 22 *Prof. J. Zurzycki*, in the Introduction to *L. Paszkowski, Poles in Australia and Oceania*, Sydney 1987 p. XIII.
- 23 *Abstract of the 1986 Census of Population and Housing, South Australia, First Response*, pp. 67, 100, *Second Response*, pp. 66, 99; *New South Wales, First Response* pp. 67, 100, *Second Response*, pp. 67, 100; *Victoria, First Response*, pp. 67, 100, *Second Response*, pp. 67, 100; *Quennsland, First Response*, pp. 67, 100, *Second Response*, pp. 67, 100; *Western Australia, First Response*, pp. 67, 100, *Second Response*, pp. 67, 100; *Tasmania, First Response*, pp. 66, 99, *Second Response*, pp. 63, 95; *Northern Territory, First Response*, pp. 65, 98, *Second Response*, pp. 64, 95; *ACT, First Response*, pp. 67, 100, *Second Response*, pp. 65, 97; *Estimated Resident Population by Country of Birth, Age nad Sex: Australia, June, 1986 and 1987*, Canberra 1988, p. 13.



PROCEEDINGS

MITTEILUNGEN

COMMUNICATIONS

## CONFERENCE ON NATIONALITY STATISTICS: AN ACCOUNT<sup>1</sup>

A conference on nationality statistics was held in the Europe Institute, Budapest, between September 2 and September 5, 1992. Organizers were the Subcommittee on Historical Demography of the Demographic Commission of the Hungarian Academy of Sciences. Sponsors were the following: "Foundation for the National and Ethnic Minorities in Hungary" of the Office of National and Ethnic Minorities of Hungarian Government, Teleki László Foundation, Europe Institute Budapest, Central Statistical Office.

The purpose of the conference was to provide a forum for the participants to discuss, on the one hand, the conceptual and methodological questions of nationality censuses, and to adopt guidelines for future censuses, on the other. The aim was also to publish creditable demographic data relating to the number and composition of the Hungarians living in the neighbouring states, as well as relating to the nationalities living at present within the boundaries of Hungary.

Between the opening and closing plenary sessions of the conference three sections treated various subjects.

Participating in the presidency of the opening plenary session were *Dr. Géza Entz*, President of Secretariat for Hungarians Living beyond the Frontiers, *Dr. György Vukovich*, President of the Central Statistical Office and *János Wolfart*, President of the Office of National and Ethnic Minorities.

The opening address was delivered by *Dr. Ferenc Glatz*, Academician, Director of the Europe Institut Budapest. He pointed out that the publication of political, economic, cultural and demographic situation of the minorities, living in the former socialist countries, was made possible by the political changes which took place after 1988. Such data were considered as internal affairs prior to that year.

Three lectures were delivered at the plenary session.

---

<sup>1</sup>Represented at the conference were the statistical offices of Austria, the Voivodeship, Slovakia, Romania, Croatia, Slovenia. Demographers, statisticians, and historians were invited from the neighbouring countries, as well as from England, Germany, Switzerland, and Hungary.

*Dr. András Klinger*, Deputy President of the Central Statistical Office, President of the Demographic Commission of the Hungarian Academy of Sciences, presented the practice of nationality censuses as well as the results thereof. His lecture was entitled "Nationality statistics in Europe and in Hungary."

In his lecture, entitled "Problems of nationality statistics", *Dr. József Kovacsics*, Head of the Statistical Department /retired/ of the Loránd Eötvös University, offered a review of the institutions, introduced in the period subsequent to World War I., for the defence of nationalities. In respect of data, relating to Hungarians living in the neighbouring states, as well as to nationalities living in Hungary, he stated that there are no reliable material regarding their numbers, a fact is due to difference in concepts and to policies that endanger even the existence of minorities; such policies amount to a war with figures, he said. This lack of information could be rectified by carrying out censuses on the basis of uniform concepts, and by verifying the results thereof.

*Dr. Imre Takács*, Professor of the Loránd Eötvös University expounded the international legal norms that have bearing on the individual and collective rights of the nationalities. He emphasized that one of the pillars of minority policies is the reliable statistics.

Subsequently to the plenary session the professional statisticians discussed some problems in the Central Statistical Office. Leading statisticians spoke about the methodological questions of censuses, carried out in their countries, and presented the results obtained.

On September 4 a recommendation relating to a nationality census, based on uniform methodology, was discussed, and a resolution was passed to this effect. *Dr. Werner Haug*, President of the Population Commission of the Council of Europe, participated in the session.

The subject in the second section was population statistics relating to Hungarians living the neighbouring countries, while in the third section the social and demographic characteristics of nationalities living in Hungary were discussed.

Chaired by *Dr. László Sebők*, researcher in the Central European Research Institute, the first session of the second section discussed the number, migration, vital statistics, assimilation of Hungarians living in Roumania /Transylvania/ , and analyzed the reliability of the data. The Subject was

presented at the session by *Vasile Ghetau*, General Director of the Census Directorate of Romania. *Dr. Zoltán Dávid*, retired Director of the Archives of the Central Statistical Office was invited to contribute to the discussion. Besides, *Jenő Váralljai Csocsán*, /Professor at Oxford University/, as well as *József Dézsi* researcher, contributed to the debate. The latter acted in the absence of *Károly Vécsei*, invited researcher from Marosvásárhely /Tirgu Mures/. *Dr. László Pillich*, Representative in the Parliament of Roumania, tried to access the number of Hungarians living in Roumania, on the basis of votes for the Democratic Federation of Hungarians in Roumania, received by the Federation on the occasion of the 1990 parliamentary elections.

Chaired by *Dr. László Szarka*, researcher of the Institute for Historical Science of the Hungarian Academy of Sciences, the second session of the section treated the number, composition and regional settlement of Hungarians in Slovenia and Slovakia, for the period between 1910 and 1990. *Dr. Gyula Popély* /Bratislava/, researcher, gave an account of the situation in Slovakia, pointing out the assimilation process of the persecuted Hungarians, a consequence of the minority status and fate. According to 1990 nationality data 566 741 Hungarians were living in Czechoslovakia, or 10.7% of the population. Data relating to mother tongue were not published. The estimated number of people speaking Hungarian was 621 500. /In 1910 896 000 Hungarians had been registered, or 60.6% of the population./

*Aleksander Milenkovič*, researcher of the Statistical Office of Slovenia, delivered a lecture on the Hungarians living in Slovenia. *Dr. Dezső Dányi*, retired Director of the Library of the Central Statistical Office and *Lajos Pollák* /Bratislava, retired Chief Inspector had been invited to contribute to the debate.

Chaired by *Dr. Zoltán Dávid*, retired Director of the Archives of the Central Statistical Office, the third session of the section dealt with the demographic problems of Hungarians living in the Voivodeship and in the Sub-Carpathian region. *Károly Mirnics*, /Novi Sad/, Senior Adviser, delivered a lecture on the decrease of the number of Hungarians, a result of the war threats and other causes.

*György Dupka*, writer and editor /Ungvár/, submitted a detailed account of Hungarians living in the Sub-Carpathian region.

According to *Károly Mirnics* the concept of nation covers only nations which form and build the Yugoslav Federation, while the nationalities /Hungarians, Turks, Roumanians, Italians etc./ are excluded therefrom. In

1921, 371 000 persons with Hungarian mother tongue had been living, while the figure for 1931 was 377 000, for 1961, 442 500 /23.8%/. As at 1964 masses of Hungarians found jobs abroad, a consequence of the strong assimilation endeavours. Due to this fact and to forced emigration and immigration the percentage of Hungarians in the Voivodeship was 21.7% /423 800/, while in 1991 it decreased to mere 16.9% /340 900/. One of the means of assimilation process had been the concept of Yugoslav nation, developed during the Titoist era, which promoted the integration process in the Serb society, the lecturer said. Invited contributions were: *S. András Benedek*, researcher of the National Library for foreign languages, and *Miklós T. Popovics* researcher of the Central Eastern Research Institute.

The first session of the section, treating the question of nationalities in Hungary, was chaired by *Dr. István Hoóz*, Head of Department of the Janus Pannonius University.

In his lecture *Árpád Mészáros*, Head of Department of the Central Statistical Office, emphasized that the 1949 and subsequent censuses did not present accurate numbers of nationalities in Hungary because, as a consequence of the forced emigration, deportation and other reprisals in the post-World War II years, the persons involved considered it advisable to keep secret of their ethnic origins. However, there were no such problems in connections with nationality questions on the accession of the 1990 census. *Dr. László Pálházy*, Chief of Section of the Central Statistical office, one of the invited lecturers, treated the conceptual and methodological questions of the Hungarian censuses. *Dr. József Kepecs*, retired Deputy Head of Department of the Central Statistical Office, explored the researches relating to the nationality data of the censuses and the pertaining statistical publications.

On the second session of the third section *Károly Manherz*, President of the Federation of Germans in Hungary, *et al.* dealt with the numbers, composition and regional settlement of Germans and Yugoslav minorities in Hungary. Problems relating to the Germans were treated by *Dr. György Zielbauer*, Professor at the Dániel Berzsenyi College of Teachers /Szombathely/, himself a victim of the deportation of Germans from this country. Subsequently, the problems relating to the Serb population in Hungary, their settlement regions and the present position of their decreased numbers, were treated by a lecture. The German questions, as minority problems in Hungary, were elaborated by *Dr. Géza Hambuch* and by *Holger Fischer*, the former being Secretary General of the Federation of Germans in Hungary, the latter being director of the Hungarological Institute in Hamburg.

Chaired by *János Báthory*, Deputy President of the Office of the National and Ethnic Minorities, the subsequent session of the third section discussed the questions relating to the number and demographic indicators of Romanians, Slovaks and Roumanians in Hungary, *Dr. Anna Gyivicsán*, Assistant Professor at the Loránd Eötvös University, dealt with the Slovaks, George Petrusan, President of the Federation of Roumanians in Hungary spoke about Roumanians in Hungary; the problems relating to the Gipsies were treated by *Dr. István Hoóz*, Professor and Head of Department of the Janus Pannonius University. Contributing to the debate were *Mrs. László Csobai*, museologist /Békéscsaba/ of the Directorate of Museums of Békés County; *János Szántó*, researcher of the Association for Informatics in Social Science; the former spoke about the Roumanians, while the latter dealt with the Slovak minority in Hungary.

The Members of the plenary session of the conference of: *M. Werner Haug*, President of the Population Commission of the Council of Europe, *Dr. András Klinger*, Deputy President of the Central Statistical Office, *Dr. József Kovacsics*, retired Head of the Statistical Department of the Loránd Eötvös University, *János Báthory*, Deputy President of the Office of the National and Ethnic Minorities, *Dr. László Sebők*, researcher in the Central European Research Institute. In his concluding address *Dr. György Vukovich*, President of the Central Statistical Office, stated, that the lectures as well as the discussions have contributed to the further development and uniformity of nationality statistics. The Conference has also contributed to the creation of successful nationality policies, whose prerequisite is efficient nationality statistics. In concluding the Conference *Albert Egyed*, Counsellor of the Office of Nationality and Ethnic Minorities, offered the resolutions adopted by the representatives of the statistical offices about the census of nationalities.



## CONCLUSIONS OF THE CONFERENCE ON THE STATISTICS OF ETHNIC AND LINGUISTIC GROUPS

### I.

The aim of Conference was to discuss the conceptual and methodological questions with regard to the surveying of the nationality/ethnic/language groups of the population censuses, especially with regard to the size and composition of the hungarian nationality groups in the neighbouring countries and further to critically assess the data relating to the nationality/ethnic/language groups within the present borders of Hungary departing from the 1910 population census.

With regard to the papers presented and in the course of the discussions the representatives of the Statistical Offices the invited specialists on demography formed a proposal according to which in order to ensure reliability and objectivity of the data countries with significant numbers of different nationality/ethnic/language group members will perform future censuses on the basis of the following criteria.

Taking into consideration the UN recommendations with regard to population censuses they regard as necessary to perform, at population censuses, the full-scope survey of the following criteria:

1. nationality/ethnic/language group;
2. mother tongue;
3. use of languages.

It is appropriate that – especially in areas with significant numbers of different nationality/ethnic/language group member – even further criteria we asked /either at the full scope population censuses or in the course of separate additional part-surveys/, such as:

4. place of birth;
5. citizenship;
6. religion;
7. the nationality and the country of birth of the father;
8. the nationality and the country of birth of the mother.

## II. Further recommendations:

- In the population census questionnaires the main nationality/ethnic/language groups living in the respective area should be indicated in pre-printed form;
- The questionnaires and the instructions for filling them out should be made available to the main ethnic groups translated into their respective languages;
- Instead of being established by the authorities or by the enumerator the supply of data should be based on the free declaration of the person asked or of his representatives in the full awareness of the confidentiality of the individual data;
- A possibly uniform definition should be established with regard to the main criteria – especially with regard to nationality mother-tongue and used language – which would be appropriate to include into the European recommendations relating to the next population censuses;
- The Statistical Offices make it possible for the representatives of the main ethnic groups to participate in the censuses /for example preparation, publicity, data collection/;
- In the course of the grouping and processing the national/ethnic/language data will be tabulated and published also by the smallest geographical units /e.g. settlements, villages/ or, respectively, will be made available in this form;
- The traditional criteria by demographic and socio-economic characteristics will be tabulated also separately with regard to the nationality/ethnic/language group by the appropriate regional units;
- The Statistical Offices of the participating countries will publish the nationality/ethnic/language group statistical data of the decennial censuses also in a common volume in a way that every nationality/ethnic/language group with a size of 10.000 be presented separately. The first volume containing data of the censuses around 1990 will be edited and published by the Hungarian Statistical Office and the Statistical Offices of the countries will provide their respective information for the volume on the basis of their final data;

- In order to obtain a better knowledge of the size and composition of the nationality/ethnic/language group populations, as additions to the full-scope population censuses, special surveys of identical contents should be performed in the areas inhabited by various nationality/ethnic/language groups. In order to test these special surveys pilot surveys with a jointly elaborated program may be planned for the period after the completion of the national censuses. The Statistical Office of Burgenland is ready to contribute to this project by sharing its experiences with those interested;
- The available vital statistical data /births - marriages - deaths/ as well as the immigration and emigration data of the nationality/ethnic/language groups will also be processed and published.

## COMPTE RENDU DE LA CONFERENCE DE STATISTIQUE ETHNIQUE

Le Comité démographique de l'Académie des Sciences de Hongrie a ordonné, dans l'organisation du Sous-comité de démographie historique une conférence de statistique ethnique à Budapest, entre le 2 et 5 septembre 1992, dans l'Institut Européen. La conférence était soutenue par la Fondation " Pour les ethnies et minorités nationales en Hongrie", par l'Office gouvernemental des ethnies et des minorités nationales, par la Fondation Pál TELEKI, par l'Institut d'Europe de Budapest et par l'Office Central de Statistique.

Le but de la conférence était d'une part la discussion par les participants des questions conceptionnelles et méthodologiques des recensements des ethnies, d'accepter des directions aux recensements de l'avenir, d'autre part la publication des données authentiques sur le nombre et la composition des ethnies hongroises vivant dans les pays limitrophes, ainsi que des ethnies à l'intérieur de la frontière hongroise.

Entre les séances plénières d'ouverture et de clôture, la conférence a travaillé en deux sections.

La présidence de la séance plénière d'ouverture était constituée de Géza ENTZ, secrétaire d'état, président du Secrétariat des Hongrois d'outre-frontière; de György VUKOVICH, président de l'Office Central de Statistique et de János WOLFART, secrétaire d'état, président de l'Office des ethnies et des minorités nationales.

Le discours d'ouverture était prononcé par Ferenc GLATZ, académicien et directeur de l'Institut d'Europe de Budapest. Dans son exposé, il a souligné que la connaissance de la situation politique, économique, culturelle et démographique des minorités a été rendue possible par les changements politiques dans les ex-pays socialistes après 1988, car les questions ethniques avaient été considérées comme affaires intérieures.

Au cours de la séance plénière, trois communications étaient données.

András KLINGER, vice-président de l'Office Central de Statistique, président du Comité démographique de l'Académie des Sciences de Hongrie, a fait connaître dans son exposé intitulé "La statistique ethnique en Europe et

en Hongrie" la pratique du dénombrement des ethnies et a présenté les résultats des recensements.

József KOVACSICS, professeur universitaire et titulaire de chaire en retraite de l'Université des Sciences Loránd EÖTVÖS a entre autres résumé, dans son exposé intitulé "L'ensemble des problèmes de la statistique ethnique" les institutions pour la protection des minorités créées après la première guerre mondiale. Il a constaté qu'ils n'existent pas de données précises sur le nombre des ethnies de Hongrie ni des Hongrois dans les pays limitrophes, en raison des notions différentes, et à cause de la politique qui pourrait être appelée "la guerre des chiffres", mettant ainsi en danger l'existence des minorités. Ce manque d'information pourrait être évité par des recensements fondés sur des notions communes et sur un contrôle adéquat.

Imre TAKÁCS, professeur universitaire de l'Université des Sciences Loránd EÖTVÖS a souligné - tout en démontrant les normes internationales des droits minoritaires individuels et collectifs -, que les données statistiques bien fondées constituent les piliers de la politique minoritaire.

Après la séance plénière, les statisticiens professionnels ont poursuivi des entretiens à l'Office Central de Statistique. Les statisticiens dirigeants de chaque pays ont fait connaître les questions méthodologiques du dénombrement de leur population, ainsi que les résultats des recensements.

En suite des exposés, le 04.09.1992. une proposition a été discutée et une décision a été prise sur les recensements ethniques à méthodes homogènes. Werner HAAG, président du Comité démographique du Conseil de l'Europe, a également participé à la séance.

Par la suite, nous allons faire connaître dans un abrégé les exposés (études) concernant les Hongrois des pays avoisinants, ainsi que la situation démographique des ethnies vivant à l'intérieur de la frontière hongroise actuelle.

#### Les Hongrois de Roumanie (de Transylvanie)

Dans la section de la Roumanie cinq exposés ont été faits et plusieurs questions et opinions ont été formulées.

En premier lieu, notre invité roumain, Vasile GHETAU a rendu compte du déroulement du recensement de janvier 1992, et nous a fait connaître ses résultats préliminaires concernant les ethnies.

Zoltán DÁVID (Budapest) nous a montré les résultats de ce recensement d'une façon détaillée sur le plan territorial, et en même temps il les a comparé aux données antérieures. Il a esquissé quelles étaient les facteurs démographiques, de migration et d'émigration, qui avaient comme résultat la formation de cette sorte de ligne de chiffre.

Jenő VÁRALLJAI CSOCSÁN (Oxford) a étudié la situation ethnique de la Transylvanie dans les rapports de huit décennies, avec de nombreuses remarques originales, surtout dans le rapport de la corrélation des données religieuses et ethniques. Il a fourni des arguments bien fondés contre l'authenticité des données du recensement actuel.

De l'étude de Károly VÉCSEI (Marosvásárhely) on a pu connaître le processus d'assimilation et de migration organisé par l'État, qui engendre le fait que - hormis les territoires frontaliers et la terre sicule - un nombre grossissant des Hongrois de Transylvanie se trouvent de plus en plus dans un emplacement sporadique.

László PILLICH (Kolozsvár) a comparé les résultats des élections parlementaires du mois de mai 1990 aux ceux du recensement de cette année. Dans le même ordre d'idées il a fait connaître ses conclusions de la différence territoriale des mesures de la conscience ethnique des Hongrois de Roumanie, ainsi que les causes de cette dernière.

Les chercheurs hongrois se sont mis d'accord, que les recensements des années 1966 et 1977 avaient été manipulés, tandis qu'actuellement, c'est l'enregistrement de l'état civil qui peut être douteux - les circonstances politiques et sociales généralement antihongrois auraient pu déformer les données. (L'avis personnel de M. GHETAU: chaque recensement roumain était absolument correct.)

Au cours des discussions de la section, une opinion était faite: la population hongroise estimée à 1,6 million par le recensement roumain doit être entre 1,8 et 2,1 millions selon une estimation réelle.

### Les Hongrois de Slovaquie

Gyula POPÉLY (Bratislava) nous a donné une large vue d'ensemble sur la formation de la population hongroise (567 mille personnes actuellement) en Slovaquie et en Haute-Hongrie entre 1919 et 1990. Il s'est appuyé des données des recensements tchécoslovaques et de celui de la Hongrie de 1941. Il a souligné d'une façon accentuée que le nombre des Hongrois - sans compter les

périodes entre 1950 et 1960 - est en baisse continue. Le résultat de cette dernière est ce que la proportion des Hongrois estimable a 30% d'après le recensement hongrois de 1910 s'est baissée à 10% de nos jours. L'auteur en a expliqué les raisons par les fuites d'un ordre de grandeur d'une centaine de milliers de réfugiés après les deux guerres mondiales; par le transfert de population; par les déportations en Tchéquie; par les conséquences du chantage de réslovaquisation, comme on dit, lequel offrait l'espoir de pouvoir garder son immobilier - et dont les influences sont sensibles de nos jours aussi -; finalement par les conséquences de la slovaquisation statistique démontrable dans la pratique de recensement tchécoslovaque. L'inobservation des dizaines de milliers de personnes sans nationalité entre les deux guerres mondiales, le droit de se déclarer de nationalité juive souvent prescrit comme quasi obligatoire avaient représenté cette pratique, et on ne parlait même pas des corrections postérieures se basant sur l'analyse des noms et d'autres méthodes arbitraires. Gyula POPÉLY a souligné d'une façon accentuée l'incertitude de la catégorie "nationalité", utilisée exclusivement en Tchécoslovaquie jusqu'en 1970 au lieu de l'interrogation sur la langue maternelle. Pour finir, il a présenté sa conviction que l'assimilation des Hongrois de Slovaquie pourra être arrêtée par la prise de conscience et l'obtention des droits politiques de la minorité hongroise.

Dans son exposé foncièrement documenté, Dezső DÁNYI (Budapest) a signalé d'autres raisons de l'assimilation des Hongrois de Slovaquie, ainsi que d'autres lacunes de la pratique de recensement en tchécoslovaquie. Il a souligné que l'enregistrement de l'état civil par interrogation sur la nationalité, remplaçant l'interrogation sur la langue maternelle a pour résultat des déclarations politiquement recolorées contre les indicateurs sans doute plus objectifs de la langue maternelle. Il a fait un crochet sur les conséquences ethniques du change d'imperium de 1918-1919, sur l'ensemble des problèmes peu recherchés mais bien émouvants de la réslovaquisation simple et naturelle mais plus longue et problématique par la suite des couches qui venaient de se magyariser.

C'est à ce propos qu'il mériterait - tout en continuant l'œuvre d'Alajos KOVÁCS - que la population de langue maternelle slovaque de 145.000 personnes de 1920 restée sur le territoire hongrois du traité de Trianon, mais surtout la population de 254.000 personnes parlant également le slovaque soit examinée de plus près, car - à côté de leurs indicateurs religieux-culturels (les évangéliques de la Grande Plaine Hongroise!) - ces données constituent la base des estimations abusives slovaques. Dans la suite de son exposé, Dezső DÁNYI s'est également concentré sur les données de recensement de l'assimilation de la minorité hongroise de Slovaquie. L'enseignement tiré de la séance de la

section était que notre statistique nationale fait bien ses affaires si elle essaie d'approcher le processus omniprésent de l'assimilation de plusieurs aspects, du plus grand nombre possible de données et des critères, tout en prenant en considération les spécificités du pays concerné.

Je présume éminent que Dezső DÁNYI a fait des digressions sur la population bilingue vivant à la frontière linguistique hungaro-slovaque, surtout sur l'importance de la prise en considération des catégories des réformés de langue slovaque des comitats Abaúj et Zemplén (catégories mentionnées comme exceptions statistiques) et sur la pratique de statistique ethnique tchécoslovaque d'avant et d'après 1945, qui devenait inconsistante à cause de la réslovaquisation qui touchait environ 300.000 hongrois de Slovaquie.

Dezső DÁNYI a soulevé une question importante en parlant des indicateurs de fertilité de la minorité hongroise, tout en indiquant que surtout dans la région de Hont, Bars, Gömör et Abaúj, les traditions du système de l'enfant unique, la situation périphérique ayant pour conséquence un développement économique défavorable avait amené d'une part à la formation d'une structure d'âge désavantageuse chez la plupart de la population hongroise de Slovaquie et d'autre part à une baisse démographique continue. Par contre, l'index d'assimilation assez simplifié qui peut être calculé de la comparaison des données de mouvement démographique et de recensement, peut être estimé à 4-5-2,5% dans le cas des Hongrois de Slovaquie, ce qui veut dire, d'après les estimations prononcées au cours de la discussion, que les Hongrois de Slovaquie ont subi une perte d'assimilation de 250 à 300 mille personnes durant les dernières 74 années.

Parmi les exposés complémentaires celui de Lajos POLLÁK (Szenc) a traité du développement régional démontrable à partir des recensements du 20<sup>e</sup> siècle. Il a souligné la compacité marquée des Hongrois de Slovaquie, qu'il a démontré avec de nombreuses données. Selon les recensements les plus récents par exemple, il y a encore plus de 435 villages en Slovaquie où la minorité hongroise constitue la majorité des habitants. Une autre question est le fait - dont on a pu beaucoup parler lors de la discussion - que ces municipalités de majorité hongroise d'un nombre relativement élevé sont tellement astucieusement réparties parmi les 13 districts de la Slovaquie du sud, que ce n'est qu'en deux des treize, dans ceux de Szerdahely et de Komárom que les Hongrois sont majoritaires. Il se présente donc un danger de nos jours, qu'avec les projets de formation de plus grands districts, après le système des petits et des moyens, les deux dernières unités d'administration hongroise seront supprimées vers la fin de l'année.



L'exposé complémentaire de László GYURGYIK a parlé de l'agglomération hongroise de Slovaquie, de la conjoncture des caractères ethniques des villes de la Slovaquie du sud et des facteurs influençant la conjoncture désavantageuse de la structure d'âge de la minorité. Il a fait une digression sur le fait qu'en raison du rétrécissement l'exploration statistique a cause de la protection des données d'état civil nous pourrions perdre la reconnaissance de nombreuses corrélations intéressantes, ainsi - faute d'informations - nous ne pouvons pas examiner l'effet d'assimilation des mariages mixtes.

### Les Hongrois de la Voïvodine

Dans l'introduction de son exposé sur la Voïvodine, Károly MIRNICS (Ujvidék) a parlé des possibilités de l'examen de la situation ethnique donnée par les nouvelles allures qui se dégagèrent après 1988-1989 en Europe centrale-orientale. Auparavant, dans les ex-pays socialistes, pendant presque un demi-siècle les affaires des minorités étaient traitées comme des affaires intérieures, et l'intérêt de la mère patrie porté aux compatriotes se trouvant dans d'autres pays - en raison des nouvelles frontières tracées à l'occasion des traités de paix d'après la première guerre mondiale - éveillait des soupçons. L'avancement des allures de communauté européenne, les frontières ouvertes et l'assurance de la prépondérance des droits de l'homme contribuent à la transformation de cette vue.

Le but est l'amélioration de la situation des minorités dont il est grand temps car la fortune des minorités est généralement mauvaise. Les effets psychologiques et culturels compliqués qui se manifestent ont pour conséquence l'assimilation ou l'émigration des individus. Pendant que ceux qui font partie du peuple qui s'est constitué l'état ne seront jamais obligés de prendre une décision telle que de rester attaché à leur communauté ethnique, ceux qui appartiennent à la minorité se trouvent constamment exposés à la tentation d'abandonner leur langue, leur appartenance ethnique et de s'assimiler à la majorité pour faciliter leur vie et pour assurer l'avenir de leurs enfants.

Leur situation est donc de toute façon plus difficile et beaucoup dépend de ce que l'état agit pour leur survie. De ce point de vue il est très important, quelles sont leurs possibilités de communication en masse (presse, radio, télévision), quelle est la largeur de vue de l'enseignement en langue maternelle (de l'école maternelle jusqu'à l'université), comment l'utilisation de leur langue maternelle est assurée dans l'administration et dans la vie publique et à quel point les conditions de leur vie culturelle sont assurées (théâtre, édition, etc.).

Toutes ces exigences étaient plus ou moins assurées dans l'ex-Yougoslavie. Dans la guerre civile de nos jours, des questions totalement différentes se mettent en vedette. Sur une partie des territoires habités par des Hongrois (dans la Sirmie et sur le territoire de l'ancien comitat Baranya) des agglomérations ancestrales, qui existaient depuis 1100 ans sont disparues. Leurs habitants se sont réfugiés en Hongrie, les corps francs serbes ne leur accordent pas encore a rentrer. Leurs villages ont subi de graves dévastations de guerre et des serbes ont occupé leurs maisons qui existent encore. Les villes et les villages de la Voïvodine sont également menacés par des nuées de réfugiés serbes, les estimations parlent de l'emménagement autoritaire de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Ce fait renverse l'équilibre ethnique jusqu'à présent et accule les Hongrois a la minorité meme dans les agglomérations de population purement hongroise.

Dans ces conditions les résultats du recensement de 1991 ne sont qu'illusoire et leur valabilité n'est pas probable. Les tentatives qui essayaient de mettre une partie de la population dans la catégorie "yougoslave" créée artificiellement sont également devenues inutiles. La diminution du nombre des Hongrois a ainsi réussi mais le nombre élevé des réfugiés et des ouvriers immigrés qui sont restés a l'étranger marque un probleme beaucoup plus grave.

Károly MIRNICS et János JASZTREBINAC ont communiqué des données numériques intéressantes sur les sommes d'argent dépensées en écoles, démontrant que les écoles hongroises ont reçu moins d'argent que leur nombre et la participation des Hongrois dans le revenu national ne l'aurait exigé.

### Les Hongrois de la Subcarpathie

György DUPKA (Ungvár) a donné un rapport sur le nombre et la composition ainsi que sur les changements du territoire d'établissement de la population hongroise de la Subcarpathie, de 1910 jusqu'à nos jours. Cette région a été d'origine attribuée a la Tchecoslovaquie a Trianon, mais passait apres la seconde guerre mondiale chez l'Union Soviétique et apres sa dissolution chez l'Ukraine. Lors de l'annexion, les 3 villes et les 106 villages de majorité hongroise de la région ont beaucoup souffert, surtout pendant et apres la seconde guerre mondiale. La déportation du nombre important des Juifs de langue hongroise des villes, suivie par la déportation sans choix de la population hongroise en des camps de prisonniers et de travail soviétiques, finalement la fuite d'une partie de la population en Hongrie contribuaient tous a la baisse sérieuse de leur nombre.

En raison de ces derniers et a cause de l'importante immigration ukrainienne les villes d'Ungvár, Munkács et Nagyszöllös ont perdu leur majorité hongroise d'origine, de meme que beaucoup d'habitants ruthenes s'emménageaient dans les centres d'habitation créés sur les territoires des anciens villages hongrois autour des villes. La ville de Beregszász et les municipalités du district qui lui appartient sont quand meme de nos jours aussi de majorité hongroise, qui ont gardé leur langue maternelle comme leurs assemblées réformées. Dans son étude, György DUPKA communique beaucoup de données numériques a propos de ces derniers et il suit la conjoncture de la population hongroise de 160-200.000 personnes vivant dans la Subcarpathie de la fin de la premiere guerre mondiale jusqu'a nos jours, quand le probleme le plus important est la lutte constitutionnelle pour l'autonomie, que la population de Beregszász a demandé a une forte majorité lors du référendum organisé.

Par son opinion, András S.BENEDEK (Budapest) a complété l'exposé avec d'autres données. Il a parlé de la situation des villages aux environs de Nagyszöllös, ou les Hongrois de langue hongroise mais de religion orthodoxe étaient violemment inclus parmi les ruthenes. Un tel village est par exemple Csepe, ou la forte majorité des habitants parle toujours le hongrois, mais on a marqué "ruthene" dans leurs pieces d'identité. La situation des anciennes bourgades de majorité hongroise auparavant, mais qui sont isolées au bord du Tisza: Visk, Técső, Aknaszlatina, est également critique, tandis qu'a Huszt la proportion des hongrois est en baisse en raison des emménagements importants.

Tibor Miklós POPOVICS (Budapest) parlait a titre principal des difficultés de l'exécution des recensements, tout en énumérant d'une facon détaillée les obstacles qui résultent de la déclaration de la langue hongroise.

### Les nationalites de Burgenland

En Burgenland les données du recensement de l'année 1981 ont démontré 18,8 mille personnes de langue croate et 4,1 mille de langue hongroise. D'après les résultats d'un sondage effectué par une équipe de recherche provinciale et montrés par Werner HOLZER et Rainer MÜNZ, le nombre des habitants parlant ou comprenant le croate est 24,6 mille et celui qui parlent hongrois a peu pres 17 mille. De la population de plus de 270 mille habitants de Burgenland 15% sont bi- ou multilingues; en tenant compte de ceux qui vivent en des foyers mixtes ne parlant que l'allemand, le quart de la population fait partie de cette catégorie. La majorité de la population minoritaire habite deux des 9 arrondissements de la province: les croates aux environs d'Eisenstadt et a Oberpullendorf; les centres des Hongrois sont Oberwart et Neusiedl. La

proportion des enfants et des jeunes dans la population croate et hongroise est très faible, celle de l'âge moyen aussi chez les Hongrois, ainsi plus de la moitié des Hongrois sont au dessus de 60 ans. Une partie des personnes âgées n'a pas appris le hongrois à la maison comme langue maternelle mais à l'école.

Plus de la moitié de ceux qui parlent croate ou hongrois travaillent dans les services, contre la moyenne provinciale de 47%. La qualification de ceux qui parlent hongrois et sont entre 15 et 40 ans est plus haute que la moyenne. Ce n'est qu'au tiers des enfants de maison paternelle croate qu'on parle croate dans le foyer, la situation n'est guère meilleur chez les Hongrois. Pourtant, l'avenir du polyglottisme en Burgenland en dépend beaucoup.

### Les Hongrois de Slovenie

Aleksander MILENKOVIČ, collaborateur de l'Office de Statistique de Ljubjana de la République Slovène a traité des résultats du recensement slovène organisé à la date idéologique du 31 mars 1991 et il en a fait connaître les données des Hongrois de Lendva et de Muraszombat. Le nombre des Hongrois de la région de Muraköz en Slovénie a baissé de 15 mille à 8 mille entre 1921 et 1991. Comme il l'a montré dans son exposé distribué en forme écrite, dans le cas de la question examinant l'appartenance ethnique, la réponse n'était pas obligatoire conformément à la constitution, et beaucoup de personnes ont bénéficié de leur droit selon MILENKOVIČ.

Les deux minorités de la République Slovène: les communautés hongroise et italienne avaient participé d'une façon active dans les préparations du recensement. Dans les rapports des minorités, le recensement s'était étendu sur l'éclaircissement de tels détails que les préférences de langues parlées dans les familles. Ces données non-publiées dans les publications de recensement à cause de leur caractère détaillé étaient d'une part communiquées par MILENKOVIČ et d'autre part mises en dépôt à l'Office Central de Statistique. La collecte de données ethniques du recensement de Slovénie s'était déployée sur les restes hongrois vivant sur territoires de caractère hongrois. À propos de ça, M. MILENKOVIČ a affirmé son avis, d'après lequel le nombre des personnes parlant le hongrois d'une façon active décline parallèlement à la distance du centre de la région de Muraköz. Il a signalé qu'il y a lieu de remarquer le renforcement de la conscience régionale que l'on peut observer en Tchécoslovaquie aussi: 41% des Sloènes et 3% des Hongrois de Muraköz désignaient le patois de la région comme langue parlée en famille. Les Hongrois de Slovénie sont peut-être les seuls de toutes les minorités hongroises qui ont

un meilleur indicateur de natalité et de fertilité dans leur région que la nationalité majoritaire.

### Les ethnies de Hongrie

L'exposé d'Árpád MÉSZÁROS était prononcé lors de la première séance de la section se consacrant aux ethnies de Hongrie. Il a donné un aperçu des résultats ethniques et religieux des différents recensements. En outre de faire connaître les issues des collectes de données il avait de grandes attentions à la répartition territoriale de la population d'ethnie et de religion différentes ainsi qu'aux changements dans ce domaine. Par l'étude critique des données fondées sur les aveus du recensement, il a signalé que les changements qui se sont effectués à l'époque sont sensibles dans les résultats des recensement de 1949 et des années suivantes. Le comportement de la population était également influencé par les déplacements par mesure administrative des ethnies, par les transferts de population ou par d'autres répressions.

László PÁLHÁZY a fait connaître et a étudié les sources d'erreurs possibles des données ethniques. Il a jugé comme source d'erreur fondamentale l'environnement politique et social dans lequel le recensement s'effectue, car cet environnement influence les aveus de l'interrogé mais également le comportement du recenseur. Il a fait une digression sur l'importance des facteurs formels comme la structure du questionnaire, la rédaction des questions, leur ordre, l'utilisation des questions et des réponses relatives à la religion, la qualité du codage, etc.

József KEPECS nous a fait connaître les difficultés de la composition et de la rédaction des publications qui contiennent les données relatives aux ethnies et aux nationalités minoritaires de la Hongrie historique. Comme son exposé nous l'a annoncé, l'Office Central de Statistique compte éditer les données relatives au nombre, à la nationalité et à l'appartenance ethnique de la population de la Transylvanie, de la Haute-Hongrie, de la Subcarpathie et dans la Voïvodine en des ouvrages différents. L'Office a utilisé les résultats des données des recensements organisés par les autorités hongroises. La contribution par l'ordre des municipalités permet une étude approfondie et la suite des changements historiques. On envisage également la publication des données relatives à l'appartenance religieuse. Le premier ouvrage dans ce domaine représente les changements du nombre et de la répartition territoriale des Juifs de Hongrie.

## Les Roumains de Hongrie

Deux exposés ont traité des conditions démographiques des Roumains de Hongrie.

Mme Lászlóné CSOBAI a suivie le processus d'immigrations des Roumains vivant actuellement en Hongrie par une étude historique et de statistique historique. La partie prédominante des Roumains de Hongrie sont de religion orthodoxe, par conséquent l'étude des documents et des états civils religieux offre une image authentique sur les changements du nombre par agglomération de la minorité. L'exposé a représenté la corrélation significative existant entre le change de religion et la perte de langue. La partie des Roumains de Hongrie qui avait adopté la religion orthodoxe a liturgie hongroise a dans peu de temps adopté la langue de la société majoritaire aussi.

Comme conclusion de son exposé la conférencière a développé que les résultats des recensements se déforment soumis aux conditions de la politique intérieure et extérieure de l'époque, par conséquent pour l'évaluation des données démographiques réelles on a besoin d'une approche interdisciplinaire; l'application des faits reconnus par les sciences complémentaires est nécessaire.

György PETRUSÁN (qui est en même temps le président de l'Alliance des Roumains de Hongrie) a traité pareillement du nombre et de la composition des Roumains de Hongrie. Son étude a examiné en premier lieu les résultats de la statistique ethnique du point de vue de la politique minoritaire, plus précisément, dans l'interprétation du conférencier: les insuccès de cette politique.

Il a démontré les raisons de cet infructuosité de plusieurs décennies dans une structure dichotomique: on ne peut pas, par les techniques de recensement développés (rédaction des questions, inexpérience des recenseurs) établir un nombre précis, et en même temps les concernés (les citoyens minoritaires) ne peuvent et ne veulent même pas être partenaires en raison des réflexes historiques négatifs. Selon le conférencier, les réponses données à la question "langue parlée en outre de la langue maternelle" pourraient approcher l'appartenance minoritaire d'une façon objective.

Dans sa conclusion il a présumé que l'instabilité et les conflits ethniques de cette région de l'Europe ne favorisent pas les aspirations vers le dénombrement statistique des groupes ethniques.

## Les Slovaques de Hongrie

Le dr. Anna GYIVICSÁN (présidente de l'Alliance des Slovaques de Hongrie) a prononcé un exposé polémique sur la conjoncture démographique des Slovaques de Hongrie.

La conférencière a traité - du point de vue de ses propres recherches d'anthropologie culturelle - en premier lieu de la présentation du processus de l'assimilation, de la mise a jour des raisons de cette dernière, et des questions relatives a l'identité des Slovaques de Hongrie, tout en démontrant une étroite corrélation entre les deux facteurs.

Selon sa proposition fondamentale, l'assimilation relativement rapide des Slovaques provient de la faible conscience d'identité minoritaire, et dans les profondeurs, on peut définir le manque historique de l'existence nationale slovaque et la socialisation foncièrement hongrois du point de vue de l'histoire des Slovaques. Elle a argumenté d'une façon détaillée et avec des comparaisons internationaux les raisons historiques et politiques de "la guerre des chiffres" slovaquo-hongrois : la surestimation du point de vue slovaque et, dans une moindre proportion hongrois du nombre des Slovaques de Hongrie.

## Les Allemands de Hongrie

György ZIELBAUER, professeur d'école supérieure en retraite a présenté le déroulement - et les résultats - des travaux de recherche de cinq ans, qui ont été effectués en 406 agglomérations de Hongrie habitées en partie par des Allemands et qui ont examiné les données d'état civil et de mariages de la période entre 1920 et 1980, en regroupant séparément les mariages des Allemands avec des Hongrois, avec des Allemands et avec d'autres ethnies. Ils ont essayé de définir le nombre des Allemands de Hongrie a partir de leur nom de famille, et qui peut être estimé ainsi au sextuple de la donnée de 30-40 mille personnes dénombrés par les trois derniers recensements. Ils ont examiné les données des demandes de changement de nom déposées dans quelques comitats, pareillement les données des autorités locales, les "les notes du Conseil", qui estimaient le nombre de la population ayant une exigence de culture minoritaire allemande dans les différents comitats, en outre des habitants se déclarant de langue maternelle allemande lors des recensements. L'ensemble des données sur les Sicules de Bukovine et sur les Tchangos de Moldavie, établis surtout a Bonyhád et dans ses environs a partir des années 1940 et y coexistant avec les

Allemands, constitue un élément particulièrement intéressant de l'étude. Les tableaux se rattachant à l'exposé ont démontré, dans une répartition selon comitats, les évacuations des années 1946-1948 et la conjoncture du nombre de la population de langue maternelle ou d'ethnie allemande à partir des recensements et d'autres dénombrements du dernier demi-siècle.

Holger FISCHER, directeur de l'Institut de Hungarologie de Hamburg a présenté les changements sociaux et économiques des Allemands de Hongrie entre 1920 et 1990, à la base d'un échantillon statistique déployé sur 64 agglomération de la Transdanubie. L'échantillon était choisi d'après des points de vue territoriaux et de structure démographique: on y trouve des agglomérations proches de l'Autriche de langue allemande en situation frontalière, des agglomérations centralisées dans les comitats Baranya, Tolna et Veszprém, et des agglomérations de situation sporadique, avec des grandes différences dans la proportion de la population allemande tout comme dans les dimensions des agglomération, etc. Les résultats peuvent être généralisés - avec la prudence nécessaire - pour toute la population allemande de Hongrie. Cela veut dire cette population présente une image moins avantageuse et plus différencié dans l'espace par rapport aux autres ethnies du pays. L'image de ses "exigences culturelles minoritaires" est moins favorable que celle des autres ethnies. En même temps on peut constater qu'une partie supérieure à la moyenne des personnes actives travaille dans l'industrie et une partie inférieure dans l'agriculture. Le conférencier a signalé les exigences que la statistique ethnique devrait assurer pour la continuation des telles recherches. La matière de l'exposé est complétée d'un grand nombre d'annexes de cartes et de diagrammes.



### Les Croates de Hongrie

János GYUROK, le directeur de l'Institut Croate de Hongrie, a cherché la réponse dans son exposé à la question qui s'impose: ou sont passés, au cours de notre siècle, plusieurs dizaines de milliers de Croates de Hongrie? Il a montré, à partir des données - de répartition différente - des recensements de chaque décennie la conjoncture du nombre de la minorité croate, séparément ou ensemble avec les Bunyevác et les Sokác ou ensemble avec les autres ethnies slaves du sud, ainsi que quelques caractéristiques démographiques-statistiques de la population. Le conférencier a renvoyé au processus de vieillissement de la population minoritaire, à la fécondité et niveau de qualification bas. Il a insisté sur le développement des recensements de statistique ethnique par des données sur la stratification sociale en vue de la continuation des recherches.

### Les Slovenes de Hongrie

Mme MUKICSNÉ Mária KOZÁR, ethnographe de Szombathely n'a pas pu être présent à la conférence, son étude examine la conjoncture de la population en diminution depuis 1900 des Slovenes (Vindes anciennement), vivant dans la ville de Szentgotthárd (comitat Vas) et dans les six villages environnants. C'est à l'aide des tableaux, en répartition par municipalités qu'elle représente la conversion en sens négatif du mouvement démographique dans les années 1980 et la transmigration continue. La répartition par âges de la population nous témoigne de son vieillissement et la jeunesse désertant ses foyers s'assimile rapidement.

### Les Tziganes de Hongrie

La situation démographique des Tziganes de Hongrie a été exposée par István HOÓZ. Il a développé qu'au cours de l'examen statistique de la population romani, les experts doivent rencontrer plusieurs spécificités. Les Tziganes constituent l'ethnie la plus nombreuse de la Hongrie, ne vivant pas sur un territoire déterminable mais sporadiquement présente dans les agglomérations du pays. Une autre spécificité - différente des autres ethnies - des Tziganes de Hongrie est que leur majorité prépondérante parle la langue de la majorité de la population et non pas un dialecte de la langue tzigane. Le conférencier a mis au rang des spécificités le mode et les conditions de vie des Tziganes, différents de ceux de l'environnement social.

Il a brièvement fait connaître les changements du nombre de la population tzigane qui peuvent être historiquement reconstruits, par la suite il a regroupé

les connaissances qui sont a notre disposition, en faisant une digression sur les contradictions qui existent entre les ordres de grandeur et les données estimées. L'exposé a défini - a partir de la base de données exigue - les raisons des décalages importantes exprimés en chiffres que l'on peut rencontrer entre les catégories "parlant tzigane" et "se déclarant ethnique". Il a estimé le nombre des Tziganes de Hongrie a 35 mille personnes.

Le professeur HOÓZ a traité des facteurs démographiques spéciaux caractéristiques des Tziganes (conditions de natalité et de mortalité) dont proviennent des sérieuses conséquences de politique sociale et d'enseignement.

## **DECISIONS DE LA CONFERENCE TENUE SUR LA STATISTIQUE DES GROUPES ETHNIQUES ET LINGUISTIQUES**

Les participants de la conférence - les représentants des offices de statistique, les experts invités - préconisent que les recensements dans les pays où le nombre des différents groupes ethniques et linguistiques est élevé soient désormais effectués - en vue du degré d'authenticité et de l'objectivité des données - selon les considérations suivantes.

Tout en observant les recommandations de recensement de l'ONU, les participants présumant profitable l'adoption des indices suivants dans les recensements entiers:

1. Groupe ethnique, linguistique
2. Langue maternelle
3. Langue de fait

Il est bien motivé - surtout dans les régions où le nombre des groupes ethniques et linguistiques est important - d'examiner d'autres indices supplémentaires (dans les recensements entiers ou par des enregistrements complémentaires):

4. Lieu de naissance
5. Nationalité
6. Religion
7. Nationalité et pays natal du père
8. Nationalité et pays natal de mère

### *Autres recommandations de la conférence*

- Sur les questionnaires de recensement, faire figurer la désignation des principaux groupes ethniques et linguistiques en impression;
- Faire parvenir les questionnaires et les guides d'établissement aux groupes ethniques en leur propre langue;

- Le questionnaire ou son procureur fournit ses renseignements sachant que les données personnelles sont secrètes, se reponsant sur une déclaration libre et non pas sur une détermination de l'autorité où de l'interrogateur;
- Détermination homogène et formulation selon des recommandations européennes des principaux indices, surtout ceux de l'éthnie, de la langue maternelle et de la langue de fait;
- Les offices de statistique rendent possible la participation des représentants des principales ethnies dans le recensement (par exemple dans les préparations, dans la propagande, dans le recueil des données);
- Lors du regroupement et du dépouillage des données, celles qui sont relatives aux groupes ethniques et linguistiques seront dépouillées et publiées selon les plus petites unités aussi (par agglomérations, par exemple). Ces données détaillées seront rendues communes à tous;
- Les indices démographiques, sociaux et économiques relatifs aux groupes ethniques et linguistiques seront dépouillés de même séparément, selon les unités territoriales adéquates;
- Les offices de statistique des pays participants à la conférence publient les données statistiques des recensements décennaux relatives aux groupes ethniques et linguistiques de plus de dix mille personnes dans un volume commun également;
- Le volume contenant les données définitives des recensements effectués vers 1990 sera rédigé et édité par l'Office Central de Statistique hongrois;
- Pour une meilleure connaissance du nombre et de la composition de la population des principaux groupes ethniques et linguistiques, chaque pays organise des examens spéciaux fondés sur les mêmes indices, selon les territoires habités par ces groupes.
- Les pays dépouillent et publient également les données démographiques statistiques (natalité, mariages, mortalité) ainsi que celles de l'immigration et de l'émigration relatives aux groupes ethniques et linguistiques.

**DATENSAMMLUNG DES JAHRES 1942 ÜBER DIE GEMEINDEN  
DES SZEKLERLANDES**

Dorf	Die Bevöl- kerung 1910	Die Bevöl- kerung 1941	ungarisch	románisch	deutsch	andere	röm.kath.	reformiert	griechisch kath.	griechisch östlich	evang.	unit.	armerier	jüdisch	andere	Pfarramt	staatliche Schule	kirchliche Schule
Alsóbölkény (Beica de Jos)	1 047	1 002	900	98	-	4	104	656	-	-	178		-	-	-	rk. g.kat. ref.	1	ref.
Alsóidecs (Ideciu de Jos)	1 019	1 180	39	15	1 075	51	19	69	9	-	1 067		-	3	13	ev.	-	ev.
Alsókőhér (Chiheru de Jos)	802	948	6	954	-	-	-	-	848	-	-	-	-	-	-	g.kat.	1	ev.
Átosfalva (Hotești)	348	427	427	-	-	-	-	427	-	-	-	-	-	-	-	ref.	-	ref.
Ákosfalva (Ačatari)	898	1 085	1 052	1	4	28	245	820	-	-	4	8	-	8	-	ref. rk.	1	ref.
Backamadaras (Păsăreni)	225	1 450	1 309	127	-	14	208	1 108	127	-	-	-	-	-	-	ref.	1	ref.
Bala (Băla)	1 327	1 601	63	1 494	-	44	6	48	1 531	-	-	-	-	7	5	g.kat.	1	-
Bazéd (Bozed)	468	535	8	527	-	-	6	2	527	-	-	-	-	-	-	g.kat.	1	-
Bátos (Batos)	1 605	1 545	44	26	1 475	-	11	33	26	-	1 475	-	-	-	-	ev.	-	ev.
Bede (Bedeni)	308	354	354	-	-	-	-	354	-	-	-	-	-	-	-	ref.	-	ref.
Berekeresztúr (Bira)	316	335	335	-	-	-	7	328	-	-	-	-	-	-	-	ref.	-	ref.
Berecztelke (Breaza)	1 178	1 340	1 072	268	-	-	-	1 072	-	-	-	-	-	-	-	ref.	2	-
Bordos (Bordosiu)	481	575	575	-	-	-	525	-	-	-	-	60	-	-	-	rk. unit	1	rk.
Budurló (Budurleni)	518	488	4	482	-	2	4	-	470	12	-	-	-	2	-	g.kat.	1	-

/fortsetzung/

Dorf	Die Bevöl- kerung 1910	Die Bevöl- kerung 1941	ungarisch	románisch	deutsch	andere	róm.kath.	reformiert	griechisch kath.	griechisch östlich	evang.	unit.	armerer	jüdisch	andere	Pfarramt	staatliche Schule	kirchliche Schule
Csejd (Cotuș)	431	530	527	3	-	-	12	515	-	-	-	-	-	-	-	ref.	-	ref.
Cserefalva (Stejeriș)	385	409	407	2	-	-	-	395	-	-	-	12	-	-	-	ref.	-	ref.
Csiba (Cîba)	319	341	341	-	-	-	16	325	-	-	-	-	-	-	-	ref. rk.	-	ref.
Csókfalva (Trei Sate)	785	837	837	-	-	-	67	360	-	-	-	410	-	-	-	rk. ref. unit.	1	-
Csőb (Cîbu)	312	447	439	-	-	8	390	-	-	-	-	50	-	7	-	-	1	rk.
Dedrád (Dedrad)	2 043	2 126	12	-	2 113	1	1	7	-	-	2 113	-	-	-	4	ev.	-	ev.
Dedrádszéplak (Goreni)	693	798	480	317	1	-	8	472	314	3	1	-	-	-	-	ref. g.kat.	-	ref.
Déda (Deda)	2 491	2 997	414	2 285	-	278	176	231	2	2 392	5	2	-	169	-	g.östl.	1	-
Disznajó (Valenii de Mures)	1 450	1 747	1 595	128	5	19	2	1 593	-	128	5	-	-	19	-	ref. g.östl.	-	ref.
Ehed (Ihod)	420	389	389	-	-	-	388	1	-	-	-	-	-	-	-	rk.	-	ref.
Erdőcsinád (Pădurei)	791	869	886	-	-	3	35	820	-	-	-	11	-	-	-	ev. ref.	-	ref.
Erdőszengyel (Singeru de Pădure)	456	436	165	260	-	11	9	154	-	260	-	2	-	11	-	ref. g.östl.	1	-
Erdőszentgyörgy (Singeorgiu de Pădur)	2 571	3 795	2 024	934	-	837	129	2 436	-	934	5	42	-	231	18	rk.ref. g.östl. izr.	1	-

/fortsetzung/

Dorf	Die Bevölkerung 1910	Die Bevölkerung 1941	ungarisch	romänisch	deutsch	andere	röm. kath.	reformiert	griechisch kath.	griechisch östlich	evang.	unit.	armenier	jüdisch	andere	Pfarramt	staatliche Schule	kirchliche Schule
Paragó (Farágäu)	969	1 155	16	1 139	-	-	-	16	1 139	-	-	-	-	-	-	g. kat.	1	-
Felsőbükény (Beica de Sus)	546	545	7	535	-	3	2	5	532	-	-	-	-	3	-	g. kat.	1	-
Felsődecs (Ideciu de Sus)	916	1 132	57	4	1 016	55	25	64	2	23	1 016	-	-	2	-	ev.	1	ev.
Felsőköhér (Chihneru de Sus)	860	1 065	145	917	-	3	45	50	917	-	-	-	-	3	-	g. kat.	-	-
Fintakáza (Cinta)	499	500	300	202	-	.	6	290	190	-	-	4	-	-	12	ref.	-	ref.
Folyfalva (Foi)	439	499	498	-	-	1	2	494	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-
Fülekháza (Filea)	1 522	2 390	827	1 492	2	69	201	693	86	1 371	-	7	-	24	8	ref. g.östl.	1	ref.
Gegecs (Huneşti)	666	743	743	-	-	.	-	743	-	-	-	-	-	-	-	ref.	-	ref.
Göcs (Găleşti)	375	453	408	-	43	2	3	408	-	-	-	-	-	2	38	ref.	-	ref.
Gödömszerháza (Slănceni)	2 133	2 013	691	1 190	3	129	715	44	8	1 182	5	-	-	51	-	rk. g.östl.	3	-
Görgényadorján (Adrian)	386	497	8	487	2	-	8	-	487	-	2	-	-	-	-	g. kat.	1	-
Görgényhodók (Hodac)	3 151	4 403	30	4 077	-	296	20	9	1 791	2 567	-	-	-	16	-	g. kat. g.östl.	1	-





BOOK REVIEWS

BUCHBESPRACHUNGEN

COMPTE RENDU DE LIVRES



József GYÖNYÖR: STAATENBILDENDE NATIONALITÄTEN  
BRATISLAVA, 1989.

Gyula POPÉLY: ABNAHME DES VOLKES. (DIE UNGARN DER  
TSCHECHOSLOWAKEI AUF GRUND DER  
VOLKSZÄHLUNGEN VON 1918-1945.) BUDAPEST,  
1991.

Als das originell im Jahr 1984 geschriebene, später im September 1988 etwas ergänzte Manuskript von József Gyönyör 1989 erschien, trieb das Volk der Tschechoslowakei seine auf die Macht krampfhaft beharrende führende Schicht noch nicht fort und das Land trat noch nicht auf den Weg der demokratischen Entwicklung. Die Verfasser des Vorwortes (Géza Mihály und László Végh) empfahlen dem Leser das Werk noch im Interesse "der Verbreitung der Ideen der Diktatur des Proletariats" und häuften auf vier Seiten eine ganze Fundgrube der überdrüssig gewordenen Phrasen auf, sie vergassen jedoch nur die sich schnell verschlimmernde Lage der in der Tschechoslowakei lebenden Ungarn zu erwähnen, obgleich die jahrelang aus den verschiedensten, manchmal schwer zugänglichen statistischen Quellen gesammelter Daten des Bandes über die Folgen der nach dem zweiten Weltkrieg überstandenen schweren Schicksalsprüfungen von über 600 000 Ungarn, die auf, der Tschechoslowakei angegliederten, einstmalig ungarischen Gebieten leben viel mehr enthalten, als unsere bisherigen Kenntnisse: über die ständige wesentliche Verringerung ihrer Zahl und ihres Anteils, über die Slowakisierung der früher zumeist von Ungarn bewohnten Städte und zahlreicher Dörfer, über das Dahinschwinden der Schulung in ungarischer Sprache, über die ständige Verschlimmerung ihrer sozialen Lage. Eine große Befangenheit und eine Bedrängnis der Abhängigkeit von der Macht waren nötig um zu erreichen, daß die klägerischen Angaben den Verfassern des Vorwortes lobende Worte und nicht einen Hilferuf entlockten, da dieses Buch die Sammlung der Daten der sich mehr und mehr verschlimmernden Lage der dort lebenden Ungarn ist. In den vergangenen vier Jahrzehnten erschien nirgend ein reicheres Werk über die in den Nachbarländern wohnenden Ungarn.

Die Angaben des Bandes sind genau und korrekt, sie leisten eine große Hilfe den Forschern der Lage der in der Slowakei lebenden ungarischen Nationalität. Das Buch bietet eher ein statisches Bild: in erster Reihe illustriert es den Stand des Jahres 1980, wie man ihn aus den lange geheim gehaltenen Daten der Volkszählung und aus anderen statistischen Datensammlungen

herauskriegen kann, und vergleicht die Zahlen höchstens mit den Angaben des Jahres 1970.

Aus anderen Werken, in erster Reihe aus den ausgezeichneten Studien von Kálmán JANICS ist die Geschichte der Verfolgung der vergangenen 70 Jahre wohl bekannt, aber auch die Prüfung der Zahlen bietet eine Gelegenheit zur Formulierung von wichtigen Fragen. Was wurde aus der natürlichen Zunahme der Ungarn? Was verursachte die Verringerung ihrer Zahl, in einigen Regionen sogar ihr ganzes Verschwinden? Warum mußten sie ihren tausendjährigen Wohnort verlassen, wieviele Ungarn wurden aus welchen Gemeinden ausgesiedelt, wie zerfiel in seiner ganzen Länge das einstmalig zusammenhängende ungarische Sprachengebiet auf mehrere Teile? Die Prüfung der Daten kann eine Antwort auch auf die Frage geben, was der Quellenwert der Volkszählungen, was die kollektive Verantwortlichmachung nach dem zweiten Weltkrieg, die "Reslowakisierung" bedeuten und welche Wirkung ihre nachweisbare Folgen auf die Genauigkeit und Zuverlässigkeit der Daten ausübten. Es genügt nämlich durch die Hauptstraßen einzelner Städte durchzugehen, in den Friedhof einzukehren, ein Telefonbuch aufzublättern um die Verzerrungen der Volkszählung zu beweisen.

Aber auch die mit großer Sorgfalt gesammelten und reich präsentierten Daten ermöglichen klare Folgerungen und stimulieren unser weiteres Denken. Heute würde auch József Gyönyör scharfer formulieren, aus den veröffentlichten Ergebnissen manchmal kühnere Schlußfolgerungen ziehen, wir sollen aber eher daran denken, was für eine große Tat es war unter den damaligen Verhältnissen dieses Buch überhaupt ausgeben zu können. Dafür verdient der Verfasser eine Anerkennung.

Jetzt sollen wir einige Daten prüfen, die eindeutig die immer größere Krise der in der Tschechoslowakei lebenden Ungarn eindeutig beweisen. Wir sollen daraus ausgehen, daß die letzte ungarische Volkszählung 1910 auf dem heutigen Gebiet der Slowakei 896 271 Personen von ungarischer Muttersprache erwies und bis 1980 diese Zahl auf 579 166 auf dem ganzen Gebiet der Tschechoslowakei fiel. (Im Jahr 1950 erreichte sie ihr Minimum: 367 733 Personen.) Die Zahl der Slowaken stieg zur selben Zeit, zwischen 1921 und 1980 von 1 968 598 auf 4 676 378. Obzwar inzwischen die Ungarn auch öfter in einer hohen Zahl (teilweise durch Zwang) nach Ungarn übersiedelten, zeigen die Daten auch so ganz klar, daß nicht nur der natürliche Zuwachs von 70 Jahren ausfiel, sondern auch ihr origineller Stand einen großen Verlust erlitt, Hundertausende verschmelzten sich in die Slowaken. Die

tschechoslowakische Statistik veröffentlicht leider keine demographische Daten nach Nationalitäten, deshalb haben wir keine genauen Angaben über die Grösse des natürlichen Zuwachses der ungarischen Bevölkerung, aber mit einem niedrigeren Wert als der Durchschnitt der Slowakei rechnend und die Personen, die nach Ungarn übersiedelten abrechnend, sollten heute ungefähr 1 000 000 Ungarn in der Slowakei leben. Der Verlust wäre also etwa 400 000 Personen.

Auch die Beobachtung der Zeitreihen der Gemeinden könnte sehr interessante Ergebnisse zeigen. Besonders in der Gegend von Léva und Kassa (Kaschau) verloren viele Ortschaften ihre ehemalige ungarische Mehrheit, aber eine ähnliche Erscheinung kann auch anderswo vielerorts bewiesen werden. József Gyönyör verglich zwischen 1970 und 1980 die Daten der ungarischen Bevölkerung der Bezirke und in acht Bezirken stellte er eine Verringerung, in drei eine Stagnation fest, bloß im Bezirk Dunaszerdahely war eine größere und im Bezirk Komárom (Komorn) eine geringe Erhöhung. Obzwar in Pozsony (Pressburg) und Kassa (Kaschau) infolge des für die sozialistischen Länder charakteristischen Treibens in die Städte die Zahl der Ungarn wuchs, blieb ihr Anteil stagnant oder verringerte sich und ihre frühere Mehrheit verminderte sich auf ein Minimum. (in Pressburg 4,9%, in Kaschau 4,0%). Ähnlicherweise fielen sehr die Zahl und besonders die Proportion der Ungarn auch in den anderen Städten, wo einst die Ungarn eine große Mehrheit bildeten, obzwar dies natürlich nur durch die Zusammenstellung von längeren Zahlenreihen bewiesen werden könnte.

Es ist ein klarer Beweis der Zurückdrängung der Ungarn, daß während in der Slowakei 1921 die Ungarn 21,7% der Bevölkerung bildeten, sank ihr Anteil bis zum Jahr 1980 auf 11,2%. Die Prüfung der weiteren Tabellen zeigt, daß in der Hinsicht der sozialen Zusammensetzung der Bevölkerung, ihrer Verteilung nach Wirtschaftszweigen oder der Schulbildung die Ungarn sogar diese niedrige Proportion in den günstigeren Kategorien nicht erreichten. Dafür erwähnen wir ein einziges Beispiel: während in der Tschechoslowakei der Anteil der Bevölkerung von ungarischer Nationalität 1980 3,8% betrug, waren schon bloß 1,6% jener, die eine Universität oder eine Hochschule absolviert hatten Ungarn. Die umfassenden Kategorien ("die Angestellten") der sozialistischen Statistik geben überhaupt keine Antwort auf die Frage, wieviel Personen von den Ungarn einen intellektuellen Beruf haben und wie viele in einer leitenden Stellung waren. (Ob es überhaupt solche gibt).

Leider sammelte die tschechoslowakische Volkszählung des Jahres 1980 keine Daten über die Verteilung der Bevölkerung nach Muttersprache. So war József Gyönyör gezwungen sich mit der Bekanntgabe der Ergebnisse des

Jahres 1970 zu begnügen, die beinahe um 10 Prozent mehr Personen von ungarischer Muttersprache zeigten, so können auch die Angaben der Nationalität von 1980 gewiß auch um soviel erhöht werden. Es ist bekannt, daß das Fragen über die Nationalität unvoreilhaft ist - viele Personen verwechseln es mit der Zugehörigkeit zur Nation oder mit der Staatsangehörigkeit - , es ist also kein Zufall, daß die Volkszählung sich danach erkundigte.

Der zweite Teil des Bandes beschreibt die Lage der Nationalitäten, mit besonderer Rücksicht auf die Slowakei und die ungarische Bevölkerung. Hier gibt es auch ausführliche Daten besonders über die Lage des Schulungswesens, diese Angaben enthalten auch wichtige Feststellungen über die ungünstige Lage der Bevölkerung von ungarischer Muttersprache. Infolge der "Integration", die der Systematisierung in Rumänien ähnlich ist, wurden hunderte der Grudschulen aufgelassen, deshalb viel die Zahl der Schüler der Schulen mit Unterricht in ungarischer Sprache um 30,5% zwischen 1970 und 1983. Die Verringerung der Proportion der ungarischen Schüler der Gymnasien um 22,6% zwischen 1975 und 1983, die Traurige Tatsache, daß bloß 79,3% der Schüler von ungarischer Nationalität Gymnasien mit Unterricht in ungarischer Sprache besuchten, 20,7% von ihnen in slowakischer Sprache lernten, ist schon die Folge einer bewußten Schulpolitik: inzwischen wurde das Gymnasium von Nyitra (Neutra) aufgelassen, die Gymnasien in Nagymegyér und Ógyalla wurden in Fachmittelschulen umändert, so wurden immer weniger ungarische Klassen geöffnet. Es gibt ähnlich sich verringende Daten auch bezüglich der anderen Schultypen - ich erwähne nicht alle.

Das Buch von József Gyönyör widmet ein separates Kapitel dem in der Verfassung gesicherten Sprachengebrauch der Nationalitäten bei den Organen der Staatsmacht und Staatsverwaltung, dann macht es beachtenswerte Feststellungen auch über die Praxis. Ein separates Kapitel berichtet darüber, wie die Rechte der Nationalitäten zur Geltung gebracht und geschützt werden, danach ergänzen und komplettieren 73 Tabellen das Grundwerk, welches die Lage der in der Tschechoslowakei lebenden Ungarn mit Zahlen illustriert darlegt.

Ähnlicherweise ist das Werk von Gyula Popély nützlich. Es enthält viele nützliche Daten aus den Vokszählungen über die Zahl der Ungarn. Der Verfasser legt einen Nachdruck auf die Periode vor 1945, manchmal aber kehrt er zu den Angaben der früheren ungarischen Vokszählungen zurück (er beginnt, zum Beispiel, die Zeitreihen der Städte im Jahr 1880), ein anderes Mal blickt er jedoch bis 1980 voraus und so umfaßt er die Daten von 100 Jahren.

Das Werk beschreibt sehr ausführlich die Entstehung der tschechoslowakischen Volkszählungen, die Parlamentsdebatten vor der Durchführung der Volkszählung, die Vorbereitungen und die Verwirklichung. Besonders interessant sind die gleichzeitigen Stellungnahmen, die der Verfasser aus der zeitgenössischen Presse, besonders aus den Artikeln der Zeitung "Prágai Magyar Hírlap" sammelte. Gyula Popély formuliert auch selbst so scharf, wie jene, die auf die großen Fehler der Volkszählung 1930 hinwiesen, oder die den Mißbrauch bei der Volkszählung geißelten.

So wurden in Kassa (Kaschau) gleich am Anfang der Volkszählung des Jahres 1930 mehrere Klagen gegen das Vorgehen der Zähler erhoben, da diese oft nicht bereit waren die Personen, die sich als Ungarn bekannten, als Ungarn einzutragen. Ein Zähler sagte ganz offen einer Familie von Kaschau: "die Person, die in Kaschau geboren wurde und von Kaschauer Zuständigkeit ist, kann kein Ungar sein." (S.95.). Es ist zu befürchten, daß diese Praxis auch heute existiert. Es geschahen große Mißbräuche in den Gemeinden in der Umgebung der Stadt, zum Beispiel in Abaujszina, wo die Einwohner mit Gewalt als Slowaken eingetragen wurden; dagegen wandten sich 60 Familien mit einer Klage an das Bezirksamt, einen Rechtsbehelf verlangend. Die Desungarisierung der Gemeinde Zsebes geschah mit einer unvergleichlichen Gewalt. Da die reformierten ungarischen Einwohner nicht bereit waren sich als Slowaken zu bekennen, kehrten die Zähler nach einigen Tagen mit Gendarmierbegleitung zurück und zwangen diese Einwohner durch Brachialgewalt auf dem Fragebogen der Volkszählung sich als Slowaken einzutragen. (Seitdem wurde das Dorf der Stadt Kaschau angeschlossen und 1991 bekannten sich schon bloß zwei Personen als Ungarn, obzwar dort noch immer 41 reformierte Einwohner lebten.) Es war ein ähnlicher Vorgang in der Gemeinde Bárca oder in Pályin in dem Bezirk Nagykapos, wo der Bezirksführer unter anderen Frau Maria Szilágyi geb. Lehotay, Frau Helén Péntes geb. Böszörményi, Frau Zsuzsanna Balogh geb. Egry, Lajos Péntes, József Tegenyei Balogh usw. unter dem Vorwand, daß sie die ungarische Sprache nicht fehlerlos sprechen, für Personen von slowakischer Nationalität erklärten. (S.96.). Auch in Kárpátalja (Karpaten-Ukraine) verursachte die Durchführung der Volkszählung eine allgemeine Empörung, da stellenweise Gendarme in Uniform die Zähler waren. Ihre Eigenmächtigkeit traf besonders die Ungarn von jüdischer und griechisch-katholischer Religion.

Anderswo, zum Beispiel in Zselice, Nagysalló, in der Gegend von Rimaszombat (Groß-Steffelsdorf) und in Vágsellye wandten die Zähler eigenmächtig die Methode der Namenanalyse an und trugen die Personen von ungarischer Muttersprache, deren Familienname einen slawischen Klang hatte

auch dann als Slowaken ein, wenn sie überhaupt nicht Slowakisch sprachen. Es wurde oft die Klage erhoben, daß die Zähler nicht bereit waren Personen, die in solchen Gegenden lebten, wo die Slowaken eine Mehrheit bildeten, als Ungarn einzutragen. Sie verweigerten das in den Städten Besztercebánya und Zólyom (Altsohl), behauptend, daß im Komitat Zólyom (Sohler Komitat) keine Ungarn lebten.

Popély beschreibt in seinem Buch die Mißbräuche bei den Volkszählungen und die gewaltsamen Methoden, mit welchen die Zähler der tschechoslowakischen Volkszählungen der Jahre 1921 und 1930 so eifrig (und nicht ohne Erfolg) die Zahl der auf abgetrennten Gebieten wohnenden Ungarn zu verringern trachteten. Obzwar er ausführlich auch die Daten der späteren Erhebungen bekanntmacht, befaßt sich aber nicht mehr mit den Umständen ihrer Durchführung; wir können aber mit Recht vermuten, daß ähnliche Fälle (besonders bei der Volkszählung des Jahres 1950) ebenso oder sogar in größerem Maß vorkamen.

Ein charakteristisches Beispiel dafür ist der Fall von Kassa (Kaschau), wo der Anteil der Ungarn von 4% nicht fortrücken kann, obzwar laut der Privatschätzungen die Proportion der ungarischen Bevölkerung der Stadt (mit den angeschlossenen Gemeinden zusammen) auch heute noch mindestens 30% beträgt.

All diese Angaben, sowie die bekanntgegebenen Tabellen und die bezüglich der ungarischen Ortschaften zusammengestellten Namensverzeichnisse und auch das reiche Literaturverzeichnis machen das Werk von Gyula Popély sehr nützlich. Nach diesen zwei datenreichen Zusammenfassungen sollten die in der Slowakei arbeitenden ungarischen Demographen jetzt schon die Einzelheiten forschen, jene Daten der Gemeinden aufdeckend und verarbeitend, die zu solcher Gestaltung der globalen Werte führten. Ich denke in erster Reihe an die genaue Feststellung der Deportierten nach Ortschaften, aber es wäre ebenso wichtig zu wissen, wie viele an ihre Stelle von den aus Ungarn übersiedelten Personen oder aus den verschiedenen Gegenden der Slowakei kamen. Wieweit war das ein bewußter Plan der Slowakisierung, wieweit eine spontane Einwanderung oder eine organisierte Ansiedlung? Aber auch die Daten über den natürlichen Zuwachs der ungarischen Bevölkerung wären nötig um dem Prozeß/der Entvölkerung der Dörfer folgen zu können, prüfend, was für eine Rolle die sich verringende Zahl der Kinder bzw. die Fortwanderung darin spielen. Es gibt also genug weitere Aufgaben!

Zoltán DÁVID



Vladimír SRB- Die Verteilung der Bevölkerung nach Muttersprache  
Jiřina RŮŽKOVÁ: und Nationalitäten in der Tschechoslowakei auf Grund der  
Angaben der Volkszählung des Jahres 1991.

Laut der Angaben der am 3 März 1991 - in der damals noch einheitlichen Tschechoslowakei - durchgeführten Haus-, Wohnungs- und Volkszählung betrug die Gesamtbevölkerung des föderativen Staates 15.6 Millionen; davon 10.3 Millionen der Tschechei und 5.3 Millionen in der Slowakei. Während der Volkszählung wurde eine grössere Aufmerksamkeit auf die Verteilung der Bevölkerung nach Nationalitäten gerichtet. Die Bevölkerung des Landes wurde nach 17 Ethniken detailliert, und ausser der Nationalitätszugehörigkeit wurde auch nach der Muttersprache gefragt, was bei der Volkszählung des Jahres 1980 nicht geschah. (Unter Muttersprache ist zu verstehen die in der Familie im allgemeinen gesprochene Sprache, und wenn mehrere Sprachen benützt werden, dann die Sprache, in welcher die Mutter mit den Familienmitgliedern spricht.)

Laut der Ergebnisse der Volkszählung war die Zahl der Bevölkerung von tschechischer Nationalität - die Mähren und die Schlesier miteinbegriffen - um ungefähr 100.000 (das heisst um 1%) weniger, als die Zahl der Bevölkerung von tschechischer Muttersprache. (1970 war dieser Unterschied noch bloss ungefähr 40.000.) Die Zahl der Bevölkerung von slowakischer Nationalität war jedoch um 150.000 (um 3,2%) höher, im Vergleich zu der Bevölkerung von slowakischer Muttersprache. Die grösste Nationalminderheit der Landes ist das Ungartum: nach der Muttersprache machen die Ungarn 4% der Bevölkerung der ehemaligen Tschechoslowakei, 11,5% der Bevölkerung der Slowakei aus, jedoch nach der Nationalität bloss, Ihre Zahl ist nämlich um 41.000 /um 6.5%/ niedriger nach der 10,8% Nationalität, als nach der Muttersprache.

1991 wurden die Ruthenen als ein separates Ethnikum in Betracht genommen; früher zählte man sie zusammen mit den Ukrainern. Jedoch kaum mehr als ein Drittel der Personen von ruthenischer Muttersprache erklärte auch von ruthenischer Nationalität zu sein. Dagegen ist die Zahl der Personen von ukrainischer Nationalität viel höher, als die Zahl der Personen von ukrainischer Muttersprache. In der Tscheschoslowakei ist auch die Zahl der Personen von polnischer, deutscher und roma Nationalitäten höher, als die Zahl der Personen von entsprechender Muttersprache. In der Slowakei jedoch - mit Ausnahme -

der Ukrainen - sind die Daten der Muttersprache höher, als die Angaben der Nationalitäten, wie das auch in der folgenden Tabelle sichtbar ist:

Die Verteilung der Bevölkerung nach Muttersprache und Nationalitäten									
Ethnikum									
Nationalität	tschechisch mährisch schlesisch	slowakisch	ungarisch	zigainisch	polnisch	deutsch	ruthenisch	ukrainisch	übrige
Tschechische Republik									
Nationalität	9 770 527	314 877	19 932	32 903	59 383	48 556	1 926	8 220	45 891
Muttersprache	9 871 518	239 355	20 260	24 294	52 362	40 907	2 307	4 882	46 330
Unterschied: Absolut	-100 991	75 522	-328	8 609	7 021	7 649	-381	3 338	-439
Unterschied: in % der Muttersprache	-1.02	31.55	-1.62	35.44	13.41	18.70	-16.51	68.37	-0.95
Slowakische Republik									
Nationalität	59 326	4 519 328	567 296	75 802	2 659	5 414	17 197	13 281	14 032
Muttersprache	56 487	4 445 303	608 221	77 269	3 420	7 738	49 099	9 480	17 318
Unterschied: Absolut	2 839	74 025	-40 925	-1 467	-761	-2 324	-31 902	3 801	-3 286
Unterschied in % der Muttersprache	5.03	1.67	-6.73	-1.90	-22.25	-30.03	-64.97	40.09	-18.97
Tschechoslowakische Republik									
Nationalität	9 829 853	4 834 205	587 228	108 705	62 042	53 970	19 123	21 501	59 923
Muttersprache	9 928 005	4 684 658	628 481	101 563	55 782	48 645	51 406	14 362	63 648
Unterschied: Absolut	-98 152	149 547	-41 253	7 142	6 260	5 325	-32 283	7 139	-3 725
Unterschied in % der Muttersprache	-0.99	3.19	-6.56	7.03	11.22	10.95	-62.80	49.71	-5.85

Die folgenden Tabellen zeigen in den zwei Teilen des Landes die Verteilung der Bevölkerung Muttersprache nach Nationalitäten:

Die Bevölkerung der Tschechischen Republik nach Muttersprache und Nationalitäten										
Muttersprache	Muttersprache insgesamt	Nationalität								
		tschechisch mährisch schlesisch	slowakisch	ungarisch	zigeinerisch	polnisch	deutsch	ruthenisch	ukrainisch	übrige
tschechisch	9 871 518	9 732 579	82 075	4 256	12 529	9 299	14 683	477	3 213	12 407
slowakisch	239 355	11 035	223 462	734	2 853	97	129	59	380	606
ungarisch	20 260	2 184	3 079	14 551	186	18	55	12	68	107
zigeinerisch	24 294	3 250	4 158	108	16 630	35	8	5	21	79
polnisch	52 362	2 376	151	73	41	49 535	76	1	33	76
deutsch	40 907	6 387	255	51	263	124	33 315	34	25	453
ruthenisch	2 307	285	269	13	6	64	11	1 048	249	362
ukrainisch	4 882	422	238	6	32	16	73	96	3 838	161
übrige	46 330	12 009	1 190	140	363	195	206	194	393	31 640
zusammen	10 302 215	9 770 527	314 877	19 932	32 903	59 383	48 556	1 926	8 220	45 891

Die Bevölkerung der Slowakei nach Muttersprache und Nationalitäten										
Muttersprache	Muttersprache insgesamt	Nationalität								
		tschechisch mährisch schlesisch	slowakisch	ungarisch	zigeinerisch	polnisch	deutsch	ruthenisch	ukrainisch	übrige
tschechisch	56 487	50 727	5 045	332	97	35	65	18	35	133
slowakisch	4 445 303	7 083	4 409 913	7 835	15 298	305	925	587	1 619	1 738
ungarisch	608 221	722	45 999	556 447	4 428	28	155	38	51	353
zigeinerisch	77 269	119	19 610	1 697	55 675	4	5	27	76	56
polnisch	3 420	145	695	300	23	2 219	15	3	5	15
deutsch	7 738	112	3 081	180	53	3	4 188	2	2	117
ruthenisch	49 099	51	27 868	17	15	29	7	16 269	4 549	294
ukrainisch	9 480	34	2 198	17	31	10	27	122	6 810	231
übrige	17 318	333	4 919	471	182	26	27	131	134	11 095
zusammen	5 274 335	59 326	4 519 328	567 296	75 802	2 659	5 414	17 197	13 281	14 032

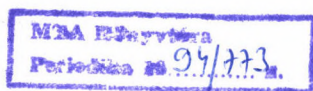
Im folgenden kann auch beobachtet werden, der Unterschied zwischen den Angaben der Muttersprache und den Angaben der Nationalität der tschechischen und slowakischen Ethniken - das heisst: die Verringerung der Zahl der Personen von tschechischer Muttersprache und die Erhöhung der Zahl

der Personen von slowakischer Nationalität - in den zwei Teilen des landes  
welchen Ethniken zuschreiben ist.

Die tschechische und Slowakische Ethniken nach Muttersprache und Nationalität in der Tschechischen Republik					
Tschechisches Ethnikum			Slowakisches Ethnikum		
Muttersprache - Nationalität	Zahl der Bewohner	Unterschied*	Muttersprache - Nationalität	Zahl der Bewohner	Unterschied**
tschechisch - slowakisch	82 075		slowakisch - tschechisch	11 035	
slowakisch - tschechisch	11 035	71 040	tschechisch - slowakisch	82 075	-71 040
tschechisch - ungarisch	4 256		slowakisch - ungarisch	734	
ungarisch - tschechisch	2 184	2 072	ungarisch - slowakisch	3 079	-2 345
tschechisch - zigeinerisch	12 529		slowakisch - zigeinerisch	2 853	
zigeinerisch - tschechisch	3 250	9 279	zigeinerisch - slowakisch	4 158	-1 305
tschechisch - polnisch	9 299		slowakisch - polnisch	97	
polnisch - tschechisch	2 376	6 923	polnisch - slowakisch	151	-54
tschechisch - deutsch	14 683		slowakisch - deutsch	129	
deutsch - tschechisch	6 387	8 296	deutsch - slowakisch	255	-126
tschechisch - ruthenisch	477		slowakisch - ruthenisch	59	
ruthenisch - tschechisch	285	192	ruthenisch - slowakisch	269	-210
tschechisch - ukrainisch	3 213		slowakisch - ukrainisch	280	
ukrainisch - tschechisch	422	2 791	ukrainisch - slowakisch	238	14
tschechisch - übrige	12 407		slowakisch - übrige	606	
übrige - tschechisch	12 009	398	übrige - slowakisch	1 190	-584
tschechisch -	9 871 518		slowakisch -	239 355	
- tschechisch	9 770 527	100 991	- slowakisch	314 877	-75 522

\* zwischen tschechischen Muttersprache und tschechischer Nationalität

\*\* zwischen slowakischer Muttersprache und Slowakischer Nationalität



Die tschechische und slowakische Ethniken nach Muttersprache und Nationalität in der Slowakischen Republik					
Tschechisches Ethnikum			Slowakisches Ethnikum		
Muttersprache - Nationalität	Zahl der Be- wohner	Unter- schied	Muttersprache - Nationalität	Zahl der Be- wohner	Unter- schied
tschechisch - slowakisch	5 045		slowakisch - tschechisch	7 083	
slowakisch - tschechisch	7 083	-2 038	tschechisch - slowakisch	5 045	2 038
tschechisch - ungarisch	332		slowakisch - ungarisch	7 835	
ungarisch - tschechisch	722	-390	ungarisch - slowakisch	45 999	-38 164
tschechisch - zigeinerisch	97		slowakisch - zigeinerisch	15 298	
zigeinerisch - tschechisch	119	-22	zigeinerisch - slowakisch	19 610	-4 312
tschechisch - polnisch	35		slowakisch - polnisch	305	
polnisch - tschechisch	145	-110	polnisch - slowakisch	695	-390
tschechisch - deutsch	65		slowakisch - deutsch	925	
deutsch - tschechisch	112	-47	deutsch - slowakisch	3 081	-2 156
tschechisch - ruthenisch	18		slowakisch - ruthenisch	587	
ruthenisch - tschechisch	51	-33	ruthenisch - slowakisch	27 868	-27 281
tschechisch - ukrainisch	35		slowakisch - ukrainisch	1 619	
ukrainisch - tschechisch	34	1	ukrainisch - slowakisch	2 198	-579
tschechisch - übrige	133		slowakisch - übrige	1 738	
übrige - tschechisch	333	-200	übrige - slowakisch	4 919	-3 181
tschechisch -	56 487		slowakisch -	4 445 303	
- tschechisch	59 326	-2 839	- slowakisch	4 519 328	-74 025

\* zwischen tschechischer Muttersprache und tschechischer Nationalität

\*\* zwischen tschechischer slowakischer Muttersprache und slowakischer Nationalität

Dieses Material wurde aufgrund der Abhandlung von Vladimír Srb und Jiřina Růžková unter dem Titel "Narodnost a materský jazyk obyvateľstva podľa scitani ľudu 1991" zusammengestellt.

Dr. Iván KÁPOLNAI

MAGYAR  
TUDOMÁNYOS AKADÉMIA  
KÖNYVTÁRA



